

Cote du document: EB 2016/118/R.11/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 8 a)
Date: 22 septembre 2016
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

République argentine

Programme d'options stratégiques pour le
pays 2016-2021

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Cintia Guzman
Chargée d'appui au programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2528
courriel: c.guzman@ifad.org

Conseil d'administration – Cent dix-huitième session
Rome, 21-22 septembre 2016

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte des opérations financées par le FIDA dans le pays	iv
I. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Situation économique générale	1
C. La pauvreté en Argentine	1
D. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	2
E. Principaux problèmes affectant le groupe cible du FIDA	3
II. Enseignements et résultats précédents	4
III. Objectifs stratégiques	5
A. Avantage comparatif du FIDA dans le pays	5
B. Objectifs stratégiques	6
IV. Résultats durables	8
A. Ciblage et problématiques hommes-femmes	8
B. Reproduction à plus grande échelle	8
C. Participation à l'élaboration des politiques	9
D. Ressources naturelles et changement climatique	10
E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels	11
V. Réussite de la mise en œuvre	11
A. Cadre de financement	11
B. Suivi-évaluation	12
C. Gestion des savoirs	12
D. Partenariats	13
E. Innovations	13
F. Coopération Sud-Sud et triangulaire	14
Appendices	
I. Marco de gestión de los resultados del COSOP (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	1
II. Acuerdo en el Punto de Culminación de la Evaluación del Programa País (Accord conclusif relatif à la dernière évaluation du programme de pays)	2
III. Proceso de preparación del COSOP-BR (Processus de préparation du COSOP-AR)	6
IV. Análisis social, ambiental y climático (Analyse sociale, environnementale et climatique)	8
V. Country at a glance (Panorama del país) (Coup d'oeil sur le pays)	21
VI. Notas conceptuales (Notes conceptuelles)	22

Dossiers clés

Expediente principal 1: Pobreza Rural y las Cuestiones Relativas a los Sectores Agrícola y Rural (Problèmes liés à la pauvreté rurale et au secteur agricole/rural)	40
Expediente principal 2: Matriz Organizacional e Institucional (Análisis de las fortalezas, debilidades, oportunidades y amenazas) (Matrice de l'organisation [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	44
Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes (Initiatives complémentaires des donateurs et potentiel de partenariat)	51
Expediente principal 4: Identificación del grupo-objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación (Détermination du groupe cible, questions prioritaires et réponses possibles)	55

Sigles et acronymes

COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
EPP	évaluation du programme de pays
INTA	Institut national de technologie agricole
PROCANOR	Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie
S&E	suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UCAR	Unité pour le changement rural

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

République argentine
Opérations financées par le FIDA



Source : FIDA 08-08-2016
Les appellations figurant sur cette carte ne constituent en aucun cas ni reconnaissance officielle ni prise de position de la part du FIDA quant au statut juridique de tout territoire, quel qu'il soit, ou au tracé des frontières ou limites.

République argentine

Programme d'options stratégiques pour le pays 2016-2021

I. Diagnostic concernant le pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique nationale

1. La République argentine est, par sa superficie, le deuxième pays d'Amérique latine et, par sa population, le quatrième, avec 43 millions d'habitants, dont 8% vivent dans les zones rurales (données de 2014). La Banque mondiale place l'Argentine dans le groupe de pays à revenu élevé, avec un revenu national brut par habitant (méthode Atlas) de 13 480 USD (données de 2014).
2. L'Argentine est l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits alimentaires. Les exportations agricoles représentaient plus de la moitié du total des exportations du pays, pour une valeur de 72 milliards d'USD en 2014.
3. Les terres agricoles productives représentent au total 34 millions d'hectares, dont approximativement 20 millions consacrés à la production de soja. L'utilisation des terres est fortement concentrée: 2% des exploitations occupent la moitié des terres agricoles, tandis que 57% des exploitations utilisent à peine 3% de ces terres. En 2002, on comptait approximativement 251 000 exploitations familiales en Argentine. Bien que confrontées à de sérieux problèmes sur les plans de l'accès aux ressources naturelles, au financement et à l'assistance technique, ces exploitations produisent une part importante de la nourriture destinée au marché intérieur.
4. L'Argentine a traversé en 2001-2002 une grave crise économique et financière, dont la conséquence a été que 45% de la population s'est trouvée en situation de pauvreté, et 21% en situation d'extrême pauvreté. Grâce à un contexte international favorable, le pays a pu, en 2003, entamer son redressement. Toutefois, l'inflation et les contrôles des changes ont conduit à une surévaluation du taux de change. En outre, la généralisation des subventions publiques et le déficit budgétaire croissant ont encore aggravé l'instabilité économique. Le déclin des prix des produits de base, en 2014, a ralenti la croissance économique.
5. Le nouveau gouvernement, entré en fonction en décembre 2015, a introduit d'importantes réformes des politiques visant à retrouver le chemin de la croissance économique. Ces réformes ont été focalisées sur la correction des prix relatifs, l'élimination des distorsions économiques et la promotion de la réintégration de l'Argentine sur les marchés financiers internationaux. En outre, des mesures sont mises en œuvre pour améliorer la fiabilité des statistiques nationales.

La pauvreté en Argentine

6. L'Argentine a réalisé des progrès significatifs en termes de réduction de la pauvreté au cours des vingt dernières années. En 2012, 4,3% de la population vivait en situation de pauvreté, et 1,7% d'extrême pauvreté, alors que les chiffres correspondants étaient, en 1994, de 16,1% et 3,4%. De même, le coefficient de Gini a diminué au cours de la même période, passant de 0,515 à 0,475. Ces chiffres officiels sont toutefois en cours de révision, le gouvernement et de nombreux autres observateurs indépendants les jugeant extrêmement faibles.
7. L'agriculture familiale et les économies régionales (en dehors des régions du Centre et de La Pampa) subissent l'impact des problèmes de concentration foncière, de fortes densités de pauvreté et de filières confrontées à une demande sans cesse croissante, en termes de volume et de normes de qualité.

8. Malgré les progrès des dernières décennies et son très grand potentiel en tant que producteur et exportateur de produits alimentaires, l'Argentine connaît encore des inégalités entre les régions et des inégalités de revenus, et plus de 1,8 million de personnes vivent en situation de pauvreté; une partie d'entre elles rencontre des difficultés d'insertion dans l'économie. Un tiers au moins des 4,4 millions d'habitants des zones rurales sont pauvres et ne parviennent pas à répondre à tous leurs besoins. C'est dans les provinces du Nord, et notamment celles du Nord-Ouest et du Nord-Est, que l'on trouve les niveaux de pauvreté et de pauvreté rurale les plus élevés (approximativement 50%). Les niveaux de pauvreté sont particulièrement élevés au sein des communautés autochtones.
9. La sous-alimentation est demeurée à un taux inférieur à 5% au cours des 20 dernières années. Toutefois, la malnutrition présente une forte dimension régionale et sociale, spécialement parmi les peuples autochtones du Grand Nord. En outre, et malgré une disponibilité alimentaire moyenne suffisante, on observe des signes d'un taux croissant de sous-alimentation infantile chronique. L'accès aux services de base est bon; le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est passé de 94% en 1990 à 99% en 2012. Ces chiffres traduisent la réduction de la pauvreté et des inégalités au cours des 25 dernières années, évolution interrompue par la crise économique du début des années 2000, où les deux phénomènes se sont intensifiés.

B. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

10. Le nouveau gouvernement s'est fixé comme priorité la réduction de la pauvreté et des inégalités régionales. Le lancement du Plan Belgrano pour promouvoir le développement des provinces du Nord constitue, à cet égard, une mesure importante. Le Plan, exécuté sous la direction du Bureau du Chef de cabinet des ministres, comprend quatre composantes: a) investissements dans les infrastructures – routes, chemins de fer et aéroports, par exemple; b) subventions pour les loyers et la construction de logements, pour approximativement 250 000 ménages; c) investissements dans les services relatifs à l'eau et à l'assainissement pour approximativement 200 000 ménages; et d) interventions ciblées dans des zones spécifiques à hauts niveaux de pauvreté. Le Plan Belgrano sert de complément au Plan stratégique agro-alimentaire et agro-industriel 2010-2020 (PEA2).
11. Le gouvernement met en œuvre des politiques ciblant les petits exploitants familiaux. La loi sur l'agriculture familiale a été adoptée en 2015, et le Forum national de l'agriculture familiale a été admis en 2016 comme membre de la Commission nationale pour les situations d'urgence et les catastrophes agricoles. Le Ministère de l'agroindustrie a défini trois points prioritaires: augmentation et modernisation de la production alimentaire; appui au secteur agricole pour accroître sa compétitivité et inclure les petits paysans¹ dans les filières; et utilisation des avantages comparatifs territoriaux. Le Ministère a confirmé le mandat de l'Unité pour le changement rural (UCAR), qui exécute d'autres programmes financés par des sources externes, en qualité d'organisme d'exécution des programmes financés par le FIDA, en étroite coordination avec les politiques et les activités du Ministère. Le Secrétariat de l'agriculture familiale (SAF) apporte un appui aux petits exploitants agricoles par le biais de programmes axés sur la sécurité alimentaire, et également par le développement d'activités économiques telles que l'agriculture biologique et l'artisanat. L'Institut national de technologie agricole (INTA) appuie le Ministère dans les domaines de la recherche et du développement.

¹ Dans l'ensemble du document, la définition du groupe cible inclut les femmes et les hommes.

Principaux problèmes affectant le groupe cible du FIDA

12. Le groupe cible du FIDA se compose essentiellement: i) de la tranche inférieure des petits exploitants familiaux (113 000 ménages en 2002²), et spécialement ceux situés dans les zones vulnérables aux effets du changement climatique; ii) des ménages ruraux sans terre, dépendant pour beaucoup d'emplois saisonniers; iii) de peuples autochtones vivant dans les provinces septentrionales et méridionales du pays; et iv) des travailleurs ruraux salariés, et spécialement les saisonniers.
13. La population rurale pauvre est confrontée, en Argentine, à des problèmes en rapport avec la faiblesse de la production et de la productivité. La plupart de ces personnes n'ont pas de droits fonciers sûrs, et ne disposent que d'une superficie limitée d'une terre peu fertile et souvent éloignée des principaux marchés. Cette population a un accès limité à l'assistance technique et au financement pour moderniser sa production. Elle rencontre aussi des difficultés pour accéder aux filières et aux marchés, en raison de la faiblesse des organisations rurales et des restrictions en rapport avec l'infrastructure routière et les transports. En outre, les petits exploitants sont de plus en plus touchés par des problèmes environnementaux liés au changement climatique, comme l'intensité et la fréquence accrues des phénomènes extrêmes (sécheresses et inondations, par exemple), l'augmentation des zones à risque de désertification, et la réduction des disponibilités en eau. Les peuples autochtones manquent souvent d'un accès à un appui à la production, et la qualité des services ruraux essentiels est affectée par l'insuffisante capacité des organismes gouvernementaux au niveau des provinces.

Risques et gestion du risque

14. Les principaux risques auxquels est confronté le programme de pays du FIDA sont les suivants:
 - a) Changements dans les contextes politiques, à l'échelon national ou provincial, qui pourraient conduire à des changements dans l'organisation ou le personnel des organismes gouvernementaux clés ou dans les politiques gouvernementales essentielles, comme celles centrées sur l'agriculture familiale. Pour atténuer ce risque, le FIDA accentuera sa concertation sur les politiques avec les responsables des politiques pertinentes.
 - b) Mise à disposition insuffisante ou retardée du financement de contrepartie aux programmes. Ce risque sera atténué par l'engagement pris par le gouvernement en faveur du développement économique du Grand Nord et de la réduction de la pauvreté.
 - c) Les capacités des gouvernements provinciaux peuvent s'avérer insuffisantes pour l'exécution réussie du programme, ce qui aurait des conséquences dans des domaines comme la qualité de la conception des interventions avec la participation des bénéficiaires, la planification, la passation des marchés, le suivi-évaluation (S&E), et les aspects techniques de l'exécution. Le FIDA atténuera ces risques par le biais de la supervision et de l'appui à l'exécution, en mettant l'accent sur les contrôles internes, le renforcement de la gestion et, pour les nouveaux programmes, l'élaboration de manuels d'exécution de qualité. La nouvelle stratégie insistera sur le renforcement des organismes gouvernementaux provinciaux responsables du développement rural, en particulier dans les domaines de la gestion des savoirs, de la concertation sur les politiques et du S&E.

² Source: Las Explotaciones Agropecuarias Familiares en la República Argentina, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture argentine, 2009.

- d) Effets négatifs possibles du changement climatique sur les activités des petits exploitants agricoles, notamment la fréquence accrue des sécheresses, des fortes précipitations et des inondations. Pour atténuer ces risques, les projets incluront un financement destiné à de petites infrastructures et au développement technologique, comme les infrastructures destinées au stockage et à la conservation de l'eau, et aux petits périmètres d'irrigation. En outre, un appui sera apporté au développement de produits d'assurance adaptés aux besoins des petits producteurs.

II. Enseignements et résultats précédents

15. Depuis 2010, les projets sont exécutés par le Ministère de l'agroindustrie, par l'intermédiaire de l'UCAR. En tant qu'emprunteur, le gouvernement national sera responsable de l'exécution, tandis que les activités sur le terrain seront principalement exécutées par les gouvernements provinciaux.
16. L'évaluation du programme de pays (EPP) conduite en 2010 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a recensé les conclusions et enseignements ci-après.
 - a) Les programmes sont bien alignés sur les besoins des populations pauvres et sur les politiques nationales.
 - b) Les programmes achevés ont obtenu de bons résultats en termes de production et de commercialisation, mais sont plus décevants dans les composantes en rapport avec le crédit. L'EPP a recommandé une recherche de nouvelles approches avec les acteurs pertinents et de mécanismes pour renforcer les services financiers ruraux.
 - c) Les activités de participation à l'élaboration des politiques, d'établissement de partenariats et de gestion des savoirs ont été les outils les plus efficaces pour la promotion de l'agriculture familiale. On a cité, parmi les bons résultats, les contributions aux changements institutionnels, la diffusion des programmes et les activités régionales au niveau de la Commission de l'agriculture familiale (REAF).
 - d) Les accords d'exécution entre les organismes d'exécution et les gouvernements provinciaux prennent du temps, et leur exécution a été plus lente que prévu.
 - e) Le FIDA a apporté une importante contribution au développement d'institutions en rapport avec le développement rural et l'agriculture familiale, éléments considérés comme fondamentaux pour la durabilité.
 - f) Le rôle clé des gouvernements provinciaux dans l'exécution a constitué une importante innovation institutionnelle au cours des années 1990, et le caractère participatif des programmes a conduit à la diffusion d'un certain nombre d'innovations.
 - g) Bien que les objectifs du portefeuille soient pertinents, la qualité de la conception des projets doit être améliorée.
 - h) Des efforts accrus sont nécessaires pour améliorer la collaboration avec d'autres organismes de développement international.
17. C'est à partir de 2008 que le FIDA a commencé à superviser directement ses programmes en Argentine, ce qui lui a permis de tirer d'importants enseignements, et notamment:
 - a) Le rôle clé joué par les gouvernements provinciaux dans l'exécution des programmes — y compris la collaboration efficace avec les institutions nationales à l'échelon local — a contribué dans une large mesure à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des interventions des projets, et à l'affinage des politiques de développement rural. À la lumière de leur expérience avec les programmes du FIDA, un certain nombre de gouvernements

provinciaux ont créé des entités spécifiquement chargées des programmes en rapport avec le développement rural et l'agriculture familiale.

- b) La participation de parties intéressées, au niveau local, à des plateformes consultatives comme les Commissions de développement rural, a joué un rôle fondamental dans l'amélioration de l'exécution.
- c) Le renforcement des petits exploitants et de leurs organisations a été fondamental pour promouvoir leur accès aux filières dans des conditions favorables.
- d) L'échange d'expériences entre les organismes gouvernementaux de développement rural, nationaux et provinciaux, a été décisif pour la promotion de l'apprentissage horizontal et la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques dans de nouvelles provinces.
- e) Le transferts de fonds aux groupes bénéficiaires en vue de leur utilisation pour des investissements productifs – avec les responsabilités que cela entraîne en matière d'acquisition de biens et services et de gestion des fonds renouvelables – a contribué efficacement à l'amélioration de la conception et de l'exécution des initiatives, en réduisant les coûts et en renforçant la durabilité.

III. Objectifs stratégiques

A. Avantage comparatif du FIDA dans le pays

- 18. Bien que l'Argentine soit un pays à revenu élevé, doté d'abondantes ressources naturelles et exportateur mondial de produits agricoles, elle est caractérisée par d'importantes inégalités régionales et des niveaux élevés de pauvreté rurale. Des investissements, une assistance technique et de nouvelles stratégies sont requises pour permettre aux petits exploitants agricoles de s'extraire durablement de la pauvreté.
- 19. En partie du fait du volume limité des ressources que le FIDA consacre à des projets en Argentine, qui représentent 22% du programme total de 233 millions d'USD en cours d'exécution dans le pays, le Fonds a concentré ses efforts sur la frange la plus pauvre de la population, dont les besoins vont au-delà du développement de l'infrastructure. L'expérience du FIDA en Argentine a généré une série d'avantages comparatifs contribuant à la réduction de la pauvreté rurale:
 - a) Les activités du FIDA se focalisent clairement sur les zones les plus pauvres du pays et ses stratégies sont axées sur des interventions productives en faveur des petits producteurs les plus pauvres, et spécialement les groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes et, de plus en plus, les peuples autochtones.
 - b) Une approche de la réduction de la pauvreté des familles rurales, fondée sur un appui à la transformation de leur production, l'augmentation de la productivité et la diversification, l'amélioration de l'accès aux marchés et le renforcement des organisations rurales ouvre un chemin vers le développement durable.
 - c) Les programmes du FIDA stimulent efficacement les capacités institutionnelles des organisations rurales et des gouvernements provinciaux, et renforcent le développement des capacités humaines parmi les ruraux pauvres par le biais de l'assistance technique, de la formation et de fonds gérés par les organisations, en complément de l'appui à l'infrastructure, qui constitue la priorité d'autres acteurs du développement en Argentine.
 - d) Le FIDA a établi des relations très efficaces avec le gouvernement national et les gouvernements provinciaux, en particulier dans les domaines de la gestion des savoirs et de la coopération Sud-Sud.
 - e) Le modèle d'exécution des programmes du FIDA contribue aux capacités institutionnelles et humaines des gouvernements provinciaux pour la mise en

œuvre de politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté axées sur l'agriculture familiale.

20. Certains changements fondamentaux dans le programme de pays du FIDA ont influencé de manière significative ces avantages comparatifs. Il s'agit:
- a) de l'augmentation du nombre d'opérations et des montants investis;
 - b) de l'expansion géographique vers les provinces en dehors du Grand Nord;
 - c) du renforcement des relations avec les gouvernements provinciaux;
 - et d) de l'augmentation de la supervision directe et de l'accent accru sur les activités d'appui à l'exécution.

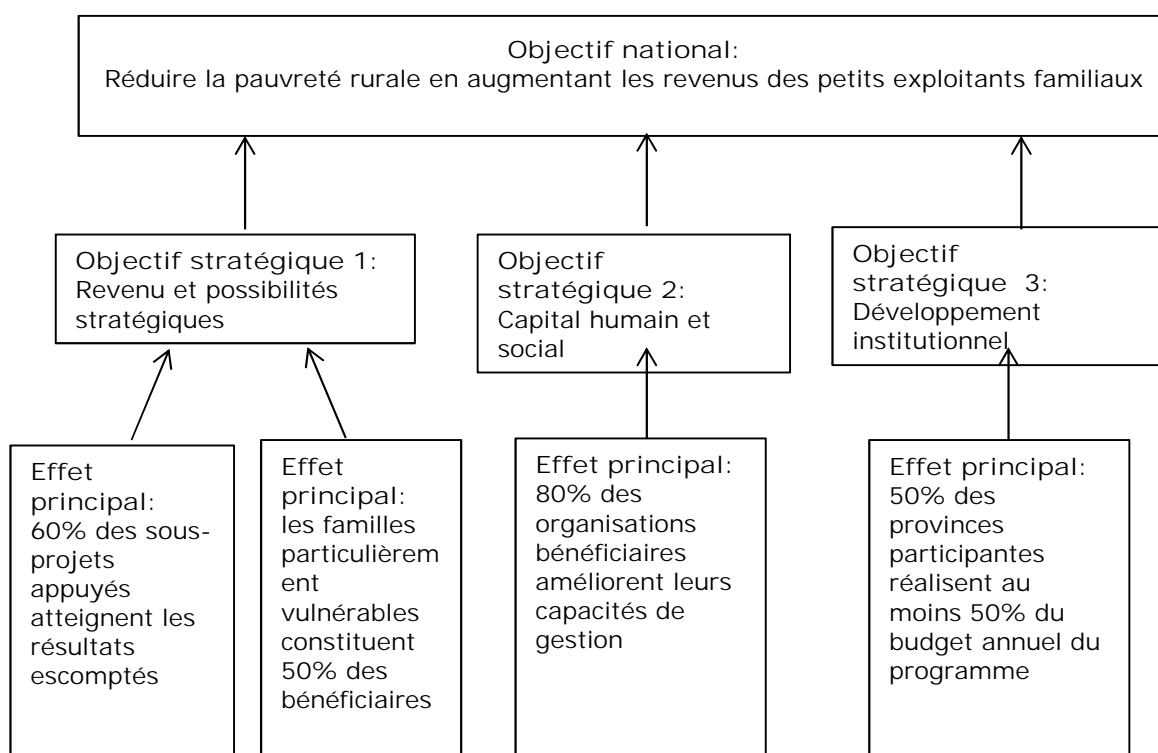
B. Objectifs stratégiques

21. La stratégie du FIDA en Argentine est alignée sur les politiques et les priorités établies par le nouveau gouvernement, et fait fond sur les enseignements tirés du précédent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et les avantages comparatifs du FIDA dans le pays. Elle préserve le rôle central joué par les organisations paysannes et les communautés dans le processus de transformation du monde rural, et intègre les éléments supplémentaires suivants:
- a) Accent accru sur le renforcement des institutions gouvernementales pertinentes, en particulier au niveau provincial, afin d'améliorer les capacités d'exécution des politiques et programmes de développement rural et de réduction de la pauvreté, y compris les programmes du FIDA.
 - b) Introduction d'interventions publiques complémentaires s'attaquant aux obstacles systémiques dans des sous-secteurs spécifiques particulièrement pertinents pour les populations rurales pauvres, comme le développement de systèmes de plantation du quinoa, de commercialisation de la viande de lama et de chèvre, et d'écotourisme avec la participation de communautés autochtones.
 - c) Attention accrue à la détermination, au partage et à la promotion de la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques par le biais du renforcement des activités de S&E, de gestion des savoirs, de concertation sur les politiques et de coopération Sud-Sud, et d'investissements dans ces activités. Les innovations pourraient concerner les domaines suivants:
 - i) méthodes de mobilisation et de renforcement des organisations bénéficiaires;
 - ii) stratégies d'accès au marché fondées sur la négociation de contrats entre groupes d'agriculteurs et acheteurs;
 - iii) méthodologies de travail adaptées aux populations vulnérables;
 - iv) développement de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins des producteurs familiaux (assurance, par exemple);
 - et v) technologies et méthodologies organisationnelles pour faire face aux effets du changement climatique.
22. Pour la période 2016-2021, la stratégie du FIDA en Argentine, fondée sur les priorités nationales et sur l'expérience et les avantages comparatifs du Fonds, vise à réduire la pauvreté rurale en mettant l'accent sur les capacités des petits producteurs de générer leur propre revenu. La stratégie est structurée autour de trois objectifs stratégiques:
- a) Revenu et possibilités stratégiques. Cet objectif a pour but de stimuler la durabilité économique des familles et de leurs organisations par l'amélioration et la diversification des activités productives, de la résilience, du pouvoir de négociation au sein des filières, et des pratiques nutritionnelles. Il inclut l'amélioration des services publics et du contexte réglementaire dans lequel opèrent les petits producteurs familiaux dans des filières spécifiques.
 - b) Capital humain et social. Cet objectif vise à renforcer les capacités des populations rurales pauvres et de leurs organisations afin d'améliorer la gestion de leurs organisations, leur situation socioéconomique et les capacités de concertation avec le secteur public. Cet objectif inclut: i) une assistance technique et des activités de formation, en particulier sur des thèmes

organisationnels et administratifs, et sur des questions relatives à l'environnement et au changement climatique; ii) un rôle clé pour les organisations rurales dans la conception et l'exécution des activités de développement; et iii) un appui ciblé aux populations vulnérables (femmes, jeunes et peuples autochtones).

- c) Développement institutionnel. Cet objectif vise à renforcer la capacité des institutions gouvernementales pour qu'elles puissent appuyer le développement rural, en: i) renforçant la capacité des gouvernements provinciaux en matière d'exécution des programmes, y compris la complémentarité avec les organismes présents dans les provinces; ii) renforçant, au niveau national et provincial, les capacités de S&E des politiques et programmes de développement rural et de réduction de la pauvreté, comme la réalisation d'enquêtes de référence et l'amélioration des indicateurs et des méthodes de collecte des données; iii) renforçant les activités de gestion des savoirs en vue de déterminer les meilleures pratiques, de conduire des études pour déterminer les facteurs et les éléments de succès, et de diffuser des informations sur les meilleures pratiques, y compris la coopération Sud-Sud et triangulaire; et iv) entreprenant une concertation sur les politiques sur la base d'un partage d'expériences et d'un examen des meilleures pratiques pour promouvoir leur reproduction à plus grande échelle.

Figure 1: Résumé du cadre de résultats du COSOP



23. Ces objectifs stratégiques serviront à orienter les programmes à concevoir au cours de la période couverte par le COSOP ainsi que les programmes en cours. Poursuivant l'approche stratégique du Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR), les nouveaux programmes seront axés sur le développement de sous-secteurs spécifiques dans lesquels les populations rurales pauvres jouent un rôle important et ont des avantages comparatifs. Le secteur caprin et l'appui aux peuples autochtones ont par conséquent été identifiés comme domaines d'intérêt thématique de futurs programmes spécialisés. En outre, l'exécution du PROCANOR et du Programme de développement rural sans exclusion (PRODERI) sera alignée sur les objectifs stratégiques en mettant l'accent sur l'inclusion dans les filières,

le renforcement des groupes et le développement de capacités d'exécution provinciales.

24. La stratégie du FIDA en Argentine est liée principalement aux objectifs de développement durable (ODD) 1 [Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde] et 2 [Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable]. Elle apportera aussi une contribution aux ODD 5 [Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles], 6 [Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement, et assurer une gestion durable des ressources en eau] et 13 [Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions].

IV. Résultats durables

A. Ciblage et problématique hommes-femmes

25. Ciblage régional. Les programmes en cours de conception seront axés sur les régions du Nord-Ouest, y compris la province de La Rioja, et du Nord-Est, ainsi que sur les zones de pauvreté élevée d'autres provinces, en accordant la priorité aux zones où sont présentes des peuples autochtones. Les provinces du Nord-Ouest et du Nord-Est sont les plus pauvres du pays, avec des niveaux élevés de pauvreté rurale, et constituent des zones prioritaires pour l'exécution du Plan Belgrano.
26. Groupes cibles. Le groupe cible du COSOP comprend les petits exploitants familiaux, y compris ceux inscrits au Registre national de l'agriculture familiale (RENAF), les peuples autochtones et les travailleurs ruraux salariés sans terre. La priorité sera accordée aux femmes et aux jeunes. Les programmes comprendront des interventions ciblées et des mesures spécifiques visant à attirer les populations rurales pauvres, comme l'établissement de limites maximum au financement des projets et l'appui à des filières offrant un potentiel aux producteurs familiaux.
27. Stratégie en matière d'égalité des sexes. Le programme de pays appuie l'autonomisation des femmes et leur participation aux organisations rurales. En outre, un appui sera apporté aux groupes et organisations composés de femmes, ainsi qu'à des groupes mixtes comprenant un pourcentage élevé de femmes, afin de faciliter l'accès à l'assistance technique et au financement correspondant à leurs besoins. À cet effet, les programmes renforceront les capacités des unités d'exécution dans le domaine de l'inclusion des femmes, et on utilisera des indicateurs clairs pour mesurer la participation et les résultats spécifiques. Les activités de supervision seront particulièrement attentives aux questions d'égalité des sexes.

B. Reproduction à plus grande échelle

28. Compte tenu du financement relativement peu important du FIDA et de la diversité des expériences d'exécution d'une province à l'autre, la reproduction à plus grande échelle des innovations et des meilleures pratiques jouera un rôle important dans le programme de pays, du point de vue quantitatif aussi bien que qualitatif. Lorsque l'expérience est pertinente pour d'autres pays de la région, la reproduction à plus grande échelle sera encouragée par des investissements dans la coopération Sud-Sud.
29. La stratégie de reproduction à plus grande échelle prévoit:
- a) d'apporter un complément aux fonds prêtés par le FIDA, sous la forme de dons du FIDA pour la coopération Sud-Sud et triangulaire, et avec des ressources provenant du gouvernement et d'autres partenaires du développement;
 - b) de renforcer les activités de S&E, de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques: i) en réalisant et diffusant des études de cas, en systématisant les innovations et les meilleures pratiques dans le cadre des programmes, et en favorisant la concertation sur les politiques par l'intermédiaire des plateformes

locales existantes, des ateliers et d'autres activités organisées avec des organismes gouvernementaux, nationaux et provinciaux, intervenant dans le domaine du développement rural, en particulier les services compétents du Ministère de l'agroindustrie et de l'INTA; ii) en promouvant, de la part du FIDA, l'analyse et l'évaluation des pratiques et des méthodologies clés en vue de déterminer, au cours des activités de supervision et des missions d'appui à l'exécution, les facteurs et les conditions ayant rendu possibles les résultats confirmés, et en assurant la diffusion de ces résultats parmi les organismes gouvernementaux et les partenaires de développement; et iii) en partageant, de la part du Ministère de l'agroindustrie, les expériences par l'intermédiaire des plateformes nationales et régionales, et spécialement la REAF, en vue d'harmoniser les politiques régionales; et

- c) de renforcer les plateformes locales, comme les Forums de développement rural, en tant que moteurs importants de concertation sur les politiques de développement et sur les innovations dans les projets.

C. Participation à l'élaboration des politiques

- 30. Le programme de pays du FIDA produira des expériences utiles dans l'élaboration et l'exécution des politiques gouvernementales focalisées sur le développement rural et agricole, les inégalités entre les régions et l'adaptation au changement climatique. Les processus de gestion des savoirs prévoient trois types d'activité en rapport avec la participation à l'élaboration des politiques: i) promouvoir une coordination plus étroite entre les organismes gouvernementaux, nationaux et provinciaux, intervenant dans le domaine du développement rural et de l'agriculture familiale, et notamment les services compétents du Ministère de l'agroindustrie, la REAF au sein du Service national de la santé animale et de la qualité agro-alimentaire (SENASA), le Centre de recherche et de développement technologique pour l'agriculture familiale (CIPAF), et les gouvernements provinciaux; ii) renforcer les plateformes existantes au niveau provincial en rapport avec le développement rural et faciliter la création de telles plateformes, le cas échéant, avec la participation des organismes gouvernementaux et des organisations paysannes et communautaires; et iii) promouvoir la participation active des organismes gouvernementaux et des représentants de l'agriculture familiale à la concertation sur les politiques au niveau régional, par l'intermédiaire du programme régional FIDA-MERCOSUR et, le cas échéant, par l'intermédiaire d'un bureau du FIDA dans la sous-région.
- 31. Le programme de pays aura des interactions avec les principales politiques suivantes:
 - a) Politiques de réduction des inégalités régionales. Dans le cadre du Plan Belgrano, les programmes financés par le FIDA appuieront des activités visant directement à réduire la pauvreté dans des régions ou parmi des groupes défavorisés (par exemple les peuples autochtones) où la gestion des fonds et les processus de développement sont sous la responsabilité des autorités provinciales et des organisations rurales.
 - b) Politiques de décentralisation. La participation accrue des gouvernements provinciaux à la planification et à l'appui des processus de développement accroît l'efficacité et la durabilité des projets. Cette politique inclut le renforcement des capacités provinciales et matière d'exécution des programmes de développement rural.
 - c) Politiques axées sur le développement agricole et l'agriculture familiale. Les programmes appuyés par le FIDA apporteront une contribution aux politiques gouvernementales de promotion de la compétitivité de l'agriculture familiale par le développement de systèmes d'assistance technique et de financement, et de stratégies qui facilitent l'inclusion des agriculteurs familiaux aux filières dans des conditions favorables.

- d) Politiques en rapport avec les ressources naturelles et le changement climatique. Les activités visant à améliorer la gestion des ressources naturelles, et spécialement les sols et l'eau, et à promouvoir l'adaptation au changement climatique fourniront des occasions de conduire des études et de recueillir des informations que les responsables de l'élaboration des politiques pourront utiliser pour déterminer les stratégies les plus efficaces pour la réduction des risques climatiques.

D. Ressources naturelles et changement climatique

32. À quelques exceptions près, toutes les régions de l'Argentine sont affectées par les phénomènes de dégradation des sols et par l'exploitation excessive des ressources naturelles. On estime à 60 millions d'hectares, principalement dans les zones arides et semi-arides, les superficies affectées par une érosion, modérée ou sévère. Ces problèmes surgissent en raison de pratiques agricoles et pastorales non durables, et de la mauvaise gestion des bassins versants.
33. Au cours des deux dernières décennies, le secteur agricole argentin a connu une augmentation des cultures d'exportation. Cette croissance a provoqué la transformation de vastes superficies de la région de La Pampa, précédemment utilisées pour l'élevage du bétail, et de la forêt naturelle dans le nord du pays. Ce processus a eu pour conséquence une plus forte concentration foncière, la déforestation et l'utilisation intensive de machines agricole et de produits agrochimiques de synthèse. La superficie totale des forêts naturelles, en Argentine, est tombée de 105 millions d'hectares à 33 millions d'hectares dans le courant du vingtième siècle.
34. Une grande partie des superficies affectées par la dégradation des sols, la déforestation et l'expansion des cultures d'exportation est constituée de terres traditionnellement occupées par les agriculteurs familiaux et les peuples autochtones. Ces populations ont migré, pour une part importante, vers les zones urbaines. Le nombre de petits exploitants agricoles a diminué d'environ 27 000 (11%) entre 1988 et 2002. Toutefois, le nombre total des exploitations – petites ou grandes – a diminué de 20% au cours de la même période, ce qui donne à penser que les petits exploitants ont été plus résilients que les grands.
35. Outre la pression exercée par l'expansion de la frontière agricole, les petits producteurs familiaux ont aussi ressenti les effets négatifs du changement climatique. La température moyenne a augmenté de manière considérable en Patagonie au cours du vingtième siècle (plus de 1 °C), et la pluviométrie a augmenté dans toutes les régions de l'Argentine, spécialement celles du Centre et du Nord-Est. Les petits exploitants agricoles ont particulièrement souffert de ces phénomènes en raison des obstacles qu'ils rencontrent pour le financement de l'infrastructure de stockage de l'eau nécessaire à la production. En outre, il n'existe pas de système d'assurance adapté à leurs besoins.
36. Les programmes financés par le FIDA aideront les producteurs familiaux à mieux gérer les ressources naturelles et à s'adapter aux effets du changement climatique. Cet appui prend la forme: i) d'une formation pour sensibiliser davantage les bénéficiaires aux ressources naturelles, aux problèmes de l'environnement et aux défis liés au changement climatique; ii) d'un renforcement, au niveau national et institutionnel, des capacités des institutions de développement rural relatives à la gestion des ressources naturelles et aux problèmes en rapport avec le changement climatique, ainsi qu'en matière de mise en œuvre des plans et politiques spécifiques; iii) d'un financement et d'une assistance technique pour promouvoir l'application de technologies de production durable, comme les engrais organiques, les pratiques de paillage et de compostage, et les techniques efficaces de stockage de l'eau et d'irrigation; et iv) de la mise au point de contrôles de qualité répondant aux normes nationales.

E. Agriculture et développement rural sensibles aux enjeux nutritionnels

37. L'Argentine a entrepris de renforcer le cadre juridique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de politiques visant à accroître les dépenses sociales, ainsi que les revenus des familles et les prestations sociales. La Commission nationale de la nutrition et l'alimentation a été mise en place en 2003 pour gérer le Programme national de nutrition et d'alimentation, dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.
38. Malgré ces réalisations, d'importantes inégalités subsistent entre les régions et entre les zones urbaines et les zones rurales, et l'insécurité alimentaire continue d'affecter les groupes vulnérables, en particulier les peuples autochtones et les familles dans le nord du pays, ainsi que les populations vivant dans des zones spécifiques des régions de la Patagonie et de Cuyo. Il n'existe que peu d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des provinces.
39. En outre, le surpoids et l'obésité constituent des problèmes croissants pour la population de l'Argentine. Selon le Ministère de la santé, la population comptait en 2009 approximativement 18% de personnes obèses et 50% en surpoids. Il existe toutefois un intérêt grandissant pour une alimentation saine, en particulier parmi les consommateurs disposant de revenus moyens et élevés. Cet intérêt a conduit à une augmentation de la demande de produits alimentaires biologiques et de cultures spéciales, comme le quinoa et le chia, produits en grande partie par les petits agriculteurs familiaux et les peuples autochtones.
40. Le programme de pays du FIDA contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de son groupe cible. Le projet PROCANOR, récemment approuvé, aidera les agriculteurs familiaux à produire des aliments sains (quinoa, chia, amarante, poire de terre ou yacon, et viande de lama), dont la demande sur les marchés internationaux et locaux urbains a connu une augmentation soutenue. Les nouveaux programmes pourraient inclure des activités de formation et de sensibilisation, afin que les familles bénéficiaires puissent diversifier leurs régimes alimentaires ainsi que leur production.

V. Réussite de la mise en œuvre

A. Cadre de financement

41. Les fonds alloués par le FIDA au titre du cycle 2016-2018 du SAFF s'élèvent à 13,3 millions d'USD. Ces fonds sont destinés au financement d'un programme de développement caprin, dont la conception interviendra en 2016. D'autres investissements prioritaires sont prévus pour la période couverte par le COSOP, notamment un programme de développement pour les peuples autochtones et un autre programme visant au renforcement des investissements productifs impulsés par la communauté, ainsi que des capacités institutionnelles des gouvernements provinciaux et des institutions agricoles. Le FIDA et le gouvernement coordonneront leurs activités de manière à utiliser les ressources du FIDA comme levier pour mobiliser des prêts additionnels et des ressources de responsabilité sociale pour cofinancer des programmes.
42. En outre, l'Argentine a accepté d'envisager l'utilisation du nouveau mécanisme d'assistance technique remboursable, financé par des ressources internes, afin d'étendre la coopération à des programmes d'investissement financés au niveau national, comme le Plan Belgrano.
43. Ces fonds additionnels pourraient ne pas être mobilisés, et cette possibilité inclut un risque, celui que l'une des trois opérations mentionnées au paragraphe 41 ne puisse pas démarrer au cours de la période couverte par le COSOP. Ce risque sera atténué par un effort visant à identifier des sources et mécanismes éventuels de financement additionnel, et d'y faciliter l'accès.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>		<i>Première année du COSOP</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Cadre politique et juridique des organisations rurales	5,00
A ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00
B i)	Accès à la terre	4,00
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	5,00
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	5,00
C i)	Environnement propice au développement des services financiers ruraux	4,00
C ii)	Climat de l'investissement favorable pour les entreprises rurales	4,00
C iii)	Accès aux intrants agricoles et aux marchés de produits	4,00
D i)	Accès à l'éducation en milieu rural	5,00
D ii)	Représentation des femmes	5,00
E i)	Affectation et gestion des ressources publiques en faveur du développement rural	4,00
E ii)	Obligation de rendre des comptes, transparence et lutte contre la corruption	5,00
	Moyenne des notes cumulées	4,50
	Note pour les projets à risque	
	Note de l'évaluation des institutions et politiques nationales	n.d.
	Allocation annuelle (millions de dollars des États-Unis)	4,41

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Notation PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	4,1	-26%
Hypothèse de base	4	4,4	0%
Hypothèse haute	5	4,7	30%

B. Suivi-évaluation

44. Pour appuyer la stratégie d'exécution et de reproduction à plus grande échelle, le suivi du COSOP sera réalisé par le biais de rapports périodiques sur les programmes, sur la base du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, et du suivi périodique des indicateurs contenus dans la matrice de résultats du COSOP. La supervision et l'appui à l'exécution accorderont la priorité au renforcement des capacités en matière de S&E de l'UCAR et des unités provinciales responsables de l'exécution du programme. Une évaluation de l'exécution du programme de pays sera réalisée tous les trois ans, et inclura un examen conjoint des résultats du COSOP.

C. Gestion des savoirs

45. En raison du caractère particulier des interventions du FIDA, la gestion des savoirs est spécialement importante pour la stratégie de reproduction à plus grande échelle. Les activités dans ce domaine seront renforcées, et l'accent sera mis sur l'identification et l'analyse des innovations et des meilleures pratiques du programme, la production de produits de communications, la tenue d'ateliers avec la participation des homologues nationaux et provinciaux pour l'examen et la vérification des résultats, et la promotion de la reproduction à plus grande échelle.
46. Dans le contexte des activités de gestion des savoirs, le FIDA encouragera la participation d'universités, d'institutions de recherche et d'organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans des domaines en rapport avec le développement rural et la réduction de la pauvreté, y compris le changement

climatique. Le programme régional FIDA-MERCOSUR devrait aussi contribuer à promouvoir la participation de parties intéressées.

D. Partenariats

47. Le FIDA élargira et renforcera ses partenariats. Le Bureau du Chef de cabinet des ministres, le Ministère du budget et des finances publiques et le Ministère de l'agroindustrie seront ses principaux partenaires au niveau national. L'UCAR du Ministère de l'agroindustrie — responsable de la coordination des programmes et des projets — et les gouvernements provinciaux dirigeront l'exécution du programme. Au sein du Ministère de l'agroindustrie, le FIDA nouera en particulier des relations avec le Secrétariat de l'agriculture familiale, le SENASA, le CIPAF et l'INTA en vue de promouvoir la complémentarité et la gestion des savoirs. Le FIDA cherchera aussi à établir des liens avec l'Institut national de la statistique et du recensement (INDEC) et les institutions académiques nationales.
48. Le FIDA renforcera également ses partenariats avec les institutions financières multilatérales, et spécialement la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Société andine de développement (SAD) et le Fonds financier pour le développement du bassin de La Plata (FONPLATA). Un effort concerté sera entrepris pour coordonner les activités avec les projets financés par ces institutions et pour participer aux activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques. En outre, le FIDA renforcera les cadres existants de coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
49. Le FIDA continuera à renforcer son partenariat avec les organisations de la société civile, et spécialement celles qui représentent les agriculteurs familiaux, les femmes, les jeunes et les communautés autochtones. Il cherchera à établir des partenariats avec des ONG intervenant aux côtés des populations rurales pauvres, afin qu'elles puissent participer aux activités du programme, en veillant toutefois à ce qu'elles ne le fassent pas par le biais d'organisations agissant en tant qu'intermédiaires. La participation des organisations agricoles aux mécanismes consultatifs de l'exécution du programme sera également encouragée.
50. Enfin, le FIDA renforcera les partenariats avec le secteur privé, par l'établissement de liens entre les organisations paysannes et des entreprises privées. Le PROCANOR favorise l'inclusion des petits exploitants agricoles dans les filières dynamiques en appuyant les négociations entre leurs organisations et les entreprises privées. Il cherchera également à établir des partenariats avec des prestataires privés de services financiers, en vue de l'élaboration de produits financiers pertinents. Il explorera aussi les possibilités de cofinancement avec des entreprises privées qui consacrent des crédits à la responsabilité sociale des entreprises.

E. Innovations

51. L'EPP réalisée en 2010 avait conclu que les projets financés par le FIDA en Argentine étaient innovants, du point de vue institutionnel, parce qu'ils avaient introduit des mécanismes d'exécution décentralisés permettant aux gouvernements provinciaux de jouer un rôle fondamental, et une approche participative de la gestion générant des idées que les producteurs peuvent reproduire à plus grande échelle. Les politiques appuyant l'agriculture familiale constituent également une innovation du FIDA.
52. Le FIDA continuera de promouvoir les innovations dans les programmes, et de reproduire à plus grande échelle celles qui obtiennent de bons résultats. Les domaines dans lesquels le potentiel d'innovation est le plus élevé sont les suivants: produits et services financiers (par exemple, assurance et crédit adaptés aux besoins des petits producteurs); négociation de partenariats entre des producteurs familiaux et des entreprises privées pour la commercialisation de produits; et création de plateformes pour la concertation sur les politiques au niveau local et

provincial afin de recenser les obstacles et de définir les priorités pour les interventions publiques.

F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

53. Tout au long de la période couverte par le COSOP, le FIDA continuera d'encourager la diffusion des bonnes pratiques et des innovations par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire, en particulier dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, et spécialement ceux du MERCOSUR. À cet effet, il cherchera à mobiliser des ressources sous forme de dons pour financer les activités de nouveaux programmes. Cette coopération sera réalisée avec la participation active du programme régional FIDA-MERCOSUR. En outre, la coopération visera à élargir les contacts existants, comme le partenariat entre la province de San Juan et celle du Xinjiang en Chine.
54. En outre, le gouvernement est intéressé par une collaboration avec des projets financés par le FIDA dans d'autres pays d'Amérique latine et en Afrique, par l'intermédiaire du Fonds argentin pour la coopération Sud-Sud et triangulaire (FO.AR). Il est par conséquent envisagé qu'une assistance technique argentine, sous la forme d'un cofinancement complémentaire non remboursable d'activités financées, soit intégrée à l'exécution de projets dans ces pays.

COSOP results management framework

Marco de gestión de los resultados del COSOP

Objetivos Nacionales	Objetivos del Programa País FIDA	Indicadores Clave con Metas a finales de 2021	Base de Estimación de la Meta	Medidas de Verificación	Temas para el Diálogo Político
Condiciones para el crecimiento sustentable equitativo (PEAA 2010/2020). Reducción de la pobreza en las áreas rurales.	Finalidad de la estrategia del FIDA en el país: Contribuir a la reducción de la pobreza rural y la inclusión socio-económica de la población rural pobre asegurando igualdad de oportunidades de manera sostenible económica y ambientalmente.	Indicador de bienestar: Al menos 50.000 familias incrementan sus activos de manera sustentable	Ca. 30.000 familias del PRODERI, 6.000 del PROCANOR y 14.000 familias de programas nuevas	Informes de desempeño de los Programas	
Generación de fuentes de trabajo, ingresos estables sostenibles y crecientes para toda la población.	OE 1 – Ingreso e igualdad de oportunidades Pequeños productores, mujeres, jóvenes, asalariados rurales y pueblos originarios incrementan sus ingresos, mediante el aumento de la producción, productividad e inserción en cadenas de valor, y la capacidad de adaptación a los efectos del cambio climático.	<ul style="list-style-type: none"> •60% de los sub-proyectos son exitosos (logran sus metas físicas) •50% de las familias participantes son especialmente vulnerables (indígenas, asalariados rurales o encabezadas por mujeres o jóvenes) •10.000 familias de pequeños productores acceden a protección ambiental o de los efectos del cambio climático 	<ul style="list-style-type: none"> •El análisis económico del PROCANOR considera una tasa de adopción del 70%, e indica que no debería ser menos del 56%. •En el PRODERI, 34% de las familias son encabezadas por mujeres, 18% por jóvenes y 39% son originarias •8.000 familias del PRODERI y 2.000 familias de nuevos programas 	<ul style="list-style-type: none"> •Encuesta final de cada sub-proyecto •Base de datos de los Programas •Base de datos de los Programas 	<p>Políticas para reducir disparidades regionales</p> <p>Políticas dirigidas al desarrollo agrícola y a la agricultura familiar</p> <p>Políticas relacionadas con los recursos naturales y el cambio climático</p>
Crear condiciones para el desarrollo social, organizacional y humano en todos los territorios, priorizando la equidad, la inclusión y el arraigo.	OE 2 – Capital humano y social Pequeños productores, mujeres, jóvenes, asalariados rurales y comunidades indígenas gestionan servicios e inversiones rurales, y participan activamente, a través de sus organizaciones, en la definición de las estrategias de desarrollo territoriales.	<ul style="list-style-type: none"> •El 80% de las organizaciones rurales participantes incrementan su capacidad de gestión institucional •El 60% de las organizaciones rurales participantes incrementan su capacidad de gestión de negocios •50% de las organizaciones rurales beneficiarias participan activamente de espacios de dialogo de políticas públicas 	Para las tres metas: Estimación de que la situación en 2015 es aproximadamente 10 a 20 puntos más bajo que las metas.	<ul style="list-style-type: none"> •Encuesta final de cada sub-proyecto •Encuesta final de cada sub-proyecto •Base de datos de los Programas 	Sensibilización de las autoridades de las provincias en temas de capacitación de las organizaciones rurales
Políticas públicas de calidad, programas y proyectos con instrumentos que permitan crear condiciones para una mayor competitividad (sistémica y por sector).	OE 3 – Desarrollo de las capacidades de gestión, con énfasis en las instituciones provinciales Instituciones fortalecidas, políticas efectivas, mecanismos e instrumentos validados, capacidades en SyE de los programas aumentadas.	•El 70% de las provincias participantes ejecutan \geq 50% del POA provincial de los programas, por año	Del PRODERI, 5/12 provincias lograron la meta en 2015 (hasta 9/2015). Del PRODEAR, 6/8 provincias	•Monitoreo presupuestal de la UCAR	Políticas de apoyo a la agenda de descentralización

Acuerdo en el Punto de Culminación de la Evaluación del Programa País

República Argentina

Evaluación del Programa en el País

Acuerdo en el Punto de Culminación

A. Antecedentes e Introducción

1. La Oficina de Evaluación del FIDA (IOE) llevó a cabo la evaluación del programa en el país (EPP) en Argentina en 2009/2010. La EPP tuvo dos objetivos fundamentales: i) evaluar el desempeño y el impacto de las operaciones del FIDA en el país; y ii) generar lecciones y recomendaciones que servirán de base para formular el futuro documento sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP) para Argentina.

2. El Acuerdo en el Punto de Culminación (APC) refleja el acuerdo entre el Gobierno de Argentina (representado por el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca [MAGyP]) y la gerencia del FIDA (representada por la División de América Latina y el Caribe) sobre los principales hallazgos de la evaluación (ver sección B más adelante), así como el compromiso a adoptar e implementar las recomendaciones incluidas en la sección C de este documento. El APC incorpora los insumos recogidos durante las discusiones que tuvieron lugar durante la mesa redonda nacional celebrada el 1 y 2 de julio de 2010 en Buenos Aires. Cabe aclarar que la IOE no firma el APC, si bien ha facilitado el proceso que condujo a su conclusión.

B. Principales Hallazgos de la Evaluación

3. Los proyectos en general responden a las prioridades del Gobierno de Argentina y a las necesidades de los pobres rurales. Sin embargo, algunos objetivos en áreas importantes como la incorporación del pequeño productor a la banca comercial y el modelo inicial planteado para la provisión de servicios técnicos³ a través de la creación de mercados fueron poco realistas en el contexto rural del país y no compartidos en su totalidad por el Gobierno. Por otra parte, el FIDA no tomó suficientemente en cuenta las dificultades institucionales del contexto de país. El programa fue diseñado e implementado de una manera relativamente estándar, desde Roma, con procesos de consulta en algunos casos insuficientes a nivel del país y sin tomar en cuenta suficientemente diferencias en procedimientos y reglamentos de operación de las tres partes involucradas (el FIDA, la nación y las provincias). Cabe señalar que el país experimentó, durante el período evaluado, una alta volatilidad política y económica, incluyendo una grave crisis financiera y múltiples cambios ministeriales a principios de la década del 2000.

4. El desempeño de la cartera ha sido inferior al de otros países de la región, condicionado por significativos retrasos que han afectado tanto la eficacia como la eficiencia de la cartera. A pesar de estas dificultades, los proyectos terminados han contribuido a alcanzar objetivos importantes, especialmente en relación al incremento del ingreso de las familias. La asistencia técnica promovió tecnologías rentables y adecuadas. El apoyo a las poblaciones vulnerables, incluyendo jóvenes, mujeres y poblaciones aborígenes, aunque pequeño en escala, ha sido también satisfactorio. Por otro lado, el acceso a servicios financieros para pequeños productores rurales continúa siendo un desafío en un contexto de limitada capacidad del sector financiero rural, si bien existen algunas experiencias exitosas. La asignación de recursos ordinarios del FIDA a Argentina ha sido afectada por el bajo desempeño de la cartera hasta el momento junto a la posible subestimación de la población rural en el país. Como consecuencia, la asignación llegó a niveles muy bajos.

5. Las operaciones apoyadas por el FIDA han contribuido a introducir innovaciones importantes. Desde el punto de vista institucional, el esquema descentralizado ha contribuido a la apropiación del programa desde las provincias, a crear capacidad institucional que antes no existía, y a mejorar las

³ Los proyectos más recientes plantean la provisión de asistencia técnica mediante técnicos públicos y privados con resultados positivos (ver párr. 4).

relaciones entre el centro y las provincias. Por otro lado se generó una política participativa en el país en apoyo al desarrollo rural y a la agricultura familiar. Además se generaron numerosas ideas por el pequeño productor que son replicables e innovadoras en el contexto argentino. No obstante, la práctica adoptada en cuanto a la promoción de innovaciones ha sido poco focalizada y no ha sido abordada de una manera sistemática, estratégica y concentrada en áreas prioritarias.

6. Las actividades no crediticias (diálogo político, asociaciones y gestión del conocimiento) financiadas principalmente a través de donaciones han constituido, en conjunto, uno de los instrumentos más exitosos del apoyo del FIDA hacia el desarrollo rural y la agricultura familiar en Argentina. En particular, el diálogo de políticas, un área de máxima importancia para el FIDA, ha contribuido a obtener cambios institucionales profundos. El FIDA acompañó y promovió discusiones de política a nivel subregional en la Reunión Especializada sobre Agricultura Familiar (REAF) en el MERCOSUR, facilitó la participación de organizaciones de pobres rurales en el diálogo político y apoyó la generación y diseminación del conocimiento sobre políticas de desarrollo rural y agricultura familiar. Estas actividades contribuyeron a generar debate sobre la pobreza rural en Argentina y aumentaron la visibilidad del sector en un país tradicionalmente orientado a la agro-industria exportadora. Por otra parte, es necesario fortalecer el nexo entre las donaciones y la cartera de proyectos de inversión. La gestión del conocimiento ha dado resultados positivos, especialmente mediante acciones de difusión de los proyectos, de las actividades de la REAF-MERCOSUR y de la gestión de difusión de FIDAMERICA. Cabe destacar, además, la creación de instancias e instituciones exclusivamente dedicadas a atender las demandas y necesidades de los pequeños productores y los productores familiares, lo cual es de significativa importancia en un país como Argentina que se sustenta principalmente en la gran agro-industria. Finalmente, los resultados en cuanto al fomento de alianzas y asociaciones con otros organismos financieros bilaterales y multilaterales que operan en el país es limitado lo que se ha visto reflejado en bajos niveles de cofinanciación. Sin embargo, existe un nivel importante de cofinanciación por parte del Gobierno de Argentina.

7. A pesar de los desafíos enfrentados por el FIDA en Argentina y el limitado nivel de recursos invertidos, el FIDA es considerado como un socio estratégico e importante para el país por su experiencia, flexibilidad y singularidad como única institución dedicada exclusivamente a erradicar la pobreza rural. A través de su acompañamiento, el FIDA ha cumplido un importante rol en su apoyo a Argentina en un proceso profundo de cambio a favor del desarrollo rural y la agricultura familiar.

C. Recomendaciones Acordadas por las Partes

El Rol del FIDA en Argentina

8. **Nivel de recursos y condiciones para el financiamiento de los préstamos.** Los montos de los recursos asignados por el FIDA en Argentina son muy pequeños para el contexto de país, y los costos administrativos de estos proyectos son altos como proporción de los costos totales. En vista de las conclusiones de esta EPP en relación al importante rol que el FIDA puede jugar en Argentina, el Gobierno de Argentina y el FIDA deben considerar conjuntamente opciones para incrementar la asignación de recursos a Argentina, ya sea en el marco de los recursos del PBAS o de otra manera, incluyendo cofinanciación del sector privado y agencias multilaterales con programas de crédito en el sector rural. En particular, a partir de un compromiso de mejora del desempeño de la cartera (reduciendo significativamente los retrasos) y considerando definiciones alternativas de población rural a las usadas en las estadísticas oficiales (con vista al cálculo del porcentaje de población rural, una de las variables incluidas en el cálculo del PBAS). En este sentido el FIDA, en colaboración con socios regionales (por ejemplo CEPAL y el Banco Mundial) y nacionales (por ejemplo INDEC, MAGyP e INTA) puede contribuir a abrir un debate sobre los criterios estadísticos de identificación de la población rural.

- *El FIDA y el Gobierno de Argentina serían responsables de implementar esta recomendación, la que necesariamente debería materializarse en operaciones de mayor escala.*

9. Paralelamente a lo anterior, debe continuarse con la política de movilización de contraparte nacional puesta en marcha con el Programa de Desarrollo de Áreas Rurales (PRODEAR), donde el Gobierno de Argentina financia más del 50% del total del proyecto, así como asegurar, donde sea factible y beneficioso en términos de eficiencia operativa y de generación de sinergias, un mayor nivel de cofinanciación por parte de otros organismos de cooperación.

- *El FIDA y el Gobierno de Argentina serían los responsables de implementar esta recomendación, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP y futuras operaciones financiadas por el FIDA en Argentina.*

10. Fortalecer el apoyo técnico, concentrándose en innovación y gestión del conocimiento. El FIDA debería, en primer lugar, asegurar la mejor calidad del apoyo técnico durante el diseño y la implementación de los proyectos con el fin de acelerar el logro de resultados y la ejecución general de la cartera. Se recomienda, además, reducir su área de acción temática y concentrar sus esfuerzos en promover e implementar un número más limitado de actividades, pero con un alto contenido de innovación. El FIDA necesita demostrar éxito en estas operaciones, incrementar significativamente su visibilidad y promover la replicación o ampliación en su alcance por el Gobierno de Argentina o por otros organismos de financiamiento. Se recomienda iniciar un diálogo con el Gobierno y otros actores claves de la sub-región con el fin de identificar dichas innovaciones.

- *El FIDA sería responsable de implementar esta recomendación y el Gobierno de Argentina debería involucrarse activamente en materia de calidad del apoyo técnico que recibe y en el diálogo que se propone.*

11. El FIDA debe, además, seguir desarrollando esfuerzos en materia de gestión del conocimiento (un área vital en relación a la ampliación de alcance), tanto desde los proyectos como en coordinación con los programas regionales del FIDA. El Gobierno de Argentina ha manifestado su interés en el apoyo del FIDA con relación a iniciativas de cooperación sur-sur a través de las cuales pueda promoverse un intercambio de experiencias y conocimiento sobre agricultura familiar y desarrollo rural entre Argentina y otros países, en esa u otras regiones.

- *El FIDA debería liderar la implementación de esta recomendación, en estrecha colaboración con el Gobierno de Argentina la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP y futuras operaciones financiadas por el FIDA en Argentina.*

12. Profundizar en las modalidades exitosas de proveer servicios financieros. El FIDA debería intensificar su interacción con el Gobierno de Argentina en relación al financiamiento al sector de la agricultura familiar, que el Gobierno encara con una óptica de “acceso a los recursos”. En base a los trabajos originados en la cooperación horizontal entre Argentina y Brasil y Argentina y Chile – apoyadas ambas por el FIDA–, podría profundizarse la búsqueda de innovaciones institucionales para el apoyo a la agricultura familiar. Las siguientes dos experiencias en el contexto rural argentino merecen ser consideradas a través de un diálogo explorando opciones además con el sector privado: a) créditos otorgados a través de fideicomisos gestionados por agencias públicas o semipúblicas para proveer asistencia técnica, comercial y financiera a pequeños productores; y b) créditos otorgados a cooperativas de productores.

- *El FIDA sería responsable de implementar esta recomendación con el apoyo del Gobierno de Argentina.*

13. Cobertura geográfica de los programas. En vista de los escasos recursos de que el FIDA dispone por el momento, el Fondo debe continuar asignando prioridad a las áreas donde se concentra la población rural pobre, aun dentro de un programa nacional como el PRODEAR.

- *El FIDA y el Gobierno de Argentina serían los responsables de implementar esta recomendación –con el debido respeto por la igualdad de derechos y oportunidades para la población objetivo en todo el territorio nacional–, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP.*

14. Uso estratégico de las donaciones y más estrecha conexión con los proyectos. El FIDA debe continuar asignando donaciones en Argentina para promover sus actividades no crediticias altamente satisfactorias en relación al diálogo de políticas y la gestión de conocimientos. Además, como soporte a su agenda de innovación, el FIDA debería profundizar sus alianzas usando donaciones con instituciones de investigación en el sector agrícola y asegurar la conexión con los proyectos financiados por el FIDA en Argentina.

- *El FIDA sería el principal responsable de implementar esta recomendación, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP.*

El Diseño de los Programas

15. Programación de actividades en coordinación con todas las entidades de gobierno involucradas en el programa. El FIDA debe programar y diseñar sus actividades en Argentina con participación activa de todas las diferentes instituciones gubernamentales involucradas en el diseño e implementación de los proyectos financiados por el Fondo, tanto a nivel federal como provincial. Además de los socios tradicionales del Fondo, el FIDA debe incluir de forma temprana y sistemática en los procesos de consulta al Ministerio de Economía, a la Jefatura de Gabinete de Ministros y a los ministerios de producción de las provincias beneficiadas por el programa.

- *El FIDA y el Gobierno de Argentina serían responsables de implementar esta recomendación, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP y en futuras operaciones financiadas por el FIDA en Argentina. La coordinación de las consultas a los ministerios de la producción provinciales será responsabilidad del Gobierno federal.*

16. La modalidad descentralizada de la ejecución de los proyectos del FIDA. La EPP

recomienda la ejecución descentralizada de los proyectos financiados por el FIDA la cual debe estar sustentada por un modelo que combine una fuerte coordinación a nivel nacional con una substancial gestión provincial apoyada por esfuerzos de fortalecimiento de capacidades donde se necesite. La EPP recomienda que la coordinación de las reglas y procedimientos de operación federal, provincial y del FIDA deben ser parte integral del diseño inicial de proyectos (previo a la firma de los contratos de préstamo) y que el diseño y la gestión de los programas y/o proyectos sea efectuada con amplia participación de todos los actores provinciales y federales afectados.

- *El FIDA y el Gobierno de Argentina serían los responsables de implementar esta recomendación, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP.*

17. Presencia activa y efectiva del FIDA. Aunque esta EPP considera que la gestión de supervisión del FIDA ha sido positiva en estos últimos años, llama la atención la falta de una presencia más cercana al país en vista de las dificultades de gestión en el complejo contexto del país en que se implementa la cartera de proyectos y el alto costo de gestionar el programa desde Roma. El continuo proceso de consulta necesario para la implementación del programa requiere una gestión más continua que la que es posible poner en práctica desde Roma. Dicha presencia podría contribuir a impulsar y consolidar los avances en cuanto a instituciones y políticas, proporcionando un respaldo más visible y cercano al Gobierno de Argentina en su trabajo a favor del desarrollo rural. Esta EPP recomienda que el FIDA y el Gobierno, en el proceso de revisión de su relación de largo plazo y en el marco de un significativo incremento de la cartera, incluyan la discusión sobre modalidades de presencia en el país.

- *El FIDA en estrecha colaboración con el Gobierno de Argentina sería el responsable de implementar esta recomendación, la cual se vería reflejada en el nuevo COSOP.*

Firmado por:

Jorge Neme
Coordinador Ejecutivo
Unidad para el Cambio Rural
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
República de Argentina

Kevin Cleaver
Vicepresidente Adjunto encargado de Programas
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
FIDA

Luego y Fecha: Roma, 24 de noviembre de 2010

Proceso de preparación del COSOP-BR

I. Introducción

1. La preparación del COSOP incluyó un amplio proceso de recolección de informaciones, análisis de documentos y consultas con el Gobierno de la Nación, gobiernos provinciales y entidades representativas de la población objetivo. Comprendió dos fases en las que se realizaron actividades que se describen a continuación.

II. Primera fase

2. La primera fase de preparación del COSOP fue realizada entre los meses de octubre y diciembre de 2013, a partir de la cual se preparó una primera versión del COSOP en enero de 2014. En esta fase, una misión del FIDA visitó Argentina durante dos semanas en octubre de 2013 para recolectar y analizar, informaciones, documentos e informes relevantes, y realizar encuentros con organizaciones representativas del sector rural, en particular la agricultura familiar, con organismos del gobierno de la Nación, y con gobiernos provinciales que participaron de programas financiados por el FIDA. Además, se realizaron reuniones con varias agencias de cooperación internacional y de financiamiento de programas de desarrollo, incluyendo el Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), el Banco Interamericano de Desarrollo (BID), el Banco Mundial y el Banco de Desarrollo de América Latina (CAF), que cuentan con operaciones en el sector agropecuario ejecutadas por la UCAR/Ministerio de Agroindustria. Como parte de estos trabajos, fue realizado en Buenos Aires un taller en el que participaron representantes de la Asamblea Campesina e Indígena del Norte de Argentina (ACINA) y del Frente Nacional Campesino (FNC).

3. Luego de preparada una versión preliminar de COSOP en enero de 2014, el proceso de elaboración fue temporariamente interrumpido debido a la particular coyuntura del país, que incluía dificultades económicas y, fundamentalmente, la proximidad de las elecciones nacionales y provinciales a realizarse en octubre de 2015.

III. Segunda fase

4. Una vez realizadas estas elecciones, las nuevas autoridades del Gobierno de la Nación acordaron con el FIDA retomar las actividades de elaboración del COSOP. A partir de ello, se realizaron dos misiones del FIDA a la República Argentina. La primera de ellas visitó el país entre fines de enero y comienzos de febrero de 2016, estando conformada por el Director de la División de América Latina y el Caribe y al Gerente de Programas para Argentina. Esta misión tuvo como objetivo mantener reuniones con las nuevas autoridades y conocer las prioridades y orientaciones de las políticas más relevantes del sector rural del nuevo gobierno. Una segunda misión visitó el país en el mes de febrero para actualizar informaciones recogidas durante la primera fase, profundizar en la identificación de prioridades y de las políticas públicas del nuevo gobierno y discutir con las nuevas autoridades las orientaciones y objetivos estratégicos del COSOP. Como parte de estas tareas, se realizaron reuniones con autoridades y técnicos de la Jefatura de Gabinete de Ministros (JGM) y de los Ministerios de Hacienda y Finanzas Públicas y de Agroindustria (incluso la Secretaría de Agricultura Familiar y la UCAR). Además, se organizó un taller de un día en la ciudad de Buenos Aires en el que participaron actores institucionales relevantes para la ejecución de programas financiados por el FIDA, incluyendo a técnicos del Ministerio de Agroindustria, del Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas, de la JGM, del Ministerio de Educación, del Ministerio de Desarrollo Social, de la UCAR y de gobiernos provinciales, así como representantes de organizaciones representativas de productores, pueblos originarios y el sector privado. En el taller participaron el Ministro de Agroindustria, Sr. Ricardo Buryaile, y el Coordinador Ejecutivo de la UCAR, Sr. Alejandro Gennari. El día 12 de febrero, la Misión mantuvo una reunión para discutir el memorando, con la presencia de la Sra. Natalia Zang, Subsecretaria de Evaluación de Proyectos con Financiamiento Externo de la JGM, el Sr. Martín Soto, Subsecretario de Relaciones Financieras Internacionales del Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas, el Coordinador Ejecutivo de la UCAR, y técnicos de la JGM, el Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas y la UCAR.

5. Además, se elaboró el Estudio Social, Ambiental y de Cambio Climático, para lo cual se realizaron reuniones específicas con entidades nacionales y de la cooperación internacional. Como resultado de esta segunda fase de tareas, se preparó una nueva versión del documento de COSOP, que responde además a las nuevas directrices y formatos definidos por el FIDA.
6. Previo a la misión realizada en febrero de 2016, se efectuó el 8 de febrero de 2016 una reunión del equipo de apoyo al programa país (in-house CPMT) en el FIDA, a fin de revisar la primera versión del documento de COSOP. La misma generó recomendaciones que fueron tomadas en cuenta por la misión realizada posteriormente, así como en la preparación de la nueva versión del COSOP.
7. A partir de las informaciones recogidas por las misiones de enero y febrero de 2016 y de las recomendaciones recibidas del in-house CPMT, se preparó una segunda versión del documento de COSOP. La nueva versión del COSOP incorpora cambios en respuesta a los comentarios recibidos de parte de las autoridades gubernamentales de la República Argentina, a las nuevas prioridades gubernamentales, de las sugerencias recibidas del in-house CPMT, y a insumos obtenidos de las reuniones y el taller realizado en el mes de febrero de 2016.
8. Como parte del COSOP, la nota conceptual del programa más priorizado por el gobierno, el Programa de Desarrollo Caprino se preparó a partir de una primera versión elaborada por la UCAR. El FIDA preparó una segunda versión en base a la primera, tomando en cuenta también las exigencias informativas y programáticas del FIDA.
9. La segunda versión del documento de COSOP se envió en marzo de 2016 al Gobierno de Argentina para su revisión y comentarios. Se incorporaron los comentarios del Gobierno de Argentina, y se entregó el documento al Comité de Estrategia Operacional (OSC) del FIDA, donde fue aprobado el 25 de abril, con la sugerencia de fortalecer la justificación y la focalización del trabajo del FIDA en el país. El COSOP fue posteriormente finalizado y acordado con el Gobierno de Argentina en mayo de 2016 con algunos ajustes. El documento será presentado a la Junta Ejecutiva del FIDA en septiembre del mismo año.

Análisis social, ambiental y climático

A. Nivel de estudio

1. **Objetivos y alcance.** El presente estudio se realiza en el marco de la preparación del Documento sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales basado en Resultados (RB-COSOP) del FIDA para la República Argentina. Se basa en reuniones realizadas e informaciones recogidas en el país en febrero de 2016, así como la revisión de documentos, informes y datos antes y después de la misión.

2. El FIDA, como institución de desarrollo, ha estado involucrado por varios años atendiendo la problemática ambiental. De acuerdo a sus procedimientos y directrices, es mandatorio asegurar que todos los problemas ambientales asociados con las operaciones del Fondo estén siendo adecuadamente atendidos y que las mismas contribuyan al fortalecimiento de los pobres rurales contra los efectos negativos del cambio climático. En diciembre de 2014, el FIDA estableció nuevas directrices para el análisis social, ambiental y climático a ser realizado durante la formulación de proyectos, estrategias de país y otras acciones financiadas por el Fondo, SECAP según su acrónimo en inglés⁴, las que definen el contenido y los aspectos metodológicos de este documento.

3. El perfil productivo de Argentina, con un alto porcentaje de exportaciones agrícolas y de manufacturas de origen agropecuarias, hace que el mismo sea potencialmente vulnerable al Cambio Climático. A ello se agrega la alta dependencia de la generación hídrica para la producción de electricidad. Según la Tercera Comunicación Nacional a la Convención Marco de la Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) de noviembre de 2015, en la Argentina se han observado cambios en el clima desde la segunda mitad del siglo pasado que, de acuerdo con las proyecciones de los modelos climáticos, en general se intensificarían o al menos no se revertirían en este siglo. Los cambios climáticos han tenido impactos sobre los sistemas naturales y humanos que, de no mediar una adecuada adaptación, se intensificarían en el futuro, aumentando los riesgos climáticos.

4. El Producto Interno Bruto (PIB) de Argentina creció en forma sostenida durante los últimos años, alcanzando a USD 621.000 millones en el año 2013, luego de lo cual ocurrió una caída en 2014, en que el PBI alcanzó a USD 543.000 millones. Este crecimiento fue importante en los sectores primarios e industrial, lo que ha traído como consecuencia un considerable aumento en las emisiones de gases de efecto invernadero. En el caso de la actividad agropecuaria, que excede ampliamente el consumo interno, la producción ha experimentado un marcado crecimiento durante las últimas décadas. La superficie sembrada con los principales cultivos (arroz, girasol, maíz, soja y trigo) supera las 30.000.000 ha y su producción, en crecimiento, es de más de 100 millones de toneladas. Por su parte las existencias ganaderas de carne rondan los 50 millones de cabezas. Esto convierte a la Argentina en un factor importante de la seguridad alimentaria global al producir alimentos para cientos de millones de personas, pero ocasiona elevadas emisiones de Gases de Efecto Invernadero (GEI) en los sectores de la agricultura y el uso y cambio de uso del suelo. En Argentina hay alrededor de 20 millones de ha de tierras con aptitud forestal, de las que sólo alrededor de 1,5 millones de ha están forestadas, siendo esto un indicador del enorme potencial para la captura de carbono mediante forestación⁵.

5. **Enfoque del estudio.** De acuerdo a las pautas y directrices del FIDA, este estudio se orienta a garantizar que las dimensiones social, medio ambiental y de cambio climático que afectan al desarrollo del país estén claramente identificadas y sean tenidas en cuenta en el proceso de diseño del COSOP. De esta manera, se podrán tener indicaciones para abordar el tema ambiental en las futuras operaciones e identificar la heterogeneidad de respuestas que pueden darse, en las

⁴"IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures", disponible en inglés en <http://www.ifad.org/climate/SECAP/index.htm>

⁵ Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable de la Nación.(2015). Tercera Comunicación Nacional del Gobierno de la República Argentina a las Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático. Buenos Aires.

circunstancias en que se desarrolla el país y en particular en las comunidades con las cuales el FIDA pretende trabajar, desde una perspectiva amplia que permita un marco general de trabajo.

6. **Metodología del estudio.** La metodología para el desarrollo del trabajo se centró en diferentes niveles de consulta:

- Revisión bibliográfica de información secundaria de la institucionalidad pública (marcos normativos, planes estratégicos de desarrollo, estudios, investigaciones), de organismos multilaterales (proyectos financiados en los últimos años o en curso) y de organizaciones privadas como Organismos no Gubernamentales, que se han centrado en la conservación de los recursos naturales y la biodiversidad.
- Taller con representantes nacionales y provinciales de organizaciones de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena (AFCel) y de la institucionalidad pública.
- Entrevistas personales a diferentes actores públicos y privados relacionados con el tema.

7. El diálogo con las Organizaciones de la AFCel y los representantes de gobierno ha permitido, entre otras cosas, analizar las expectativas en relación a posibles nuevos proyectos ejecutados con fondos del FIDA y permitió avanzar además, en la identificación de los principales problemas vinculados con el acceso, uso, tenencia y control de los recursos naturales en las zonas donde habitan y se desarrolla su actividad productiva.

B. Contexto Nacional

Transformaciones recientes de la agricultura argentina y sus implicaciones ambientales y sociales

8. El modelo de desarrollo “agroexportador”, basado fundamentalmente en la expansión de la frontera agrícola, y particularmente el avance de la producción de soja en las últimas dos décadas, trajo consigo un crecimiento económico importante para la Argentina. Sin embargo, este modelo generó también impactos negativos sobre el medio ambiente y los recursos naturales con los consecuentes costos económicos y sociales para el país.

9. Una de las características más significativas de este proceso ha sido la creciente concentración tanto del uso como de la propiedad del suelo, sobre territorios históricamente habitados por familias campesinas y de pueblos originarios. Según un Informe⁶ realizado por el BID, en el año 2015, la soja ha tenido un desarrollo exponencial en Argentina en las últimas dos décadas, alcanzando los 20 millones de ha sembradas (2/3 partes de la superficie agrícola del país). Gran parte de esta superficie (85%) se ubica en áreas agrícolas y ganaderas preestablecidas de la Pampa Húmeda y entre un 15 a 20% en el NG. En esta última región fundamentalmente se ha expandido a costa de importantes superficies ocupadas por bosques nativos a razón de unas 200.000 a 300.000 ha/año, principalmente en la región chaqueña (80/90%). De acuerdo con el informe del Observatorio Socio-ambiental de la soja⁷, más del 50% de la producción de soja en el 2010 estuvo controlada por el 2,6% del total de productores. Esta concentración de la tierra se produjo tanto en la región pampeana, como en la región de expansión sojera. Entre 1988 y 2002 hubo un aumento del tamaño medio de los establecimientos de 375 a 776 ha en la región pampeana y una disminución en el porcentaje de pequeños productores (menos de 200 ha) que pasaron de representar el 12% de la superficie cultivada a tener aproximadamente 8%.

10. Otro de los problemas ambientales relacionados con las actividades agropecuarias es la afectación de los bosques naturales. Favorecida por un ciclo húmedo, avances en biotecnología, métodos de labranza y la expectativa de buenos precios a partir de la devaluación, el avance

⁶ Brown A. (2015). Contexto ambiental del Desarrollo Agropecuario del Norte Grande. ABID, Buenos Aires.

⁷ Ecosystem Alliance Programme (2015). El monocultivo de soja en el Cono Sur de América. Observatorio Socio ambiental de la Soja. Buenos Aires.

vertiginoso de la agricultura sobre los bosques es uno de los problemas más graves en cuanto a la degradación del suelo. El informe de la Subsecretaría de Planificación y Política Ambiental (SAyDS) del 2008⁸, menciona que la Argentina ha perdido el 70% de sus bosques nativos a lo largo del siglo; de 105 millones de hectáreas de bosques hoy quedan 33 millones. Los más afectados son los bosques nativos de la región norte y centro de la Argentina, en las provincias de Santiago del Estero, Salta, Chaco, Formosa, Misiones, Entre Ríos y Santa Fe. En un sector de la provincia de Salta se detectó que la tasa anual de deforestación es tres veces superior al promedio mundial.

11. Un tercer problema de naturaleza ambiental tiene que ver con prácticas tecnológicas empleadas en la agricultura, algunas de las cuales –tales como la mecanización de las tareas y el uso intensivo de insumos sintéticos-- han contribuido al deterioro de los recursos naturales. La soja es un cultivo altamente extractivo de nutrientes del suelo que exige una alta tecnificación de la producción, lo que implica la mecanización de las tareas y el uso intensivo de insumos sintéticos. A pesar de utilizarse rotación de cultivos, la experiencia indica procesos de deterioro de la calidad de los recursos naturales. Según el Instituto del suelo del INTA Castelar⁹, el crecimiento económico de la agricultura ocurre "a costa del empobrecimiento del recurso suelo". Las mayores extracciones de fósforo se registran hoy en el noroeste de Córdoba, el sur de Santiago del Estero, sur de Santa Fe y todo el norte bonaerense, con valores superiores a los 14 kg/ha. También se registra una alta tasa de aplicación del herbicida Glifosato, cuyo consumo para el año 1996 fue de 13,9 c litros, pasando en el año 2003 a más de 130 millones de litros.

12. Con respecto a algunos parámetros climatológicos, en la mayor parte de la Argentina no patagónica hubo un aumento de temperatura de hasta medio grado en el periodo 1960 – 2010, registrándose cambios importantes en el Este y Norte del país en los índices relacionados con las temperaturas extremas, como menos heladas y más frecuentes olas de calor que fueron consistentes con el calentamiento observado. La precipitación media aumentó en casi todo el país; los mayores cambios se registraron en el Este, con incrementos de más de 200 mm en algunas zonas. En el Oeste y más notoriamente en el Norte, los periodos secos del invierno se han hecho más largos. Esto ha generado problemas en la disponibilidad de agua para algunas poblaciones, crea condiciones más favorables para incendios de pastizales y mayor estrés sobre el ganado¹⁰.

13. En el informe de diseño del PRODERI (Documento de Trabajo 2: Medio Ambiente, Recursos Naturales y Cambio Climático), se señala que "en general, en todo el país se observan procesos de degradación o sobre-explotación de los recursos naturales. Prácticamente la mayoría de las regiones del país presentan problemas de degradación del suelo de distintos grados de severidad. Se calcula que 60 millones de ha están sujetas a procesos erosivos de moderados a graves, en particular en zonas áridas y semiáridas, las cuales componen el 75% del territorio nacional. Estos fenómenos de degradación y desertificación se encuentran asociado a inapropiadas prácticas agrícolas (en particular, monocultivos y uso intensivo) y ganaderas (sobrepastoreo), desmonte masivo y manejo inadecuado de recursos naturales y cuencas hidrográficas".

14. Los actores de la agricultura familiar campesina e indígena, mantienen una profunda dependencia con los recursos naturales como la tierra, los pastizales, el bosque y el agua. Esto, sumado a la pequeña escala de sus unidades, concentradas generalmente en tierras de menor productividad, con deficiente infraestructura y condiciones sanitarias y a menudo sujetas a procesos de degradación por presión sobre la tierra o el aprovechamiento excesivo y selectivo de recursos de propiedad común (como los bosques en tierras fiscales), los ubica con un alto nivel de vulnerabilidad ante el cambio y la variabilidad climática.

⁸ Ministerio del Ambiente y Desarrollo Sustentable (2008). El avance de la frontera agropecuaria y sus consecuencias. Subsecretaría de Planificación y Política Ambiental (SAyDS). Buenos Aires.

⁹ Ídem.

¹⁰ Brown, A. (2015). Contexto ambiental del Desarrollo Agropecuario del Norte Grande. A Brown. Buenos Aires, BID.

15. La consecuente desaparición de pequeños productores, explotaciones familiares, comunidades de indígenas o su transformación en rentistas, ha repercutido en una reconfiguración del territorio y en un cambio en la estructura agraria argentina, trayendo consigo una importante pérdida de territorios con producciones familiares tradicionales, engrosamiento de los cordones periurbanos de pobreza de las ciudades y la proliferación de conflictos por el acceso, uso y permanencia en la tierra de los agricultores familiares, pueblos originarios y pescadores.

16. Aparecen otros actores en el territorio, los productores capitalizados de la pampa húmeda que ven una gran oportunidad de cultivar tierras que se agregan a sus propiedades pampeanas y que se sienten alentados a realizar el esfuerzo de adquirirlas o alquilarlas ante la perspectiva de elevados beneficios. Se trata de agentes económicos capitalizados, que realizan inversiones eficientes y compatibles con las superficies mínimas requeridas para cada una de las dos actividades arriba citadas.

17. Estos productores dejan de lado cultivos que requerían una densidad significativa de fuerza de trabajo por hectárea para el manejo de la siembra y la cosecha y se vuelcan, con tecnología y formas de gestión muy modernas, al nuevo cultivo con bajas o mínimas exigencias de fuerza laboral. Este fenómeno, produce un inevitable vaciamiento demográfico en las zonas rurales afectadas por el mismo, dada la muy diferente tecnología de producción que separa los cultivos tradicionales de los nuevos.

18. En el Gran Chaco de Argentina viven más de 600 comunidades aborígenes de al menos 10 etnias y miles de familias campesinas (criollos) dedicados básicamente a la ganadería extensiva (o “de monte”). Es una región que por su marginalidad geográfica y clima extremo (sequedad y altas temperaturas) ha sido postergada muy fuertemente en diversos aspectos sociales (acceso al agua, salud, educación, empleo), ambientales (degradación generalizada, poca o nula inversión en protección de la biodiversidad) y productivos (poca tecnología, deficiente acceso a mercados, baja calidad de los productos)¹¹.

19. La exuberancia productiva del Norte Grande no se condice con el nivel de vida de su población, cuyo PBI per cápita es la mitad del promedio nacional. Esta región, donde vive el 20% de los habitantes del total país, es donde se ubica el 54% de los hogares con necesidades básicas insatisfechas (NBI) del país. Así mismo, el 57% de los analfabetos del país se encuentran en esta región, en donde todas las provincias que la componen (excepto La Rioja) registran niveles de analfabetismo mayores (2,5-5,5%) a la media nacional (2%). En materia de salud, el promedio de cobertura en 9 de las 10 provincias (excepto Tucumán) que integran la región se encuentra por debajo de la media nacional de 62%, con algunas provincias críticas en donde la tasa de cobertura es menor al 50% de la población¹².

20. En materia laboral, la reducción de la tasa de desempleo durante la última década en la región se vio fuertemente ligada al crecimiento del empleo público (5,3% NOA y 5% NEA vs. 4% media nacional) y a la ampliación del sistema de protección social a través de programas sociales y de empleo (18% de cobertura para el Norte Grande vs. 4% para el promedio país, en 2009). Por su parte, tanto el noroeste (14,9%) como el noreste (12,8%) son las regiones que presentan las tasas más elevadas de desempleo abierto a nivel nacional (media del 9%, 2011), y tasas muy significativas de empleo precario y subempleo inestable (NOA: 30,5% y 15,7%, respectivamente; NEA: 34,3% y 15,6%, respectivamente). Por su parte, el desarrollo de infraestructura vial y de comunicaciones es deficitario en relación al resto del país¹³.

¹¹ Brown A. (2015). Contexto ambiental del Desarrollo Agropecuario del Norte Grande. Buenos Aires, BID.

¹² Ídem

¹³ Ídem

Efectos y proyecciones del cambio climático

21. **Cambio climático observado**¹⁴. Durante el siglo XX, se registró en la Argentina, un significativo aumento de la temperatura de superficie en la Patagonia e islas del Atlántico sur. Al norte de los 40°S las tendencias positivas de temperatura fueron menores y sólo perceptibles a partir de los últimos 40 años. En contraste, allí se registró un importante aumento de la precipitación durante las décadas del '60 y '70.

22. En casi todo el país hubo un aumento de las precipitaciones medias anuales con mayor incidencia en el noreste y en el centro del país. Este cambio implicó que, por un lado, se facilite la expansión de la frontera agrícola en la zona oeste periférica a la región húmeda tradicional, pero por otro lado, condujo al anegamiento permanente o transitorio de gran cantidad de campos productivos. El aumento de las precipitaciones en el país, generó a su vez un aumento importante en los caudales de los ríos, con excepción de aquellos que se originan en la Cordillera de los Andes.

23. El aumento de los caudales de ríos trajo aparejado beneficios en relación a la generación de energía hidroeléctrica en la Cuenca del Plata. Sin embargo, el aumento de la frecuencia de inundaciones, generó graves consecuencias socioeconómicas en los valles de los grandes ríos de las provincias ubicadas en el este del país. Cabe destacar que, a su vez, se registró un considerable aumento de la frecuencia de precipitaciones extremas en gran parte del este y centro del país con los consiguientes daños por las inundaciones, vientos destructivos y granizo asociados a estos eventos.

24. Con respecto a la temperatura de la zona cordillerana de la Patagonia, en la zona se registró un aumento de más de un grado, con el consiguiente retroceso de la mayoría de los glaciares andinos. A su vez se registró un secular retroceso de los caudales de los ríos que se originan en la cordillera en las provincias de San Juan, Mendoza, Río Negro y Neuquén, probablemente ocasionado en la disminución de las precipitaciones sobre la Cordillera de los Andes.

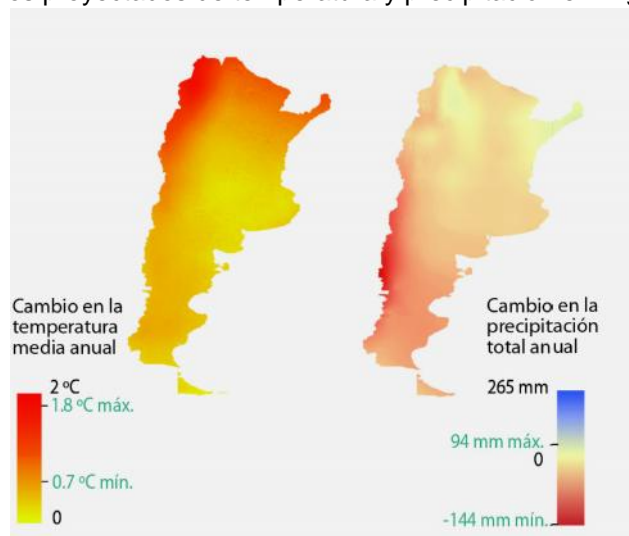
25. **Variabilidad climática**¹⁵. Además del cambio climático, la Argentina se ve afectada por la variabilidad del clima. Cuando esta variabilidad excede las condiciones normales, se generan diferentes problemas sociales y pérdidas económicas. Los mayores impactos se deben a la variabilidad interanual de la precipitación que impacta fuertemente en la producción agropecuaria en períodos de sequía y también, aunque en menor medida a nivel nacional, cuando se registran grandes lluvias que generan excedentes hídricos y causan inundaciones de campos productivos, daños a la infraestructura, la seguridad y la salud de las poblaciones urbanas.

26. Según la ex SAyDS, las proyecciones de los modelos climáticos indican en general que los extremos de las altas temperaturas y de las precipitaciones seguirán aumentando en la mayor parte del país, aunque la cuantificación precisa de este cambio presenta aun considerables niveles de incerteza. Las acciones e iniciativas de adaptación deben ser definidas e implementadas a nivel nacional, provincial y especialmente local pues los impactos y vulnerabilidades son específicos de cada lugar. Según proyecciones del 2015 (ver Gráfico 1 más abajo), el aumento de temperatura será de aproximadamente 2°C en el NOA mientras que el cambio principal de las precipitaciones será en el centro oeste con una disminución de aproximadamente 150 mm por año.

¹⁴ JICA (2015). El cambio climático en la Argentina. Buenos Aires, Secretaria Ambiente y Desarrollo Sustentable.

¹⁵ JICA (2015). El cambio climático en la Argentina. Buenos Aires, Secretaria Ambiente y Desarrollo Sustentable,

Gráfico 1: Cambios proyectados de temperatura y precipitación en Argentina hasta 2030



Fuente: Banco Mundial; CIAT; CATIE. 2015. Agricultura climáticamente inteligente en Argentina

27. La 3ª Comunicación Nacional de la República Argentina identificó impactos, sectores vulnerables y potenciales medidas de adaptación, incluyendo entre otras recomendaciones:

- La política de recursos hídricos necesitará adaptarse a menores caudales en algunos ríos (en particular en la región de Cuyo), con lo que pueden producirse dificultades en la generación hidroeléctrica y disponibilidad de agua para uso agrícola. Se deberán incorporar los efectos del cambio climático esperado en los parámetros de diseño de obras de infraestructura, en particular aquellas relacionadas al manejo del agua y las obras de contención para evitar inundaciones
- Se deberán adecuar la legislación y el ordenamiento territorial a los cambios esperados en el clima. Por ejemplo, se podrían dar o quitar incentivos fiscales en una región donde el clima esté cambiando, para adecuarse a la situación futura; o legislar sobre el uso del suelo teniendo en cuenta mapas de riesgo de inundación bajo el clima actual.
- En el sector agrícola habrá que considerar nuevas variedades de cultivos agrícolas que se adapten mejor a los cambios esperados en las regiones agro-climáticas.
- En el sector de la salud se deberá trabajar en acciones de prevención de enfermedades transmitidas por vectores que puedan modificar su distribución en función de los cambios de temperatura y humedad.
- Las áreas del estado vinculadas con la conservación y protección de los ecosistemas naturales deberán trabajar para que las modificaciones del clima no acentúen los procesos de pérdida de biodiversidad biológica y de desertificación de suelos.

El contexto institucional ambiental y las políticas relacionadas al manejo de los recursos naturales y al cambio climático

28. La República Argentina incluye explícitamente el cuidado del ambiente en el artículo 41 de su Constitución Nacional. Según los principios básicos de la misma, cada provincia tiene el dominio y administra su ambiente y sus recursos naturales. La Nación tiene, entre sus facultades, dictar las normas que contengan los presupuestos mínimos de protección ambiental. Como parte de las obligaciones asumidas al ratificar por ley 24.295 (sancionada el 7 de diciembre de 1993 y publicada en el Diario Oficial el 11 de enero de 1994) la Convención Marco de Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) establecida en 1992, Argentina asumió la obligación de informar todo lo relevante para el logro de los objetivos de la misma. En tal sentido, ha presentado tres comunicaciones nacionales, la tercera, recientemente en noviembre de 2015. La acción del gobierno nacional sobre el cambio climático se ha desarrollado principalmente a través de la Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable de la Nación (SAyDS) dependiente de la Jefatura de Gabinete de Ministros. En diciembre de 2015, el nuevo gobierno que entró en funciones ese mes disolvió esta Secretaría y creó el nuevo Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sustentable.

29. El MAdS posee una Secretaría de Política Ambiental, Cambio Climático y Desarrollo Sustentable que tiene entre sus principales funciones asistir al Ministerio en la implementación y los aspectos técnicos de la política ambiental y coordina y articula las políticas del gobierno nacional que tengan impacto en el medio ambiente y el cambio climático. El MAdS interviene además, en el Consejo Federal de Medio Ambiente, en el entendido que el federalismo ambiental es un sistema en el que se articulan conjuntamente las provincias y el Gobierno Nacional. El Consejo Federal de Medio Ambiente es el ámbito institucional de encuentro federal, a los fines de abordar los problemas y las soluciones del medio ambiente en la totalidad del territorio nacional.

30. En el año 2002 fue promulgada la Ley General del Ambiente que establece los objetivos y los principios de la política ambiental nacional y los instrumentos de la política y la gestión ambiental. Se trata de la ley marco que articula todo el sistema regulatorio de presupuestos mínimos de protección ambiental y consolida lo dispuesto por el artículo 41 de la Constitución Nacional, proveyendo un marco de referencia para la interpretación y aplicación de las leyes de presupuestos mínimos sectoriales.

31. El marco legal más relevante en relación al tema del medio ambiente, son la Ley 26.331 de Ordenamiento Territorial de Bosques Nativos y la Ley 26.737 sobre Régimen de Protección al Dominio Nacional sobre la Propiedad, Posesión o Tenencia de las Tierras Rurales, en la medida que esta última regula la titularidad y posesión de tierras rurales de personas humanas y jurídicas extranjeras, facilitando el acceso de los sectores más postergados de la producción, a bienes y recursos imprescindibles como la tierra y el agua.

32. Por otro lado, en el año 2007 la SAyDS creó la Dirección de Pueblos Originarios y Recursos Naturales (Resolución Nº 58/2007), con el objeto de apoyar al área sustantiva - el Instituto Nacional de Asuntos Indígenas - en lo concerniente a los aspectos ambientales. En la estructura del nuevo MAdS, esta Dirección forma parte de la Dirección Nacional de Articulación Institucional de la Secretaría de Coordinación Interjurisdiccional. Tiene como objetivo generar una política de Estado que garantice a los Pueblos Originarios la gestión de sus tierras, territorios y recursos naturales, estableciendo los medios necesarios e implementando los procedimientos adecuados que contribuyan al cumplimiento de su derecho a fijar las prioridades del desarrollo desde su propia cosmovisión.

33. Sectorialmente el Ministerio de Agroindustria hasta el momento de la formulación del COSOP, aún no había publicado su marco estratégico de trabajo, por lo que, si bien fue transmitido que uno de los ejes estratégicos será la Gestión de los Recursos Naturales, al momento de la elaboración de este trabajo no se cuenta con un documento oficial que avale lo dicho.

Cooperación Internacional

34. Los diferentes esfuerzos nacionales para el manejo de los recursos naturales y el cambio climático se realizan con recursos de la cooperación internacional, fondos de préstamo y contrapartidas nacionales.

35. El Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sustentable, desarrolla varios programas y proyectos que se ejecutan con financiamiento desde la cooperación internacional a través de sus Secretarías.

Cuadro N°1: Programas y Proyectos del MAyDS con fondos de cooperación internacional

Programa o Proyecto	Financiador principal	Objetivo
Proyecto FREPLATA II	GEF	El objetivo central es avanzar hacia la sustentabilidad de los usos y recursos del Río de la Plata y su Frente Marítimo, mediante la ejecución de acciones tendientes a la reducción y prevención de la contaminación de origen terrestre y la gestión ambiental.
Proyecto para la gestión integral de los residuos sólidos urbanos	BIRF/BID	Promover y apoyar el desarrollo de sistemas integrales sostenibles en materia de gestión de residuos sólidos urbanos en todo el territorio nacional con fuentes de financiamiento externo
Programa Trabajo y Desarrollo Sustentable	OPS/PNUMA/OIT	Promover la participación de representantes de los distintos gremios y sindicatos en la elaboración, aplicación y el seguimiento de las políticas ambientales a nivel nacional e internacional.
Proyecto Manejo Ambientalmente Racional y Disposición de PCB en Argentina	FMAM/GEF	Reducir y/o eliminar el riesgo de emisiones de PCBs, al ambiente mediante el fortalecimiento de un sistema de gestión ambiental, incluyendo la eliminación de aceites y equipos contaminados
Apoyo al Desarrollo de Capacidades de la Subsecretaría de Control y Fiscalización Ambiental y Prevención de la Contaminación	PNUD	Dotar a la Subsecretaría de Control y Fiscalización Ambiental y Prevención de la Contaminación de herramientas para fortalecer su gestión, tanto en el área operativa como también en relación con el desarrollo de capacidades de los agentes de control ambiental a nivel nacional.
Proyecto Bosques Nativos y Áreas Protegidas	BIRF	El proyecto asiste a la Dirección de Bosques de la SAyDS a generar e instrumentar políticas nacionales, como así también, crear un marco de políticas, leyes, regulaciones y normas para el mejoramiento del manejo y la conservación de los bosques nativos.
Programa de Acción Subregional del Gran Chaco Americano	GTZ/GEF	Mejorar las condiciones socioeconómicas de los pobladores del Gran Chaco Americano preservando, conservando y restaurando el ecosistema mediante acciones comunes para el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales, a través de un modelo participativo que contemple las necesidades, expectativas y demandas de los diferentes actores sociales involucrados
Programa de Acción Nacional de Lucha contra la Desertificación-PAN	PNUD/GIZ	El objetivo central del Programa de Acción Nacional (PAN) consiste en luchar contra la desertificación y mitigar los efectos de la sequía, a fin de contribuir al logro del desarrollo sostenible de las zonas afectadas, todo ello con miras a mejorar las condiciones de vida de la población
Proyecto Prevención de la Contaminación Costera y Gestión de la Diversidad Biológica Marina	BIRF/GEF	Contribuir a la conservación de la diversidad biológica y a la prevención y mitigación de la contaminación costera, con el fin de mejorar la calidad de vida de los habitantes de la región
Auto Evaluación Nacional de las Capacidades en Medio Ambiente	FMAM/PNUMA	Tiene por objeto relevar, identificar y evaluar las capacidades de las instituciones públicas, científicas y académicas y de la sociedad civil de la República Argentina que atañen a las cuestiones de incidencia ambiental global abordadas en los convenios de Biodiversidad, Cambio Climático y Desertificación.

Fuente: Elaboración propia en base a información del MAyDS.

36. En el Ministerio de Agroindustria es la Unidad para el Cambio Rural (UCAR), la que gestiona la cartera de Programas y Proyectos con financiamiento externo como BID, BIRF, FIDA, CAF y GEF. Dentro de la misma, se establece una Unidad Ambiental y Social (UAS) que brinda apoyo técnico, promueve beneficios ambientales en los programas y proyectos, y ejerce los controles necesarios para garantizar el mínimo impacto ambiental fruto de la ejecución de los mismos. Específicamente en PROSAP, se elaboran Estudios de Impacto Ambiental y Social que incluyen Planes de Gestión Ambiental y Social, cuyas acciones se ejecutan durante el transcurso de la obra, velando por generar el mínimo impacto posible y mitigar aquellos impactos inevitables.

- Enfoque de Cambio Climático: se trabaja en la incorporación de esta perspectiva en todos los programas y proyectos de la UCAR, incluidos los financiados por el FIDA, con el objetivo de aumentar la capacidad adaptativa y resiliencia de los productores agrícolas frente a los impactos del cambio climático y la variabilidad.
- Fondo de Adaptación: La UCAR está acreditada como Entidad Nacional de Implementación (ENI) ante el Fondo de Adaptación al Cambio Climático de las Naciones Unidas. A la fecha, la unidad se encuentra implementando el proyecto "Adaptación y Resiliencia de la Agricultura Familiar del Noreste de Argentina ante el Impacto del Cambio Climático y su Variabilidad"

37. Desde la UAS, también se trabaja en estrecha relación con la Dirección de Cambio Climático (Subsecretaría de Cambio Climático y Desarrollo Sustentable – MAYDS) con el INTA y con la Oficina de Riesgo Agropecuario (Ministerio de Agroindustria) para impulsar iniciativas en la temática. Además, se participa en el Comité Gubernamental de Cambio Climático para la elaboración de la Estrategia Nacional de Cambio Climático y se colabora con el Ministerio de Agroindustria en la construcción de la Posición Internacional en cuestiones de Cambio Climático y Agricultura.

C. Desafíos ambientales en los proyectos financiados por el FIDA

Las cuestiones del medio ambiente y de cambio climático en el diseño de los proyectos recientes

38. Los objetivos estratégicos del COSOP vigente hasta el momento, no incluían de forma explícita las dimensiones de trabajo de medio ambiente y recursos naturales, pero orientaron acciones que aportan a crear condiciones necesarias para su gestión. Entre ellas, el fortalecimiento y creación de capital social sobre el cual se asienta cualquier esfuerzo por el cuidado del medio ambiente y los recursos naturales, la promoción de la diversificación de la producción tradicional campesina y el diseño de políticas, instrumentos y mecanismos en el área de servicios financieros (en particular fondos rotatorios que contribuyen a financiamiento de tareas en tiempo y forma, evitando la exposición a condiciones adversas para algunos cultivos en secano), de asistencia técnica y de apoyo a la producción.

39. En el marco del COSOP del año 2004, el FIDA aprobó el Programa de Desarrollo de las Áreas Rurales (PRODEAR), el Programa de Desarrollo Rural Incluyente (PRODERI) y el Programa de Inserción Económica de los Productores Familiares del Norte Argentino (PROCANOR).

40. El PRODEAR, ejecutado en el periodo 2009 –2015, se financió con un total de USD 44,2 millones (FIDA mas aporte nacional). Según la información de la revisión de término medio del mismo, el diseño del proyecto contempló de manera marginal el tema ambiental, estando minimizado en el objetivo general, así como en los objetivos específicos y componentes del Proyecto. Sin embargo, promovió el desarrollo integral del territorio a través de: i) la equidad social y de género, ii) la incorporación de los jóvenes a actividades productivas, iii) la preservación del ambiente y iv) el apoyo a la producción de las comunidades aborígenes, respetando su cultura.

41. El PRODERI, que entró en vigencia en diciembre de 2011 y actualmente se encuentra en plena ejecución. Su finalización está prevista para el 31 de diciembre de 2017, con cierre el 30 de junio de 2018. El diseño de este programa incorpora la gestión de los recursos naturales como concepto transversal en todos sus componentes, estableciendo que todos los planes de negocios tienen que incluir medidas para mejorar las prácticas agrícolas, así como para mitigar posibles impactos ambientales negativos. Se previó que todos los planes de desarrollo territorial (PDT) trataran las cuestiones ambientales y de adaptación al cambio climático, y que los planes de asistencia técnica incluyan el fortalecimiento de capacidades en manejo de recursos naturales. El diseño también previó un significativo fortalecimiento de capacidades en el MRN para el personal del programa, tanto a nivel de la UCAR como de las UEPs.

42. El diseño previó un presupuesto total de USD 6 millones para estas actividades, cuya distribución se estima de la manera siguiente: (i) USD 1 millón para el fortalecimiento de capacidades de la UCAR y las provincias; (ii) USD 2 millones para demostraciones de buenas prácticas agrícolas y la introducción de nuevas variedades adaptadas al CC; y (iii) USD 3 millones para proyectos piloto de buenas prácticas de manejo de recursos naturales, en el marco del presupuesto para proyectos.

43. El documento de diseño, distingue diferentes niveles de integración del manejo de los recursos naturales, todos con sus correspondientes ejemplos prácticos: i) Nivel 1: Cumplimiento con leyes y normativas relacionadas con el medio ambiente, ii) Nivel 2: Incorporación de medidas para evitar o mitigar los daños, iii) Nivel 3: Incorporación de medidas para mejorar el estado de los recursos naturales y iv) Nivel 4: Incorporación de medidas para mejorar el estado de los ecosistemas en forma integrada.

44. Además, se detallan propuestas de actividades de fortalecimiento de capacidades y arreglos organizativos. Incluye una propuesta de criterios de selección de proyectos, así como indicadores específicos para MRN y CC. Por último, contiene una breve descripción de otras herramientas para la integración de los temas de MRN y CC: (i) estudios específicos, (ii) generación de propuestas diversificadas ambientalmente, (iii) premios o mecanismos de incentivos y (iv) las sinergias con otros proyectos.

45. En la actualidad, el PROCANOR aún no ha comenzado a implementarse y aunque ha sido diseñado para ser ejecutado en las provincias del NOA y NEA con alta vulnerabilidad ambiental, incorpora de manera marginal en sus objetivos este tema. Sin embargo, las acciones dentro de los diferentes Componentes han sido diseñadas en el marco de las políticas que el FIDA plantea hacia el cuidado del medio ambiente, promoviendo la investigación adaptativa para tecnologías adecuadas a las condiciones de los productores familiares, la diversificación de producción familiar que actualmente realiza prácticas de monocultivo (por ej. en tabaco) por medio de la introducción de la rotación con cultivos andinos, el apoyo a la certificación de la producción orgánica, la promoción de actividades de procesamiento de pequeña escala, y la inclusión de medidas de prevención de efectos negativos sobre el medio ambiente. Además se procura trabajar hacia el acceso a la tierra y otros activos, previéndose el apoyo a la regularización de la tenencia de la tierra para los socios de las organizaciones de productores.

Lecciones ambientales aprendidas de la ejecución del COSOP anterior

46. En el año 2010 se realizó la primera Evaluación del Programa del FIDA en el país, desde que se iniciaron las operaciones de préstamo en 1988, concluyéndose que los proyectos financiados hasta ese momento (PNEA, PRODERNEA, PRODERNOA, PRODERPA, PRODEAR), no incluyeron componentes orientados específicamente al medio ambiente. Sin embargo, se reconoció que las acciones apoyadas por los sub proyectos tuvieron algunos efectos positivos al lograr cambios en el manejo de los recursos naturales, especialmente el manejo del agua y la utilización de insumos contaminantes (fertilizantes químicos, insecticidas y herbicidas), un mejor manejo de pastizales en la ganadería para disminuir la erosión del suelo y el fomento de la apicultura orgánica en las comunidades indígenas del Chaco, aplicando normas que permiten la exportación de miel a la Unión Europea.

47. Durante este periodo, en el año 2004 se plantea el documento sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP, en inglés), que tampoco incorpora dentro de sus objetivos estratégicos el tema medio ambiental pero define cuatro objetivos, que contribuyen al manejo de los recursos naturales y de cambio climático, como: i) la generación de ingresos mediante una amplia gama de actividades; ii) el desarrollo de capital humano; iii) la creación de capacidades en el sector público y iv) la interacción con los gobiernos provinciales. El COSOP, coincide además, con las prioridades geográficas (NOA y NEA) que se establecieron hasta ese momento y que fundamentalmente se basaban en el nivel de pobreza.

48. Para desarrollar una estrategia hacia la gestión de los recursos naturales y de cambio climático, es necesario que la estrategia país abarque de forma explícita en sus objetivos a esta temática. De esta forma, el diseño de los programas futuros tendrán que incorporar dentro de sus componentes acciones específicas a ser implementadas y por otro lado, la generación de presupuestos destinados a cumplir con estas acciones. La estrategia deberá ir alineada a las orientaciones desde otros organismos nacionales e internacionales, con competencias en estos temas, en la medida que es necesario pensar en articulaciones y coordinaciones interinstitucionales para poder abordar situaciones que en general son muy complejas.

49. Si bien en la actualidad el PRODERI ha logrado crear una línea de financiamiento específica para proyectos de cambio climático (ver Anexo 6 del Informe de supervisión del FIDA de enero de 2015), relacionados fundamentalmente con la gestión del agua, el mismo fue diseñado para tener elementos de MRN en todos los proyectos presentados. Actualmente la integración de MRN en los

proyectos del PRODERI es variable y depende en gran medida de la capacidad y el conocimiento de los diversos actores involucrados en el diseño e implementación. Por otro lado, muchos de los proyectos incluyen algunas medidas que abordan el MRN *per se*, pero no son reconocidos como tales.

50. Además, el concepto de "proyectos ambientalmente diferenciados", como se describe en el diseño, no parece haber sido tenido en cuenta por el programa. Mientras que el diseño y el documento de trabajo sobre MRN proponen una clasificación de estos proyectos diferenciados, el PRODERI no utiliza el concepto como tal. En línea con y como parte del reconocimiento de las buenas prácticas de MRN en general, el PRODERI debería introducir este concepto.

51. Para reorientar situaciones como la mencionada y prevenir situaciones en el futuro, las supervisiones desde el FIDA deberán incluir especialistas en el tema que puedan garantizar sugerencias hacia el cumplimiento de las acciones que se disponen en los programas. En este sentido, los programas deberán desarrollar herramientas específicas, en materia de Asistencia Técnica, Servicios Financieros, Capacitación, Fortalecimiento organizacional, etc. que deberán aplicarse como tales.

52. Para futuros programas, además, es importante que se pueda avanzar en el desarrollo de un sistema de control de calidad que utiliza una variedad de formularios y mecanismos de reporte. Actualmente, en el PRODERI, algunos de los informes sobre el MRN son inadecuados, porque las UEPs no tienen la capacidad necesaria para llenar los formularios, y los datos aún no se utilizan para informar a los planes de desarrollo de capacidades. Esta situación hace que actualmente no sea posible cuantificar los indicadores planteados en este sentido en el Marco Lógico.

53. Los PDT creados para cada una de las provincias participantes de PRODERI incluyen referencias significativas de la gestión de los recursos naturales y el medio ambiente, pero no se profundiza en cuáles son las acciones que deberían llevarse a cabo, ni cuáles son los organismos responsables para ello. Algunos de los PDT también han incluido específicamente MRN en las listas de prioridades para los proyectos, pero en general, no se ponen en práctica. Los PDT representan una oportunidad para el desarrollo de propuestas de gestión de los recursos naturales y de cambio climático, en la medida que enfocan el territorio desde una perspectiva macro y deberían contribuir a la propuesta de acciones y herramientas necesarias específicas para cada lugar.

Oportunidades para aumentar los activos ambientales y la resiliencia al cambio climático

54. El Ministerio de Agroindustria tiene como prioridad establecer una política y estrategia sectorial, para incentivar la gestión de los recursos naturales y la adaptación y mitigación del cambio climático. Para esto deberá establecer metas y objetivos de mediano y largo plazo. Estos lineamientos además, deberían estar en concordancia con las respectivas políticas y estrategias nacionales, que están bajo el liderazgo del MAYDS.

55. En este marco, la futura cartera del FIDA podrá contar con la posibilidad de incorporar dentro de las nuevas operaciones, la inclusión de objetivos, componentes, acciones y presupuestos destinados a tomar las medidas necesarias para el trabajo con los recursos naturales y la adaptación al cambio climático en el sector de la AF más empobrecida con la cual trabaja.

56. El FIDA dispone además, de una gama amplia de esfuerzos nacionales para el manejo de los recursos naturales y el cambio climático que se realizan con recursos de la cooperación internacional, fondos de préstamo y contrapartidas nacionales que apoyan de forma directa o de forma indirecta a través del fortalecimiento del capital social y de la generación de diversos instrumentos de apoyo a la producción, con los cuales podrá coordinar acciones en el territorio.

57. Existe además, una progresiva incorporación de la necesidad del cuidado del medio ambiente y de los recursos naturales por parte de las organizaciones de la sociedad civil, en la medida que se comienzan a percibir cada vez con mayor fuerza, las pérdidas o los esfuerzos necesarios para producir frente a eventos climáticos como sequías e inundaciones, cada vez más importantes.

D. Recomendaciones para mejorar la gestión de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático

Análisis de la orientación estratégica para el COSOP

58. Teniendo en cuenta la vulnerabilidad del país, en relación a la temática medioambiental, en un contexto de creciente desertificación y ampliación de la frontera agrícola, la orientación del FIDA en el país deberá trabajar de manera explícita y efectiva hacia:

- a) el diseño de programas y proyectos que incorporen de forma transversal la gestión de los recursos naturales y la adaptación y mitigación del cambio climático en todos sus componentes. La estrategia de la cartera deberá atender los principales factores ambientales que afectan al pequeño productor pobre: la desaparición, degradación y/o contaminación de recursos como tierra y agua, esenciales para su supervivencia, su sustentabilidad y su vulnerabilidad ante el cambio climático. Asimismo, deberá reducir los impactos que sus actividades pudieran generar en el medio y recursos circundantes. Se priorizarán propuestas que combinen beneficios ambientales con mejoras en los ingresos, el capital productivo o reducción de riesgos, incluyendo planes de negocios vinculados a nichos de mercado de productos ambientalmente amigables (productos orgánicos, de producción integrada, de recolección con cuidado de su preservación, como en el caso de algunas hierbas medicinales, etc.), con premios e incentivos para los mismos.
- b) Incentivar la adopción de prácticas y tecnologías de producción sostenible y de recuperación del capital natural en los procesos de producción de la AF.
- c) El programa país tendrá que aumentar las actividades de fortalecimiento de capacidades institucionales a nivel nacional y provincial y también de concientización, capacitación y asistencia técnica en temas ambientales a nivel de los beneficiarios de los proyectos que constituyen la creación de un capital social para la continuidad de estas prácticas a largo plazo.
- d) Desarrollar sistemas de control de calidad, mejorando los mecanismos de información, que permitan utilizar los sistemas de monitoreo y evaluación para identificar las problemáticas y ajustar las respuestas.
- e) Avanzar hacia la generación de sistemas de información que permitan la planificación y la toma de decisiones a través de la generación y distribución de la información climática y pronósticos a los actores de la AF.
- f) Avanzar en la incorporación de la temática entre los actores de la AF y sus organizaciones como una problemática a atender y resolver.

Las acciones propuestas

59. Acciones que podrían incorporarse en la estrategia del FIDA en Argentina incluyen las siguientes:

- a) Orientar al diseño de planes de negocios que sean ambientalmente sustentables a través de la incorporación transversal de prácticas que preserven los recursos naturales. Para que esto suceda es importante que los proyectos cumplan con las leyes y normativas locales y contengan medidas para evitar o mitigar daños al medio ambiente y para mejorar el estado de los recursos naturales. Los proyectos deberán adoptar una visión integral de los diferentes usos, valores y restricciones vinculadas a los recursos de la comunidad entera.
- b) Fortalecimiento de organizaciones en temas ambientales: es necesario que las organizaciones, puedan incorporar la importancia del cuidado de los recursos naturales, de la incorporación de prácticas para ello y de adaptarse a la variabilidad del clima. Para ello, se deberán orientar planes de Asistencia Técnica y Capacitaciones con incorporación de contenidos específicos y técnicos especialistas en la temática.

- c) Programas de sensibilización ambiental para todos los beneficiarios.
- d) Fortalecer las capacidades institucionales de los organismos provinciales que trabajan en la implementación de programas de desarrollo rural y reducción de la pobreza rural, para que incorporen en forma efectiva las cuestiones de gestión de los recursos naturales y el CC.

Mecanismos de seguimiento y evaluación

60. En función de las orientaciones y acciones sugeridas, las misiones de diseño y seguimiento de la cartera de programas y proyectos deberá incluir especialistas a cargo del tema medioambiental. Esta situación se traslada a la integración de los grupos centrales a cargo de los Programas y de los grupos provinciales, responsables de la ejecución en el territorio.

61. Las propuestas deberán ser evaluadas por los responsables ambientales que correspondan en cada caso, quienes tendrán a su cargo la responsabilidad de generar los sistemas de selección y clasificación de los proyectos de acuerdo a los criterios y parámetros establecidos en cada caso. Así mismo, será necesario el desarrollo de un sistemas de indicadores que permita el monitoreo de las acciones en el territorio y la verificación posterior del cumplimiento de las metas propuestas.

Country at a glance

Country Profile	1990	2000	2012	2014
World View				
Population, total (millions)	32.73	37.06	42.10	42.98
Population growth (annual %)	1.43	1.11	1.05	1.03
Surface area (sq. km) (thousands)	2 780.4	2 780.4	2 780.4	2 780.4
Population density (people per sq. km of land area)	11.96	13.54	15.38	15.71
Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population)	..	..	..	..
Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population)	..	5.7	1.63	..
GNI, Atlas method (current US\$) (billions)	103.87	275.54	549.87	579.22
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	3 170	7 440	13 060	13 480
GNI, PPP (current international \$)	..	..	..	..
GNI per capita, PPP (current international \$)	..	..	..	..
People				
Income share held by lowest 20%	..	3.19	4.73	..
Life expectancy at birth, total (years)	71.54	73.76	75.82	..
Fertility rate, total (births per woman)	2.99	2.56	2.35	..
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	73.28	66.90	63.98	63.85
Contraceptive prevalence (% of women ages 15-49)	..	..	..	..
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	..	98.20	..
Mortality rate, under-5 (per 1,000)	27.60	20.20	13.80	12.90
Prevalence of underweight, weight for age (% of children under 5)	..	..	..	..
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	93	91	94	95
Primary completion rate, both sexes (%)	..	99.04	110	..
Gross enrolment ratio, primary, both sexes (%)	106.31	114.03	124	..
Gross enrolment ratio, secondary, both sexes (%)	71.10	86.55	107	..
Gross enrolment ratio, primary and secondary, gender parity index (GPI)	..	1.01	1.03	..
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	0.1	0.3	0.5	0.5
Environment				
Forest area (sq. km) (thousands)	347.93	318.61	289.20	..
Terrestrial and marine protected areas (% of total territorial area)	4.48	5.75	6.65	..
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	..	..	12.94	..
Improved water source (% of population with access)	93.8	96.3	98.6	98.9
Improved sanitation facilities (% of population with access)	87.4	91.4	95.5	96.1
Urban population growth (annual %)	1.86	1.32	1.23	1.20
Energy use (kg of oil equivalent per capita)	1 407.70	1 661.66	1 906.05	..
CO2 emissions (metric tons per capita)	3.44	3.81	..	..
Electric power consumption (kWh per capita)	1 299.55	2 078.29	2 954.61	..
Economy				
GDP at market prices (current US\$) (billions)	141.35	284.20	604.38	537.66
GDP growth (annual %)	-2.40	-0.79	0.80	0.45
Inflation, GDP deflator (annual %)	2076.79	1.04	18.67	29.34
Agriculture, value added (% of GDP)	8.12	5.05	6.70	8.31
Industry, value added (% of GDP)	36.02	28.06	29.79	28.76
Services, etc., value added (% of GDP)	55.85	66.88	63.51	62.93
Exports of goods and services (% of GDP)	10.36	10.99	15.48	14.79
Imports of goods and services (% of GDP)	4.63	11.64	13.72	14.49
Gross capital formation (% of GDP)	14.00	16.19	17.01	19.54
Revenue, excluding grants (% of GDP)	..	..	..	..
Cash surplus/deficit (% of GDP)	..	..	..	..
States and markets				
Time required to start a business (days)	..	..	25	25
Domestic credit provided by financial sector (% of GDP)	..	..	..	..
Tax revenue (% of GDP)	..	..	..	..
Military expenditure (% of GDP)	1.37	1.15	0.75	0.79
Mobile cellular subscriptions (per 100 people)	0.04	17.58	156.56	158.74
Internet users (per 100 people)	0.00	7.04	55.80	64.70
High-technology exports (% of manufactured exports)	..	9.35	7.70	..
Overall level of statistical capacity (scale 0 - 100)	..	..	85.56	83.33
Global links				
Merchandise trade (% of GDP)	11.62	18.12	24.53	25.52
Net barter terms of trade index (2000 = 100)	63.56	100.00	134.51	..
External debt stocks, total (DOD, current US\$)	..	..	..	..
Total debt service (% of exports of goods, services and primary income)	..	..	..	..
Net migration	..	..	30 000	..
Personal remittances, received (current US\$) (millions)	28.50	86.34	575.89	502.08
Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) (millions)	1 836.00	10 418.31	15 323.93	6 055.28
Net official development assistance and official aid received (current US\$) (m)	168.74	52.49	178.92	..

Data from database: World Development Indicators

Last Updated: 12/22/2015

Notas conceptuales

Programa de Desarrollo Caprino (PRODECA) - Nota Conceptual

A. Área posible de intervención y grupo objetivo

1. El Programa focalizará sus acciones en las provincias que se caracterizan por la mayor presencia de pequeños establecimientos¹⁶ de productores familiares pobres dedicados a la actividad caprina. Estos se encuentran principalmente en la zona norte del país y son: Chaco, Santiago del Estero, Formosa y Córdoba. Podrán incluirse los territorios rurales de otras provincias donde la producción caprina sea desarrollada por agricultores familiares pobres en áreas marginadas, donde los animales se alimenten principalmente en campos naturales, con bajo uso de tecnología y costo. La Provincia de Neuquén no se incluye en el área del Programa visto que la mayoría de sus productores caprinos manejan establecimientos mayores que el grupo objetivo del Programa.
2. Las agrupaciones de pequeños productores de la agricultura familiar avocados a la actividad caprina, incluyendo a comunidades indígenas, se caracterizan por utilizar el campo natural con rebaños de hasta 100 animales. Muchos de ellos viven en situación de pobreza. Estos conformarán el grupo objetivo del Programa, al cual también se incluirán los jóvenes, asalariados rurales y campesinos pobres sin tierra. Dentro del grupo objetivo destaca la significativa proporción de la producción caprina desarrollada por comunidades indígenas y la alta participación de mujeres en tareas productivas.

B. Justificación y racionalidad

3. Según datos del Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA), se estima que hay más de 46.000 explotaciones dedicadas a la actividad caprina en el país. Se trata de productores atomizados, con distinto tipo y tamaño de explotación, cantidad de animales y diverso manejo. En general, la producción primaria viene realizada por agricultores familiares de bajos recursos con hatos pequeños (34.705 establecimientos tienen hatos con menos de 100 cabezas), en suelos de baja receptibilidad, cuya tierra se encuentra degradada. La producción y transformación caprina se caracteriza por un alto nivel de informalidad fiscal y sanitaria, es de carácter estacional, vinculada a periodos de mayor oferta forrajera. Además, existen problemas de tenencia de la tierra. Sin embargo, existe la oportunidad de fortalecer el sub-sector caprino dada su ventaja comparativa de adaptación del número de animales a las circunstancias ambientales, especialmente en situaciones de cambio climático.
4. A nivel general, se hace uso de infraestructura inadecuada para el desarrollo de la actividad. Tampoco existe un adecuado conocimiento técnico, que sumado a la falta de recursos de los pequeños agricultores deriva en detrimento de la rentabilidad de los productos. Los servicios técnicos para apoyar a la producción son considerados inadecuados, especialmente a nivel de la alimentación y la genética. Por otro lado, la comercialización se lleva adelante con poco conocimiento y transparencia de precios y mercados, principalmente de carácter informal en un contexto de falta de faena formal autorizada y una cadena de frío precaria.
5. Las estrategia país del FIDA apunta a promover la diversificación de la producción tradicional campesina, identificando nuevos productos que tengan claras oportunidades de mercado, de valor agregado y ventajas competitivas, medio ambiente y adaptación al cambio climático. Las fuertes limitaciones para el desarrollo de la producción caprina (y derivados), a nivel de tanto los productores y sus organizaciones como la comercialización y faena, ofrecen una oportunidad para focalizar las organizaciones de pequeños productores caprinos con actividades especializadas para mejorar su entorno

¹⁶ Se considera la definición de establecimientos del SENASA, como la superficie de tierra contigua, aunque fuese atravesada por algún accidente geográfico como arroyos, ríos u obras de infraestructura (caminos, rutas, ferrocarril, etc.); donde se realice cualquier tipo de producción agropecuaria.

operacional y sus capacidades productivos y comerciales. En FIDA cuenta con experiencias positivas en el desarrollo de la cadena caprina en otros países, incluyendo a Venezuela y Brasil. En Argentina, se ha demostrado que las organizaciones campesinas, oportunamente apoyadas y fortalecidas, pueden desarrollar y sustentar acciones de producción y acceso a mercados y además realizan un mejor uso de las inversiones complementarias en infraestructura y servicios. En forma complementaria, el Programa incluirá actividades para mejorar los servicios públicos para el sector caprino y las interacciones con el sector privado.

6. El Programa brinda la oportunidad de capitalizar mecanismos, experiencias y resultados del Programa País, mediante su aplicación a un sector particular, a fin de promover y procurar la participación de los miembros más vulnerables de las organizaciones y comunidades de dicho sector.

C. Objetivos del Programa

7. El objetivo del Programa será mejorar los ingresos de pequeños productores pobres caprinos, mediante su inserción sostenible en cadenas de valor. Los objetivos específicos son: (i) contribuir al desarrollo de las cadenas de valor caprina, reduciendo limitaciones de información, de informalidad, sanitarias, de mercados, de recursos humanos, servicios financieros y tecnologías apropiadas; (ii) organizaciones de productores (OP) caprinos inclusivos con capacidades organizacionales de gestión y de acceso a servicios públicos fortalecidos; y (iii) OP con acceso a servicios financieros apropiados y sostenibles.

D. Apropiación, armonización y alineamiento

8. El Programa está alineado con las políticas nacionales y sectoriales plasmadas en el Plan Belgrano lanzado por el Gobierno para reactivar el desarrollo social y productivo en el Norte Grande con inversiones infraestructurales y de reducción de pobreza, y también en el Plan Estratégico Agroalimentario y Agroindustrial Participativo y Federal (PEA2), formulado para promover crecimiento económica con mayor valor agregado en origen, en el marco de la sostenibilidad del medio ambiente y el desarrollo territorial.

9. La estrategia del Programa se enmarcará en la Ley para la Recuperación, Fomento y Desarrollo de la Actividad Caprina N° 26.141 y su decreto reglamentario. Además, existen espacios de articulación y diálogo entre OP, instituciones públicas y empresas privadas, como la Mesa Caprina Nacional y las mesas caprinas provinciales, que beneficiaran la implementación del Programa.

E. Componentes y actividades

10. Componente 1: Fortalecimiento de cadenas de valor. El componente mejorará el funcionamiento de las cadenas de valor del punto de vista de los servicios para productores y los sistemas de venta y compra de productos caprinos. Se prevé la capacitación de técnicos para asegurar la provisión de asistencia técnica y transferencia de tecnologías adecuadas para mejorar los sistemas productivos, e investigación aplicada con OP pequeños. Temas incluirán tecnologías de alimentación, reproductivas, de tratamientos veterinarias, ecológicas y de adaptación al cambio climático. Los técnicos capacitados serán privados (individuales, de las organizaciones y de ONGs) y de servicios públicos como la Secretaría de Agricultura Familiar (SAF) y el INTA.

11. Adicionalmente, se prevé el fomento comercial a través de la promoción de contratos entre productores y compradores, mejoras del sistema de difusión de precios de cabras vivas, creación de sellos y certificaciones de origen y promoción de compras públicas. Además, se cofinanciarán inversiones en infraestructura privada de faena y transporte para asegurar la comercialización eficiente y formal consistente con estándares sanitarios y calidad de los productos.

12. Componente 2: Desarrollo organizacional, productivo y comercial. El componente financiará proyectos integrales diseñados y ejecutados por las OP caprinos con fines productivos, transformacionales y comerciales. Se incluirán actividades de fortalecimiento organizacional de agrupaciones de productores en base a Diagnósticos Rápidos Participativos, para la gestión conjunta de actividades de planificación, servicios productivos, de manejo de recursos naturales comunes y de mercado relacionadas a la cadena de valor, de manera sostenible económica, social y ambientalmente. Se incluirán también otras actividades económicas complementarias con la actividad caprina en el campo natural, como por ejemplo la apicultura y la producción de productos forestales no madereros. Se promoverá la inclusión de mujeres, jóvenes y la participación de población indígena, especialmente según sus ventajas comparativas, por ejemplo de las mujeres en la producción de queso caprino. Las OP contratarán las capacitaciones y asistencia técnica en temas organizativos, productivos, tecnológicos, de negociación y acceso a mercados, incluidas compras públicas, y destinados a resolver problemas de tenencia de tierra, incluyendo asesoramiento jurídico para diagnóstico y planificación de soluciones.

13. Adicionalmente, los proyectos integrales incluirán el cofinanciamiento de inversiones grupales para mejorar los servicios ofrecidos por las OP a sus socios (por ejemplo infraestructura de agua, instalaciones para tratamiento veterinario y de acopio), y intraprediales para aumentar la productividad, calidad y volúmenes de producción de los socios (excepto animales, que serán financiados por crédito). Las OP cofinanciarán las inversiones grupales con un mínimo de 10%, y las inversiones intraprediales con un mínimo de 25%.

14. Componente 3: Desarrollo de servicios financieros. El objetivo de este componente es el desarrollo de servicios financieros sostenibles relevantes a las OP y productores caprinos, y el acceso a los mismos. Se promoverá el acercamiento de OP a entidades financieras y empresas comerciales de las cadenas caprinas para acceder a productos financieros adecuados a la actividad caprina. Los productos pueden incluir crédito para la compra de animales e inversiones productivas, crédito en especie, crédito en forma animal con acompañamiento por instituciones especializadas, servicios de depósitos para facilitar la venta de animales en tiempos de baja disponibilidad de forraje, seguros de vida y de salud animal y fondos rotatorios para capital operativo. Los fondos rotatorios serán administrados por las OP, y apoyados con asistencia técnica de las Unidades de Ejecución Provinciales (UEPs) y créditos de la parte de instituciones financieras. La ventaja de los fondos rotatorios por crédito será la sostenibilidad y la posibilidad de acceder a fondeo mayor que a través de fondos donados a las OP.

15. Para promover el desarrollo de nuevos productos, la Unidad para el Cambio Rural (UCAR) y las UEPs firmarán convenios de asistencia técnica con entidades financieras, y en el caso de crédito en forma animal con entidades con experiencia en esta actividad.

16. Componente 4: Gestión del Programa. El componente incluirá el fortalecimiento de las capacidades de las instituciones ejecutoras, especialmente las UEPs, para poder acompañar la ejecución del Programa con servicios de calidad. Temas de fortalecimiento incluirán la planificación de actividades con instituciones aliadas y OP, rendiciones de cuentas por parte de las OP, servicios financieros incluyendo el manejo de fondos rotatorios, seguimiento y evaluación, gestión de conocimientos incluyendo análisis y difusión de experiencias.

F. Categoría ambiental y social preliminar

17. Las actividades del Programa se enmarcarán en un proceso participativo, que ofrece visibilidad y transparencia en la planificación y ejecución de las intervenciones, sin la realización de grandes obras. Además el Programa contribuirá a un manejo sostenible de la ganadería menor, previniendo la realización de sobrepastoreo con la consecuente erosión de suelos y degradación de los recursos vegetales (herbáceos, arbustivos o arbóreos), especialmente en ecosistemas frágiles. Asimismo, para las actividades que

contemplan infraestructura de pequeña escala (mataderos, salas de ordeño o producción de quesos, plantas de procesamiento de hilado, mataderos, entre otros) se analizará el impacto ambiental y se implementarán medidas preventivas adecuadas (como por ejemplo, gestión de residuos y efluentes).

18. Dadas las acciones consideradas, la clasificación ambiental preliminar del Programa es B. Durante la formulación del mismo se analizarán los potenciales impactos ambientales de las actividades según su ubicación específica, y se planificarán medidas de mitigación.

G. Clasificación preliminar de riesgo climático

19. Los riesgos climáticos de las actividades del Programa se consideran medios, considerando las proyecciones de aumentos de temperaturas en el NOA. Sin embargo, el ganado caprino posee una buena capacidad de adaptación a ambientes que son limitantes para otras especies, especialmente en términos de ajuste del tamaño de los rebaños. Por eso, la cría tradicional caprina se desenvuelve generalmente en zonas áridas y semiáridas. Las condiciones ambientales de estos sistemas productivos están fuertemente regidas por los factores climáticos dominantes en la región. La ocurrencia de fenómenos meteorológicos extremos como sequías y olas de calor que inciden sobre la disponibilidad de pasturas y forrajes para la producción caprina, será mitigada mediante prácticas productivas adaptadas, especialmente la reducción de rebaños en tiempos de baja disponibilidad de forraje que será facilitada por servicios de extensión, una mejor disponibilidad de agua, un mejor acceso al mercado y la disponibilidad de servicios de depósitos financieros. Además, la gestión del agua y del campo natural aumentará la resiliencia a la variabilidad climática de las poblaciones objetiva.

H. Costos y financiamiento

20. El Programa, con un periodo de ejecución de seis años, costará aproximadamente USD 22 millones. El FIDA aportará aproximadamente USD 13,3 millones, una parte de este monto posiblemente en forma de donación para promover la cooperación Sur-Sur y triangular. El aporte nacional y provincial será de aproximadamente USD 7 millones y de los beneficiarios USD 2 millones.

I. Organización y manejo

21. El Programa será implementado por la UCAR siguiendo los lineamientos del Ministerio de Agroindustria, y a través de convenios de ejecución por las provincias participantes. En cada provincia, la responsabilidad de ejecución será delegada a una UEP, utilizando las unidades ya existentes.

J. Indicadores de monitoreo y evaluación

22. Para el uso de datos para el manejo del Programa, se seguirá los requisitos del FIDA y del Gobierno Argentino en relación con la planificación y el seguimiento y evaluación de las actividades. Las características generales de un sistema de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento serán definidos durante la fase de diseño, incluyendo objetivos, marco de indicadores, resultados, y su correspondiente estrategia de evaluación. La base del sistema serán las OP participantes. Los datos del sistema alimentarán la planificación anual y la gestión del conocimiento, conjuntamente con la sistematización y análisis de las principales lecciones aprendidas.

23. Para la gestión del conocimiento, se establecerá también una cooperación con otras iniciativas regionales que trabajan en la intensificación sostenible de sistemas de producción caprinas en zonas áridas y semiáridas, especialmente en el Noroeste del Brasil y en Venezuela.

K. Escalamiento

24. El Programa tomará en cuenta las experiencias de proyectos caprinos, incluyendo los financiados por otros programas ejecutados por la UCAR, para escalarlas. Además, desarrollará sistemas escalables de alianzas productivas y comerciales entre productores y el sector privado. El modelo de financiamiento contará con la participación de entidades financieras que financiarán inversiones y capital de trabajo con sus propios recursos. Además, existe mucho territorio en el Gran Norte que solamente se puede utilizar de manera extensiva donde sistemas sostenibles caprinos pueden aportar mucho al sustento de pequeños productores. A nivel regional, el Gran Chaco presenta un área extensa de Argentina, Paraguay y Bolivia con características áridas y semi áridas, donde las experiencias y planteamientos del Programa pueden ser aplicadas.

L. Dialogo de políticas

25. El Programa ofrece oportunidades concretas de aportar experiencias de ejecución al proceso de evolución de las políticas públicas sobre el manejo de recursos naturales comunes y la adaptación de sistemas productivos al cambio climático. El FIDA y la UCAR trabajarán de manera coordinada para realizar estos aportes a fin de que el entorno institucional, fiscal y jurídico sea favorable a los pequeños productores caprinos.

M. Riesgos

26. Los riesgos potenciales son: (i) resistencias a la introducción de nuevos sistemas de producción y de comercialización, que serán reducidas por el planteamiento participativo y un fuerte acompañamiento de las actividades con asistencia técnica; y (ii) dificultades para cumplir con los fondos de contrapartida, que será mitigado a través de un constante dialogo con las autoridades relevantes durante la formulación y ejecución del Programa.

N. Próximos pasos

27. En base a la priorización por parte del Gobierno Argentino, el FIDA diseñará el Programa a partir de mayo de 2016 con el objetivo de presentarlo a la Junta Ejecutiva en diciembre de 2016.

Marco lógico

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa	Métodos de verificación	Resp. y frecuencia	Supuestos
Fin: La reducción sostenible de la pobreza de productores caprinos	<ul style="list-style-type: none"> 8.000 hogares han incrementado sus activos físicos, de los cuales 2.400 son indígenas [80%] 	Encuesta de línea de base y de terminación del Programa (incluyendo encuesta RIMS)	UCAR, Inicio y final del Programa	
Objetivo de desarrollo Mejorar los ingresos de pequeños productores pobres caprinos, mediante su inserción sostenible en cadenas de valor	<ul style="list-style-type: none"> 260 organizaciones de productores (OP) ejecutan exitosamente sus proyectos integrales, de las cuales 80 son indígenas [80%] <p>Alcance:</p> <ul style="list-style-type: none"> 330 OP participan en el Programa, de las cuales 100 son indígenas 10.000 hogares (50.000 personas) reciben servicios del Programa, de las cuales 3.000 hogares (15.000 personas) son indígenas (RIMS 1.8.2) 	<p>Evaluación final de cada proyecto integral</p> <p>Sistema de SyE del Programa</p>	<p>UEPs, cada semestre</p> <p>UEPs, cada semestre</p>	<p>Estabilidad económica</p> <p>Continuo enfoque en la AF en la política nacional</p>
Componente 1: Fortalecimiento de cadenas de valor	<p>Resultado:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 sello comercial caprino establecido Venta de cabras en las provincias participantes aumenta de xxx cabezas por año a xxx cabezas <p>Productos:</p> <p>250 técnicos capacitados, de los cuales 125 son privados y 125 son públicos, y 100 son mujeres</p>	<p>Sistema de SyE del Programa</p> <p>Estadísticas Provinciales</p> <p>Sistema de SyE del Programa</p>	<p>UCAR</p> <p>UEPs, cada año</p> <p>UEPs, cada semestre</p>	Diagnóstico adecuado de cada situación organizacional
Componente 2: Fortalecimiento organizacional y desarrollo productivo y comercial	<p>Resultado:</p> <ul style="list-style-type: none"> Probabilidad de sostenibilidad de los grupos comunitarios formados o reforzados (RIMS 2.6.3) <ul style="list-style-type: none"> 330 proyectos integrales finalizados, de los cuales 100 son indígenas 260 OP evaluados como fortalecidas, de las cuales 80 son indígenas 		UEPs, cada semestre	<p>Evolución positiva de los precios</p> <p>Firma de los convenios de</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Eficacia: productores que se benefician de un acceso a los mercados mejorados (RIMS 2.4.1) <ul style="list-style-type: none"> - XXX productores que venden sus cabras con el sello caprino <p>Productos:</p> <ul style="list-style-type: none"> 330 OP formados o reforzados, de las cuales 100 son indígenas (RIMS 1.6.4) 260 OP con participación de mujeres en cargos directivos (RIMS 1.6.6) [80%] 165 OP implicados en actividades de gestión de los riesgos climáticos, gestión de recursos naturales o reducción de riesgos de desastre (RIMS 1.6.11) 10.000 personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción ganadera (RIMS 1.2.3) 1.000 personas capacitadas en postproducción, elaboración y comercialización (RIMS 1.4.1) 500 pers. capacitadas en gestión de recursos naturales (RIMS 1.1.9) 	<p>Informes de resultados anuales</p> <p>Sistema de rastreo de desarrollo institucional</p> <p>Informes de resultados anuales</p> <p>Sistema de S&E del Programa</p>	<p>OPs, anual</p> <p>UEPs, cada semestre</p> <p>OPs, anual</p> <p>UEPs, cada semestre</p>	<p>ejecución con los Gobiernos Provinciales en tiempos adecuados</p>
<p>Componente 3: Desarrollo de servicios financieros</p>	<p>Resultado:</p> <ul style="list-style-type: none"> 3.000 personas tienen una cuenta de depósito 2.000 personas cuentan con seguro animal 50 fondos rotatorios gestionados eficientemente por igual número de OPs 50 OPs acceden a capital de trabajo por medio de instituciones financieras <p>Productos:</p> <ul style="list-style-type: none"> 10.000 personas capacitadas en servicios financieros (RIMS 1.3.12) Xxx personas de entidades financieras formadas (RIMS 1.3.5) 	<p>Informes de resultados anuales</p> <p>Informes de fondos rotatorios</p> <p>Informes de resultados anuales</p> <p>Sistema de S&E del Programa</p>	<p>OPs, anual</p> <p>OPs, anual</p> <p>OPs, anual</p> <p>UCAR, semi-anualmente</p>	

Programa para los pueblos originarios - Nota Conceptual

A. Área posible de intervención y grupo objetivo

1. A pesar la recuperación económica y social de la última década en Argentina (2003-2013), las regiones Noroeste y Nordeste todavía muestran asimetrías territoriales acentuadas en términos de desarrollo, presentando departamentos en situaciones muy desfavorables que coinciden con la localización geográfica de los pueblos originarios.

2. Si bien la consistencia real de población perteneciente a estos pueblos es difícil de determinar, debido a un prolongado proceso de invisibilidad y falta de datos estadísticos confiables, según un censo del INDEC de 2010 se estima que aproximadamente un total de 935 mil personas pertenecerían a pueblos originarios en el país, equivalente al 2,4% de la población total del país. El Programa focalizará sus acciones en este grupo objetivo, en las provincias que según el Instituto Nacional de Asuntos Indígenas (INAI) concentran la mayor cantidad de personas que se autodefinen como indígenas: Salta, Jujuy, Formosa, Chaco, Chubut, Neuquén, Río Negro y Santa Fe.

B. Justificación y racionalidad

3. Muchos de los pueblos originarios mantienen sus tradiciones culturales (formas de organización sociopolítica y productiva, lengua y religión). Los índices de pobreza y de marginación social son muy elevados entre la población indígena: la tasa de analfabetismo, desde 10 años o más es del 9,1% y supera en tres veces y media la tasa nacional y el 78,2 % de la población de 15 años o más tiene como máximo nivel de instrucción alcanzado el secundario incompleto, mientras que a nivel nacional esta tasa es de 66,8%. La situación socio sanitaria de los pueblos indígenas del país tiene indicadores alarmantes en las tasas de mortalidad infantil, enfermedades infecto – contagiosas (HIV-SIDA; TBC, cólera, chagas, etc.) y desnutrición. La principal causa de estos indicadores es la inaccesibilidad a los servicios básicos de salud (por razones de aislamiento geográfico) sumado a la precariedad de la infraestructura y a la escasez de insumos y de personal para la atención básica.

4. Los programas financiados por el FIDA incluyeron actividades para mejorar los ingresos y los servicios básicos en unas comunidades indígenas. En general, estas intervenciones fueron exitosas, especialmente en términos de introducción de actividades de generación de ingresos y en inversiones en infraestructura básica, principalmente agua. La eficiencia de las intervenciones fue generalmente alta, alcanzando una gran cantidad de familias. Sin embargo, estas experiencias han denotado la necesidad de asistencia técnica adecuada para un periodo suficientemente largo que haga posible asegurar la apropiación y buen uso de las infraestructuras y un manejo sostenible de los negocios apoyados. Esta asistencia técnica debería también atender a cuestiones relacionadas con la distribución de los beneficios en las comunidades para lograr una aceptación amplia sin conflictos.

5. Durante las misiones de supervisión de la cartera en ejecución en curso, se ha constatado la ausencia de dificultades mayores para focalizar y seleccionar a las organizaciones y comunidades indígenas, aun aquellas que por su aislamiento geográfico quedan sistemáticamente fuera de los radios de acción de programas públicos. Sin embargo, existe aún la necesidad de profundizar en el trabajo desarrollado para que la participación de los miembros más vulnerables de las organizaciones y comunidades indígenas se produzca plenamente, avanzando en la adecuación de los instrumentos utilizados en las diferentes situaciones encontradas.

6. Si bien se reconoce la continuidad de los esfuerzos hacia la generación de capacidades y de materiales específicos de trabajo y la articulación entre los equipos técnicos centrales del Programa País con los equipos técnicos provinciales (que muchas veces reúnen a varias instituciones públicas), es necesario avanzar en la formación de equipos técnicos multidisciplinarios a nivel provincial que integren diferentes miradas a la hora de formular y ejecutar los sub-proyectos en el territorio. El esquema de trabajo

articulado que provee la Unidad para el Cambio Rural (UCAR) conjuntamente con la experiencia en otros países y los instrumentos de los programas FIDA brindan la oportunidad para encontrar y adaptar soluciones a los problemas que aquejan buena parte de las comunidades indígenas que habitan en zonas rurales.

C. Objetivos del Programa

7. El objetivo del Programa será contribuir a la mejora de ingresos de las familias pobres de los pueblos originarios dentro del área de intervención. Los objetivos específicos son: i) población indígena con capacidades organizacionales de acceso a servicios sociales y de asistencia jurídica, de manejo adecuado de sus recursos naturales y sistemas productivos y ii) comunidades originarias que desarrollan actividades productivas agrícolas y no-agrícolas, que utilizan activos productivos para incrementar su seguridad alimentaria, adaptadas al cambio climático, con acceso a asistencia técnica adecuada a sus necesidades y a servicios financieros apropiados.

D. Apropiación, armonización y alineamiento

8. Los objetivos del Programa están alineados con los objetivos del nuevo Gobierno Argentino de intervenir en lugares donde existe hambre, desnutrición y altas tasas de mortalidad infantil y materna, en particular con las propuestas específicas de Pobreza Cero del Plan Belgrano, que prioriza el desarrollo social, productivo y de infraestructura orientado al crecimiento y la igualdad de condiciones y oportunidades para diez provincias del norte argentino (Salta, Jujuy, Tucumán, La Rioja, Catamarca, Misiones, Corrientes, Chaco, Formosa y Santiago del Estero).

9. Por otro lado, desde la Unidad para el Cambio Rural (UCAR) se ha venido promoviendo y e implementando una estrategia de trabajo en base a la inclusión y equidad, con un abordaje de las problemáticas sociales como componentes transversales y no como ejes aislados a cargo exclusivo de especialistas. De esta forma, el Programa País cuenta con capacidades concretas en términos de formulación e implementación de proyectos integrales, que han permitido la aplicación de estrategias de trabajo específicas con pueblos originarios. Como resultado, las intervenciones han adoptado medidas para que este grupo objetivo, pueda participar y beneficiarse de las actividades del Programa.

10. El Programa para los Pueblos Originarios brinda la oportunidad de capitalizar dichas capacidades y avances; integrar los equipos provinciales con especialidades específicas para estas intervenciones, afinar los instrumentos concretos utilizados y profundizar la coordinación interinstitucional que permita garantizar la calidad del acompañamiento técnico en terreno, así como su ejecución conjunta con inversiones adicionales de otros programas y otros donantes.

E. Componentes y actividades

11. Los componentes del Programa, que serán implementados siguiendo los "Lineamientos y procedimientos para pueblos indígenas" de la UCAR, son los siguientes:

12. Componente 1: Fortalecimiento y desarrollo comunitario indígena. El objetivo del componente es la creación de capital social para permitir a las comunidades originarias y los grupos productivos identificar, gestionar y ejecutar inversiones productivas sostenibles que estas sean adecuadamente representados por sus autoridades, y alcancen altos niveles de empoderamiento. Para llevar adelante las actividades del componente, se elaboraran Planes de Fortalecimiento y Desarrollo Comunitario (PFDC) participativos, que integrarán actividades para fortalecer las organizaciones y sus capacidades de gestión, asistencia técnica para fortalecer las familias de los pueblos originarios en general (por ejemplo, de nutrición y de educación financiera), asistencia técnica para desarrollo con identidad y cultura, y pequeñas inversiones en infraestructura social comunitaria, además de recursos destinados a

resolver problemas de tenencia de tierra, actividades de regularización de la situación dominial y fundiaria, incluyendo asesoramiento jurídico para diagnóstico y planificación de soluciones. Además, se ofrecerán becas a líderes jóvenes de pueblos originarios para participar de cursos de liderazgo comunitario, y se promoverá la participación de los pueblos originarios en foros consultativos del desarrollo territorial, como las mesas de desarrollo sectoriales o territoriales.

13. Componente 2: Desarrollo productivo y comercial. Se apoyará el desarrollo de actividades productivas que beneficien a redes de comunidades, por ejemplo a través del turismo comunitario, a comunidades enteras, por ejemplo a través de proyectos de agua y manejo de campo natural de propiedad común, y a grupos productivos en las comunidades participantes. Se financiarán mejoras de las actividades agrícolas comunitarias aplicando instrumentos de desarrollo productivo y comercial probados, adecuados a las características de las diferentes comunidades indígenas y ambientalmente sostenible. Los servicios de asistencia técnica tendrán un enfoque en el manejo de negocios y la sostenibilidad de las actividades. Se buscarán acuerdos específicos con organismos no gubernamentales especializados para asegurar la calidad de la asistencia técnica, en los casos que se considere pertinente. Se pondrá énfasis en el acceso a mercados e incluirán servicios y apoyo para la adaptación al cambio climático. Las inversiones podrían también incluir infraestructura básica, especialmente de agua. Se considerarán incentivos específicos para las actividades económicas de jóvenes y mujeres.

14. Componente 3: Ejecución y fortalecimiento de las capacidades provinciales. El componente incluye las actividades de coordinación de la ejecución, con enfoque en la capacitación intensiva de las Unidades de Ejecución Provinciales (UEPs) y sus técnicos, para lograr una implementación eficaz del Programa. Asimismo, se apuntará a aumentar las capacidades institucionales para ofrecer servicios públicos de calidad y adecuación a las características de cada uno de los grupos originarios en las diferentes provincias. Asimismo, recursos serán previstos en el componente para profundizar la coordinación y formación de equipos interdisciplinarios, que integren diferentes miradas a la hora de formular y acompañar los proyectos en terreno, incluyendo la colaboración con ONGs. Se integrarán al sistema de seguimiento y evaluación algunos indicadores específicos para la situación indígena (como por ejemplo la desnutrición), y se compartirá la información con las unidades estadísticas a nivel central y provincial.

F. Categoría ambiental y social preliminar

15. Gracias a la generación de impactos sociales positivos y riesgos ambientales mínimos, se considera que las inversiones propuestas por el Programa contemplan actividades para asegurar un desarrollo sostenible a largo plazo; las principales son las siguientes: a) infraestructura y equipamiento de pequeña escala; b) asesoramiento técnico y legal para resolver problemas de tenencia de tierra; c) acompañamiento de asistencia técnica especializada y capacitación para fortalecer capacidades de gestión, de organización y técnicas, incluidas aquellas relacionadas a la conservación del medio ambiente y recursos naturales; d) promoción de modelos de producción basados en el uso de métodos orgánicos y prácticas de producción y conservación de los recursos naturales. Además, tratándose de un Programa dirigido a comunidades indígenas, con un acentuado énfasis en procesos participativos y transparentes, se promoverá el control social en la planificación e implementación de inversiones. En caso de prever algún efecto negativo de carácter ambiental, serán contempladas acciones y cobertura de costos de mitigación. Por lo anterior, se considera que el Programa será clasificado en la categoría "B", no requiriéndose una Evaluación de Impacto Ambiental.

G. Clasificación preliminar de riesgo climático

16. Los factores o riesgos climáticos que pueden afectar las actividades del Programa se consideran medios, considerando que los pueblos originarios son particularmente expuestos a los efectos del cambio climático, especialmente con actividades productivas. Los riesgos asociados a bajos volúmenes de producción y la calidad de los productos por variaciones climáticas serán minimizados con la transferencia de tecnologías menos sensibles a estas. Aquellos asociados a bajos niveles pluviométricos serán minimizados mediante el financiamiento de infraestructura de riego y almacenamiento de agua como parte de la infraestructura social comunitaria prevista. Asimismo, el Programa podría financiar un sistema de información y de previsión climática y, el apoyo para la contratación de seguros contra el riesgo climático.

H. Costos y financiamiento

17. El costo total del Programa, con un periodo de ejecución de siete años, podría ubicarse en USD 30 millones. El FIDA podría aportar un préstamo de aproximadamente USD 13 millones, el Gobierno nacional y provincial aproximadamente USD 10 millones, los beneficiarios aproximadamente USD 1 millón, y el resto serían fondos y de otros financiadores externos a identificar, posiblemente para las inversiones de infraestructura. Alternativamente, el programa podría ser financiado totalmente por fuentes Argentinas, con el acompañamiento del FIDA financiado por el mecanismo de asistencia técnica reembolsable.

I. Organización y manejo

18. El Programa será implementado siguiendo los lineamientos del Ministerio de Agroindustria, por la Unidad para el Cambio Rural (UCAR), que transferirá la responsabilidad de ejecución en el terreno a las provincias interesadas. En cada provincia participante, la responsabilidad de ejecución será delegada a una unidad de ejecución provincial, utilizando las unidades ya existentes. Las UEPs trabajarán en coordinación con los ministerios provinciales responsables del desarrollo social.

19. Para asegurar un acompañamiento sólido a las comunidades involucradas, la duración prevista del Programa es de aproximadamente siete años.

J. Indicadores de monitoreo y evaluación

20. El Programa seguirá los requisitos del FIDA y del Gobierno Argentino en relación con el diseño, seguimiento y evaluación de programas y proyectos públicos. Las características generales de un sistema de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento serán definidos durante la fase de diseño, incluyendo objetivos, marco de indicadores, resultados, y su correspondiente estrategia de evaluación. La base del sistema serán las organizaciones de productores participantes. Los insumos que serán generados por el sistema alimentarán la gestión del conocimiento, conjuntamente con la sistematización y análisis de las principales lecciones aprendidas.

K. Escalamiento

21. El Programa tomará en cuenta las experiencias de proyectos indígenas ya financiados por otros programas ejecutados por la UCAR para escalarlas. Además, desarrollará acciones y planteamientos escalables de inversiones productivas en pueblos originarios. La población indígena Argentina es vasta, y existen muchas comunidades en el Gran Norte y también en la Patagonia con potencial sólido de aumento de la autosuficiencia y la comercialización de la producción excedente. A nivel regional, las experiencias y planteamientos del Programa pueden ser aplicadas en Bolivia, Paraguay y Brasil, que cuentan con grandes poblaciones indígenas con características similares.

L. Riesgos

22. Los riesgos potenciales son: (i) dificultades de coordinación interinstitucional para la creación de equipos interdisciplinarios y (ii) dificultades para cumplir con los fondos de contrapartida. Dichos riesgos, serán mitigados a través de esfuerzos de movilización de recursos externos y un constante dialogo político con las autoridades relevantes durante la formulación y ejecución del Programa.

M. Próximos pasos

23. La decisión de avanzar en el desarrollo de esta operación está vinculada a la confirmación de la priorización por parte del Gobierno Argentino y del avance y logros de resultados de la implementación del Programa País: PRODEAR, PRODERI, PROCANOR y eventualmente del Programa caprino, cuyo desarrollo y aprobación están previstos durante el ciclo de asignación de recursos 2016-2018.

Marco lógico

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa	Métodos de verificación	Responsabilidad y frecuencia	Supuestos
Fin Contribuir a la reducción sostenible de la pobreza de los pueblos originarios	<ul style="list-style-type: none"> • 10.900 hogares indígenas han incrementado sus activos físicos • La incidencia de malnutrición crónica en las comunidades participantes baja de xxx% a xxx% 	Evaluación del Programa basada en línea de base y de terminación (incluyendo encuesta RIMS)	UCAR, Inicio y final del Programa	Continuo enfoque en el desarrollo de las provincias con .
Objetivo de desarrollo Contribuir a la mejora de ingresos de las familias pobres de los pueblos originarios dentro del área de intervención	<ul style="list-style-type: none"> • 270 organizaciones de productores (OPs) indígenas ejecutan exitosamente sus proyectos integrales comunitarios Alcance: <ul style="list-style-type: none"> • 340 OP indígenas participan en el Programa • 13.600 hogares indígenas (68.000 personas) reciben servicios del Programa (RIMS 1.8.2) 	Evaluación de terminación del Programa Sistema de S&E del Programa	UCAR, final del Programa UCAR, semi-anualmente	Estabilidad económica Continuo enfoque en la AF en la política nacional
Componente 1: Fortalecimiento y desarrollo comunitario indígena	Resultado: <ul style="list-style-type: none"> • Probabilidad de sostenibilidad de los grupos comunitarios formados o reforzados (RIMS 2.6.3) <ul style="list-style-type: none"> - 270 proyectos integrales finalizados - 270 OP indígenas evaluados como fortalecidas Productos: <ul style="list-style-type: none"> • 340 grupos de la comunidad formados o reforzados (RIMS 1.6.4) • xxx grupos de la comunidad con participación de mujeres en cargos directivos (RIMS 1.6.6) • xxx grupos implicados en actividades de gestión de los riesgos climáticos, gestión de los recursos naturales o reducción de riesgos de desastre (RIMS 1.6.11) 	Sistema de rastreo de desarrollo institucional Documentación de la UCAR Calificación del personal de la UCAR	UCAR, semi-anualmente UCAR, semi-anualmente	Diagnóstico adecuado de cada situación organizacional
Componente 2: Desarrollo	Resultado: <ul style="list-style-type: none"> • Eficacia: productores que se benefician de un 	Estadísticas nacionales y provinciales (censo	UCAR, semi-anualmente	Evolución positiva de los

<p>productivo comercial</p>	<p>y</p> <p>acceso a los mercados mejorado (RIMS 2.4.1)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Xxx productores tienen contratos o acuerdos de venta con compradores - Xxx productores han aumentado la cantidad de productos comercializados - 3 redes de comunidades indígenas operacionales <p>Productos:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Xxx personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción agrícola (RIMS 1.2.2) • Xxx personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción ganadera (RIMS 1.2.3) • Xxx personas capacitadas en postproducción, elaboración y comercialización (RIMS 1.4.1) • Xxx personas capacitadas en gestión de recursos naturales (RIMS 1.1.9) 	<p>agrícola, registro de la agricultura familiar,...)</p> <p>Sistema de S&E del Programa</p>		<p>precios</p> <p>Firma de los convenios de ejecución con los Gobiernos Provinciales en tiempos adecuados</p>
-----------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programa de Construcción y Fortalecimiento para el Desarrollo Rural - Nota Conceptual

A. Área posible de intervención y grupo objetivo

1. El Programa focalizará sus acciones en las provincias del Gran Norte Argentino (NOA y NEA) y en los territorios rurales de otras provincias en los que exista alta concentración o "bolsones" de pobreza. Tentativamente se ejecutará en aquellas provincias con (i) mayor incidencia de la población rural pobre, e (ii) interés en establecer capacidades y sistemas fuertes que se transformarán en servicios eficaces para la ejecución de programas provinciales de combate a la pobreza rural.

2. El grupo objetivo estará conformado por pequeños productores de la agricultura familiar que se encuentran en condiciones de pobreza, la población indígena pobre y los campesinos sin tierra, incluidos asalariados rurales. Dentro del grupo objetivo, se prestará atención particular a la focalización de mujeres y jóvenes.

B. Justificación y racionalidad

3. Los programas del FIDA han aportado al establecimiento de mecanismos y políticas de desarrollo para la reducción de la pobreza rural como también al fortalecimiento institucional público y de las organizaciones rurales. Si bien se han realizado grandes avances, las acciones del PRODEAR y del PRODERI cubren solamente parte de las oportunidades, observándose en particular la oportunidad de aumentar el alcance de dichos mecanismos, mediante herramientas, planes y proyectos de mejor calidad y sostenibilidad, así como de profundizar en políticas e instituciones consolidadas a nivel provincial y central.

4. Las lecciones aprendidas por el FIDA en Argentina indican que hoy en día, es posible mejorar la calidad de los instrumentos y actividades de los proyectos de desarrollo rural mediante el fortalecimiento de las capacidades de intervención, especialmente a nivel provincial, así como a través de una mayor institucionalidad provincial del desarrollo rural que a su vez promueva instancias participativas y la creación de redes de productores. Este proceso puede incluir la consolidación en instituciones especializadas, como en el caso de Corrientes. De esta manera, se aumentaría la efectividad y eficiencia de las políticas sociales, redistributivas y de estímulo a la agricultura familiar, valorizando los cambios institucionales y de gestión de recursos financieros para el desarrollo.

5. La propuesta se apoya en la evaluación positiva que tanto el Gobierno Argentino como las organizaciones de productores (OP) del PRODEAR y PRODERPA realizan sobre las principales ventajas comparativas del FIDA en el país. Estas son: (i) rigurosidad en la focalización de beneficiarios en cuanto al "perfil" de población rural pobre o vulnerable; (ii) énfasis en la creación de capital social y humano mediante formación y capacitación; (iii) intervención en aquellas provincias y territorios con altos índices de pobreza rural y mayor debilidad institucional en cuanto a prestación de servicios y bienes públicos; (iv) flexibilidad en gestión y orientación de acciones; y (v) variedad y versatilidad de instrumentos que permiten atender diferentes demandas de beneficiarios organizados.

6. Los programas financiados por el FIDA permiten construir capacidades humanas y sociales, desarrollar organizaciones de pequeños agricultores familiares, redes de ellas, plataformas de servicios e inversiones no-reembolsables, que son complementarias y articuladas con inversiones públicas en infraestructura (uso y manejo del agua para riego, caminos rurales, electrificación y telecomunicaciones). Los instrumentos de los programas permiten organizar la población para hacer un mejor uso de inversiones en infraestructura y servicios.

C. Objetivos del Programa

7. El objetivo del Programa será contribuir a la mejora de ingresos de las familias pobres rurales de manera sostenible por medio de intervenciones efectivas y eficientes de los Gobiernos Provinciales. Los objetivos específicos son: i) OP (incluyendo población indígena, campesinos sin tierra y asalariados rurales) con capacidades organizacionales consolidadas para el manejo adecuado de sus recursos naturales y sistemas productivos, acceso a políticas y programas públicos y participación en procesos de desarrollo y de decisión a nivel provincial; ii) OP que utilizan activos productivos para incrementar su seguridad alimentaria, adaptadas al cambio climático, agregan valor a su producción que comercializan de manera sostenible, y que acceden a servicios financieros y asistencia técnica apropiados; y iii) capacidades de ejecución provinciales sólidas y estables para el desarrollo rural y la reducción de la pobreza.

D. Apropiación, armonización y alineamiento

8. Los objetivos del Programa están alineados con los objetivos del nuevo gobierno argentino de intervenir en lugares donde existe hambre, desnutrición y altas tasas de mortalidad infantil y materna, en particular con las propuestas específicas de Pobreza Cero del Plan Belgrano, que prioriza el desarrollo social, productivo e infraestructural orientado al crecimiento y la igualdad de condiciones y oportunidades para diez provincias del norte argentino (Salta, Jujuy, Tucumán, La Rioja, Catamarca, Misiones, Corrientes, Chaco, Formosa y Santiago del Estero). Asimismo, gracias a que se dará continuidad al esquema de manejo articulado de varios proyectos y programas de desarrollo rural de otros donantes, mediante la Unidad para el Cambio Rural (UCAR), el Programa será parte instrumental de las políticas públicas de apoyo a la agricultura familiar, y será ejecutado juntamente con inversiones adicionales de otros programas, apuntando a un abanico integrado para el desarrollo rural.

9. Adicionales oportunidades de cofinanciamiento para financiar las actividades del Programa serán identificadas por FIDA juntamente con el Gobierno Argentino. Fondos complementarios a la asignación del FIDA, incluyendo la cofinanciación de fondos de otras fuentes serán movilizados por el FIDA, además de préstamos de otros organismos multilaterales de financiamiento y posiblemente del sector privado.

E. Componentes y actividades

10. Componente 1: Fortalecimiento de organizaciones de productores. A partir de las acciones y actividades del programa país actual, se aplicaran herramientas validadas, mejoradas y adaptadas a las realidades locales. El componente fortalecerá a las organizaciones de productores para que gestionen actividades en común (productivas, comerciales y de manejo de recursos naturales), logren acceder con mayor efectividad a políticas públicas y además impulsen la creación de mesas de desarrollo rural como espacios de diálogo sobre políticas de desarrollo, propicios para propuestas e innovaciones en los proyectos y de esta forma incrementen su participación en el dialogo sobre políticas a nivel local. Asimismo, las organizaciones serán fortificadas en sus capacidades de gestión, desarrollo que facilitará la conformación de redes de organizaciones.

11. Componente 2: Desarrollo productivo y acceso a mercados. Se aplicaran instrumentos de desarrollo productivo y comercial exitosos, validados por Programas precedentes, debidamente ajustados y mejorados, con especial atención a la sostenibilidad y consolidación. De esta forma se incrementará la seguridad alimentaria y la generación de ingresos agrícolas y no-agrícolas. Esto implica el diseño y financiamiento de proyectos integrales asegurando la calidad de los servicios de asistencia técnica, con un enfoque en la capacitación de las OP, el manejo de los negocios, y la sostenibilidad de las actividades de las OP. El monto para inversiones se complementará con otras fuentes de financiamiento, en la medida de lo posible provenientes del sistema financiero argentino formal. Además, las OP cofinanciarán las

inversiones grupales con un mínimo de 10%, y las inversiones intraprediales con un mínimo de 25%. Se pondrá énfasis en el acceso a mercados e incluirán servicios y apoyo para la adaptación al cambio climático. Se considerarán incentivos específicos para las actividades económicas de jóvenes y mujeres.

12. Componente 3: Ejecución y fortalecimiento de las capacidades provinciales. El componente incluye las actividades de coordinación de la ejecución, con enfoque en el desarrollo de las capacidades de gestión de las instituciones provinciales, a partir de su fortalecimiento para diseñar y aplicar políticas diferenciadas, e instrumentos validados para el apoyo eficaz a la población pobre. Actividades de mejora serán introducidas y financiadas en los siguiente aspectos: (i) búsqueda de mecanismos institucionales para la negociación y aprobación rápida de los convenios entre el gobierno nacional y las administraciones de las provincias; (ii) comunicación de los instrumentos de las políticas públicas a la población objetivo de manera de llegar con la oferta de servicios; (iii) creación de un sistema de selección de las OP participantes, en base a pobreza, oportunidades y compromiso de los socios; y (iv) establecimiento de un sistema de seguimiento y evaluación diseñado para validar y especialmente visibilizar las diferencias de calidad de las intervenciones y seguimiento del nivel de desarrollo de las OP participantes. El Programa dispondrá de recursos para el acompañamiento en la evolución institucional de los servicios prestados por las instituciones provinciales, el seguimiento y evaluación de resultados y la gestión del conocimiento emergente de las lecciones aprendidas en los territorios.

F. Categoría ambiental y social preliminar

13. De manera preliminar, la clasificación ambiental del Programa se encuentra bajo la categoría B, considerando que, de acuerdo a las características del Programa, las acciones y actividades propuestas en dos de los componentes se concentran mayormente en la construcción y fortalecimiento de capacidades tanto de organizaciones de productores como de unidades de ejecución provinciales, que generaran impactos sociales positivos. Adicionalmente se prevén bajos impactos negativos relacionados con las inversiones, que incluyen: a) inversiones en infraestructura y equipamiento de pequeña escala, a través de organizaciones de beneficiarios, con acompañamiento de asistencia técnica y capacitación; b) incremento de la disponibilidad de alimentos e ingresos de los agricultores familiares basados en sistemas de producción sostenibles; c) promoción de modelos de producción sostenible y conservación de los recursos naturales; d) aplicación de técnicas de participación y valoración del conocimiento local, considerando las características específicas de los diferentes beneficiarios (indígenas, campesinos sin tierra, jóvenes, mujeres y asalariados rurales); y e) según la metodología institucional de la UCAR, la inclusión de medidas de mitigación si fuese necesario, con integración de costos correspondientes. Por tanto, no se prevé la necesidad de llevar adelante estudios ambientales específicos.

G. Clasificación preliminar de riesgo climático

14. Los riesgos de carácter climático de las actividades propuestas por el Programa, se consideran bajos. El área del Programa se caracteriza por bajos niveles pluviométricos, que podrían afectar los volúmenes de producción y la calidad de los productos. Para minimizarlos, el Programa prevé: i) financiar infraestructura de riego y almacenamiento de agua en el marco de los proyectos integrales, lo que reduciría los efectos del cambio climático; ii) hacer uso de prácticas agro-ecológicas que reducen los riesgos de los efectos del cambio climático, incluyendo el uso de semillas adaptadas a condiciones de sequía, prácticas de conservación de suelos, cultivos múltiples y en algunos casos orgánicos; y iii) posiblemente la implementación de un sistema de seguros agrícolas, así como investigación adaptativa para identificar tecnologías adecuadas a las condiciones con cambio climático.

H. Costos y financiamiento

15. El costo total del Programa, con un periodo de ejecución de siete años, podría ubicarse en USD 60 millones. Dependiendo de la disponibilidad de fondos, el FIDA podría aportar aproximadamente USD 13 millones y el Gobierno nacional y provincial el mismo monto. Los beneficiarios aportarían por lo menos USD 6 millones, y el resto serían fondos de otros financiadores externos, incluyendo posiblemente al sector privado.

I. Organización y manejo

16. El Programa será implementado siguiendo los lineamientos del Ministerio de Agroindustria, por la Unidad para el Cambio Rural (UCAR), que transferirá la responsabilidad de ejecución en el terreno a las provincias interesadas. En cada provincia participante, la responsabilidad de ejecución será delegada a una unidad de ejecución provincial, utilizando las unidades ya existentes.

17. Para permitir un acompañamiento sólido de los proyectos financiados y una participación extendida de muchas provincias, la duración prevista del Programa es de aproximadamente seis años.

J. Indicadores de monitoreo y evaluación

18. El Programa seguirá los requisitos del FIDA y del Gobierno Argentino en relación con el diseño, seguimiento y evaluación de programas y proyectos públicos. Las características generales de un sistema de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento serán definidos durante la fase de diseño, incluyendo objetivos, marco de indicadores, resultados, y su correspondiente estrategia de evaluación. La base del sistema serán las organizaciones de productores participantes. Los insumos que serán generados por el sistema alimentarán la gestión del conocimiento, conjuntamente con la sistematización y análisis de las principales lecciones aprendidas.

K. Escalamiento

19. El Programa representa el escalamiento de las experiencias de programas financiados por el FIDA en Argentina en la medida que desarrollará sistemas escalables de alianzas productivas y comerciales entre productores y el sector privado. Con la participación de entidades financieras, el Programa desarrollará modelos de financiamiento de inversiones y capital de trabajo con recursos no gubernamentales, lo que abre posibilidades de escalamiento en función de la demanda. El universo de pequeños productores Argentina es mucho más grande que el alcance de los programas financiados por el FIDA en Argentina, lo que indica el potencial y la necesidad de escalar intervenciones exitosas en el sector.

L. Riesgos

20. Los riesgos potenciales son: (i) falta de interés del sector privado empresarial y (ii) dificultades para cumplir con los fondos de contrapartida. Dichos riesgos, serán mitigados a través de esfuerzos de movilización de recursos externos y concientización a nivel nacional y provincial durante la formulación y ejecución del Programa.

M. Próximos pasos

21. La decisión de avanzar en el desarrollo de esta operación está vinculada a la confirmación de la priorización por parte del Gobierno Argentino y del avance y logros de resultados de la implementación del Programa País: PRODEAR, PRODERI, PROCANOR y eventualmente del Programa caprino, cuyo desarrollo y aprobación están previstos durante el ciclo de asignación de recursos 2016-2018.

Marco lógico

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa	Métodos de verificación	Responsabilidad y frecuencia	Supuestos
Fin: Contribuir a la reducción sostenible de la pobreza del Gran Norte	<ul style="list-style-type: none"> • 21.600 hogares han incrementado sus activos físicos, de los cuales 6.500 son indígenas [80%] 	Evaluación del Programa basada en línea de base y de terminación (con encuesta RIMS)	UCAR, Inicio y final del Programa	Continuo enfoque en la AF en la política nacional y provincial
Objetivo de desarrollo de Contribuir a la mejora de ingresos de las familias pobres rurales de manera sostenible por medio de intervenciones efectivas y eficientes de los Gobiernos Provinciales	<ul style="list-style-type: none"> • 720 organizaciones de productores (OPs) ejecutan exitosamente sus proyectos integrales, de las cuales 220 son población indígena <p>Alcance:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 900 OR participan en el Programa, de las cuales 270 son indígenas • 27.000 hogares (135.000 personas) reciben servicios del Programa, de las cuales 8.000 hogares (40.000 personas) son indígenas (RIMS 1.8.2) 	<p>Sistema de S&E del Programa</p> <p>Sistema de S&E del Programa</p>	<p>UCAR, semi-anualmente</p> <p>UCAR, semi-anualmente</p>	Estabilidad económica
Componente 1: Fortalecimiento de organizaciones de productores	<p>Resultado:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Probabilidad de sostenibilidad de los grupos comunitarios formados o reforzados (RIMS 2.6.3) <ul style="list-style-type: none"> - 900 proyectos integrales finalizados, de los cuales 270 son indígenas - 720 OP evaluados como fortalecidas, de las cuales 220 son indígenas <p>Productos:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 720 grupos de la comunidad formados o reforzados, de las cuales 220 son indígenas (RIMS 1.6.4) • 720 grupos con participación de mujeres en cargos directivos (RIMS 1.6.6), de los cuales 220 son grupos indígenas 	<p>Sistema de rastreo de desarrollo institucional</p> <p>Sistema de rastreo de desarrollo institucional</p> <p>Documentación de</p>	<p>UCAR, semi-anualmente</p> <p>UCAR, semi-anualmente</p> <p>UCAR, semi-anualmente</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • xxx grupos implicados en actividades de gestión de los riesgos climáticos, gestión de los recursos naturales o reducción de riesgos de desastre (RIMS 1.6.11) 	la UCAR		
Componente 2: Desarrollo productivo y acceso a mercados	<p>Resultado:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eficacia: productores que se benefician de un acceso a los mercados mejorado (RIMS 2.4.1) <ul style="list-style-type: none"> - Xxx productores tienen contratos o acuerdos de venta con compradores - Xxx productores han aumentado la cantidad de productos comercializados <p>Productos:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Xxx personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción agrícola (RIMS 1.2.2) • Xxx personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción ganadera (RIMS 1.2.3) • Xxx personas capacitadas en postproducción, elaboración y comercialización (RIMS 1.4.1) • Xxx personas capacitadas en gestión de recursos naturales (RIMS 1.1.9) 	<p>Evaluación del Programa basada en línea de base y de terminación (incluyendo encuesta RIMS)</p> <p>Sistema de S&E del Programa</p>	<p>UCAR, Inicio y final del Programa</p> <p>UCAR, semi-anualmente</p>	<p>Cooperación técnica con otros servicios del Ministerio de Agroindustria</p> <p>Firma de los convenios de ejecución con los Gobiernos Provinciales en tiempos adecuados</p>

Expedientes principales

Expediente principal 1: Pobreza Rural y las Cuestiones Relativas a los Sectores Agrícola y Rural

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
<p>1. Desarrollo con Igualdad de Oportunidades para toda la población</p> <p>Con énfasis en regiones y/o provincias con mayores índices de pobreza rural y menor desarrollo institucional</p>	<p>Agricultores /as familiares (AF)</p> <p>Mujeres rurales</p> <p>Jóvenes rurales</p> <p>Organizaciones sociales de la AF</p> <p>Asalariados rurales</p> <p>Comunidades de pueblos originarios.</p> <p>Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y los Gobiernos Provinciales</p>	<p>Incorporar al proceso de desarrollo una mayor diversidad de actores sociales y económicos, diversidad de territorios y de producción</p> <p>Mejorar la calidad de las políticas públicas para el desarrollo rural y la AF y maximizar el impacto de las mismas en los destinatarios</p> <p>Dejar capacidad instalada e instrumentos validados en aquella regiones y/o provincias más pobres para la gestión del desarrollo rural y territorial</p> <p>Incorporar la metodología de planificación estratégica participativa del territorio, entre autoridades locales y organizaciones sociales representativas</p>	<p>Diseño de políticas diferenciadas y fortalecimiento de la institucionalidad pública nacional y provincial, validación de instrumentos y mecanismos para el desarrollo</p> <p>Fortalecimiento Institucional en el sector público, para mejorar la calidad de los servicios y de los bienes públicos a disposición de la población rural</p> <p>Metodología de gestión de los proyectos que permita crear nuevos mecanismos y procedimientos que mejoren la relación entre la UCAR (MA) y las instituciones provinciales, en la implementación de obras, programas y proyectos y en el manejo de las transferencias de recursos</p> <p>Crear y consolidar instancias de diálogo sobre políticas públicas (PD) entre el Gobierno nacional y el provincial y entre ambos y las organizaciones sociales representativas de los beneficiarios</p> <p>Acciones de planificación estratégica en los territorios</p>
<p>2. Diversificación productiva, competitividad y agregado de valor</p>	<p>Agricultores/as familiares</p> <p>Organizaciones económicas de servicios rurales a la AF</p> <p>Instituciones públicas provinciales y locales de asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales</p>	<p>Competitividad de la AF, referida a diferentes rubros, condiciones de producción, cantidad, calidad, estructuración de la oferta, para asegurar el acceso a mercados (cadenas de valor – compras públicas)</p> <p>Inversión para la generación de tecnologías de procesos (más allá de la finca), apropiadas para la agregación de valor por parte de sistemas agroindustriales con la participación de la AF</p> <p>Asistencia técnica y extensión rural interdisciplinaria y con una visión de</p>	<p>Generación de tecnologías apropiadas</p> <p>Asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Visión interdisciplinaria y sistémica de los sistemas de producción/comercialización</p> <p>Organización de la producción y de los servicios dentro de las diferentes cadenas</p> <p>Asistencia técnica y facilitación de las inversiones en las fincas para asegurar el cumplimiento de estándares únicos en materia de calidad, inocuidad de los alimentos, sanidad animal y vegetal que habilite a participar de los diferentes mercados (institucionales y comerciales)</p>

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
	<p>y/o de servicios a la producción</p> <p>Empresas agroindustriales y /o comerciales, que lideran las cadenas de valor seleccionadas</p>	<p>"sistema"; "cadena" y/o "matriz" o "red"</p> <p>Información estratégica para las decisiones de producción y comercialización (oportuna y pertinente)</p> <p>Alianzas con el sector privado, agroindustrial y/o comercial</p> <p>Identificación y aprovechamiento de nuevas oportunidades en los mercados institucionales</p> <p>Generar condiciones para la apropiación de una mayor parte de la renta generada en el proceso industrial y comercial, por parte de las OSC de la AF y que ésta se transfieran a sus socios.</p>	<p>Inversiones en infraestructura estratégica: (i) para el riego (uso y manejo del agua); (ii) para el transporte y las comunicaciones; (iii) para el almacenaje y el acondicionamiento</p> <p>Estímulo al asociativismo y fortalecimiento organizacional para que las OSC de la AF asuman actividades y servicios en parte de los eslabones de la cadena de valor, apropiándose de la renta que se genera en dichas etapas</p> <p>Sistemas Información Estratégica para los AF y sus organizaciones, para mejorar las condiciones técnicas y económicas de la producción (bajar costos), mejorar su capacidad de comercialización (acceso a mercados) y aumentar sus capacidades de negociación (precio, calidad y sostenibilidad de acceso a los mercados y a las empresas compradoras)</p> <p>Asistencia a las organizaciones sociales representativas de la AF y de servicios para mejorar sus capacidades en cuanto a la negociación comercial con las empresas privadas y su sostenibilidad y permanencia como proveedores</p>
3. Acceso a Tierra	<p>Indígenas</p> <p>Agricultores/as familiares</p> <p>Mujeres rurales</p> <p>Jóvenes rurales</p> <p>Asalariados rurales</p> <p>Instituto Nacional del Indígena (INAI)</p>	<p>Políticas de tierras a nivel provincial, que permitan la regularización de la propiedad y tenencia de la tierra en especial por parte de las comunidades indígenas.</p>	<p>Subsidios y acciones no reembolsables para inversiones prediales y comunitarias</p> <p>Acciones para realizar el debido relevamiento territorial y reconocimiento de la personería jurídica de las comunidades o pueblos indígenas, así como suscribir los convenios necesarios para tal fin</p> <p>Titulación de tierras</p>
4. Acceso a Recursos Financieros	<p>Agricultores/as familiares</p> <p>Mujeres rurales</p> <p>Jóvenes rurales</p> <p>Asalariados rurales</p> <p>Indígenas</p> <p>Instituciones financieras privadas</p>	<p>Políticas para el estímulo a la formalización y regularización de servicios financieros rurales, a través de los bancos provinciales y del sector privado y la banca cooperativa</p> <p>Mecanismos de capitalización y /o financiación directa no bancarios para</p>	<p>Nuevos productos financieros que permitan bajar barreras de acceso al financiamiento por parte de los beneficiarios y bajar los costos de transacción para: (a) bajar el costo del dinero prestado; (b) estimular la participación del sistema financiero formal (bancos provinciales, banca cooperativa, banca comercial)</p> <p>Atención a las necesidades concretas de la mujer jefa</p>

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
		que se desarrollen eslabones competitivos de la cadena de valor	de hogar y facilitar mediante mecanismos administrativos y técnicos su reconocimiento como "Titular de Explotación Agropecuaria" que le facilite el acceso a la tierra, al crédito y otros servicios.
5. Capital Social Desarrollo de las Organizaciones Rurales	<p>Organizaciones sociales de la AF y de las comunidades rurales locales</p> <p>Organizaciones de los asalariados rurales</p> <p>Organizaciones sociales de la AF de servicios a la producción, y servicios a la comercialización</p> <p>Contratistas de servicios y PYMES de servicios a la AF</p>	<p>Políticas de estímulo al asociativismo y a la construcción de redes y/o cooperativas para acceder a más y mejores bienes y servicios públicos</p> <p>Representatividad y gestión de servicios de las OSC de la AF</p> <p>Alianzas público / privadas y privadas / privadas, entre el sector empresarial y las empresas de economía social de los AF y sus OSC</p>	<p>Asistencia técnica para el fortalecimiento de la gestión de las OSC de servicios y las cooperativas de la AF</p> <p>Servicios de fortalecimiento organizacional, capacitación de dirigentes y apoyo financiero (subsidios) a las inversiones y a la gestión de las mismas</p> <p>Desarrollo de nuevos servicios y productos financieros apropiados a este tipo de organización y empresa para fortalecer su presencia en los mercados</p> <p>Círculos de calidad entre OSC y cooperativas de la AF– Sistemas para compartir experiencias y conocimientos sobre buenas prácticas de gestión (learning by doing)</p>

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
6. Fortalecimiento de las Instituciones Públicas, en la gestión de programas y proyectos de desarrollo rural y en el diseño de las políticas públicas de calidad y mayor impacto sobre los destinatarios de las mismas – Gestión de la Información	Secretaría de la Agricultura Familiar del MA. UCAR Ministerios de la producción y Secretarías de Agricultura y/o Desarrollo Rural de los Gobiernos Provinciales INTA	Profundizar los mecanismos de planificación estratégica y análisis prospectivos sobre evolución de las políticas públicas y comportamiento de los mercados a nivel nacional y provincial Articular instrumentos disponibles (programas, proyectos, acciones institucionales), en función de estrategias y políticas definidas a nivel nacional y provincial Articular y complementar los recursos financieros de diferentes fuentes de cooperación internacional en un mismo objetivo estratégico, más allá de sus particularidades institucionales y de foco de aplicación.	Acciones de capacitación y entrenamiento a los funcionarios públicos y técnicos, en forma interdisciplinaria para la gestión del desarrollo Intercambio de Información y aplicar mecanismos de gestión de la misma y Gestión del Conocimiento entre las instituciones públicas involucradas en el desarrollo rural y territorial Sistemas de implementación y gestión de programas y proyectos que coadyuven a la institucionalización y la construcción de capacidades en el sector público Programas y proyectos con financiamiento internacional apalancando las alianzas estratégicas entre organizaciones sociales y cooperativas de la AF, empresas agroindustriales y/o comerciales exportadoras, reforzando la capacidad articuladora del Estado y la reducción de asimetrías.
7. Reducción de las vulnerabilidades ambientales, de mercado y del “núcleo de conocimientos”	Población Rural en general Comunidades de pueblos originarios Pequeños agricultores/as familiares	Políticas de apoyo a la diversificación productiva, con información y asistencia técnica para favorecer la gestión de los recursos naturales y la adaptación y mitigación de los efectos del cambio climático Generación y gestión del Conocimiento y la Información sobre nuevas oportunidades y opciones productivas y económicas.	Investigación y análisis sobre nuevas oportunidades de mercado internacional, nacional y local, derivado de una expansión de la demanda de alimentos Programas de asistencia técnica en el manejo responsable de recursos naturales y rubros y tecnologías que más adapten las variables (i) tipo de producción o cultivo; (ii) sistema de producción; (iii) demanda; (iv) disponibilidad, características y calidad de los recursos naturales disponibles y oportunidades de acceso por parte de la AF.

Expediente principal 2: Matriz Organizacional e Institucional (Análisis de las fortalezas, debilidades, oportunidades y amenazas)

Institución	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Desafíos	Observaciones
1 Ministerio de Agroindustria	<p>Institucionalidad consolidada con amplia presencia en todo el país y reconocimiento institucional, responsable por: (a) diseño, aplicación y evaluación de las políticas públicas en materia agropecuaria, forestal, pesquera y de alimentación; (b) estímulo a la producción y al comercio; (c) la aplicación de las políticas de desarrollo rural, y diferenciadas para la AF; (d) la implementación del RENAF; (e) la definición e implementación de inversiones públicas a nivel nacional y provincial dirigidas a la infraestructura de apoyo a la producción agrícola y el desarrollo rural.</p> <p>Ejecuta el Plan de Prevención de Sequías desde la Dirección Nacional de Emergencias y Desastres Agropecuarios.</p> <p>Dispone del PEA2 y cuenta con la dirección estratégica del plan Belgrano.</p>	<p>Bajo nivel de comunicación y operativo entre Secretarías y Unidades Ejecutoras, encargadas de implementar las políticas en el territorio</p> <p>Falta de un espacio institucional técnico / estadístico de respaldo al diseño de las políticas públicas, a su aplicación y SyE</p> <p>Información censal desactualizada</p> <p>Secuelas del “Conflicto del Campo” ocurrido en el año 2008</p> <p>Riesgos en la continuidad de las políticas públicas y en la vigencia y soporte presupuestal a sus instrumentos</p> <p>Baja capacidad de intervenir en temas críticos como el acceso y tenencia de la tierra (regularización) y servicios financieros rurales</p>	<p>Demanda expandida y sostenida de alimentos a nivel internacional, sobre la que se pueden planificar acciones e inversiones productivas de aumento de la competitividad.</p>	<p>Liderar un proceso de respaldo al desarrollo de las economías regionales, en el marco de una demanda creciente de alimentos a nivel mundial y las potencialidades de la Argentina para atender la misma</p>	<p>Desde el punto de vista de la Estrategia del FIDA en Argentina, el Ministerio es el interlocutor político natural, aunque debe coordinar con: (a) Jefatura de Gabinete; (b) Ministerio de Hacienda y Finanzas ; (c) Cancillería y (d) para la ejecución de las operaciones con los Gobiernos Provinciales</p>
2 UCAR	<p>Demostrada capacidad de ejecución de programas y proyectos de desarrollo e inversión con recursos de</p>	<p>Poca vinculación político / institucional y operativa con la Secretaría de Agricultura Familiar del</p>	<p>Institución muy valorada en el Gobierno Nacional y en los Gobiernos Provincial,</p>	<p>Consolidarse institucionalmente en relación al Ministerio de Agroindustria y a</p>	<p>Es indispensable para mejorar la performance de implementación de</p>

	<p>cooperación financiera y presupuestales.</p> <p>Alta capacidad técnica e institucional para la articulación de recursos e instrumentos de intervención tanto dentro del Gobierno Nacional como con los Gobiernos Provinciales</p> <p>Definiciones conceptuales y estratégicas claras, en materia de desarrollo rural y la inversión pública necesaria para hacerlo posible</p> <p>Capacidad de análisis económico y social sobre el desarrollo relativo de las diferentes regiones y provincias y sus sectores productivos</p>	<p>Ministerio de Agroindustria.</p> <p>Procesos administrativos y burocráticos complejos, en relación a implementación de acciones y aplicación de instrumentos a nivel de las provincias.</p> <p>Poca capacidad de acompañamiento institucional a nivel de los gobiernos provinciales y locales</p> <p>Unidad Ejecutoras Provinciales (UEPs) de programas vinculadas a la UCAR son aún débiles, que necesitan mayor soporte institucional, técnico y de gestión</p>	<p>por sus capacidades técnicas y de ejecución</p> <p>Capacidad de interlocución política a los más altos niveles del Gobierno</p> <p>Capacidad técnica y política para negociar y orientar los diseños de nuevas operaciones de préstamo y cooperación con las diferentes agencias de cooperación y financiamiento internacional</p> <p>Posibilidad de captar interés y recursos de las agencias de cooperación y financiamientos internacionales y bilaterales hacia iniciativas y oportunidades de inversión identificadas por la UCAR.</p> <p>Capacidad instalada para ampliar su cartera de programas y proyectos con el Ministerio de Agroindustrias</p>	<p>las estructuras permanentes del Estado Argentino.</p> <p>Trasladar una metodología de gestión hacia las provincias, proyectando sus capacidades</p> <p>Fortalecer el área de análisis de coyuntura, escenarios políticos y comerciales y diálogo político con organizaciones representativas de los PAF</p> <p>Fortalecer el área para identificar oportunidades de negocios para la PAF y dialogar con los actores privados sobre su inserción comercial</p> <p>Consolidar en materia de las políticas desarrollo rural un abordaje sistémico sobre los territorios</p> <p>Atrasos en firmar convenios con las Provincias.</p>	<p>las operaciones de préstamo en el marco de una estrategia nacional.</p> <p>Para completar su evolución institucional la UCAR debería: (a) mejorar el nivel de diálogo y articulación con las diferentes Secretarías del MA; (b) desarrollar el área de identificación de oportunidades comerciales y de negocios para los PAF; (c) mejorar el dialogo con organizaciones sociales y gremiales de productores agropecuarios; y (d) mejorar el análisis de la coyuntura, diseñar políticas e instrumentos</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

3 INTA	<p>Solidez institucional, técnica y presupuestal reconocida</p> <p>Posee una de las más extendidas redes institucionales que cubre todo el territorio nacional con estaciones experimentales</p> <p>La existencia del Centro de Investigación y Desarrollo Tecnológico para la Pequeña Agricultura Familiar (CIPAF) desde el año 2005, con experiencia de tecnologías apropiadas en diferentes regiones y provincias.</p> <p>Ejecuta el Programa Federal de Apoyo al Desarrollo Rural (PROFEDER), un potente programa para la coordinación nacional de la transferencia y extensión en relación a la AF y a programas de desarrollo rural locales con las provincias</p>	<p>Incipiente articulación con las políticas públicas diferenciadas para la AF y de desarrollo rural, que se generan en el ámbito nacional y provincial</p> <p>Visión tecnológica fuertemente productivista orientada al sector primario y hacia rubros tradicionales y commodities.</p> <p>Falta de una visión sistémica de las tecnologías para la PAF, incluido para la participación de la AF en las cadenas de valor</p> <p>Dificultades para el diálogo inter-institucional</p>	<p>Aparición de nuevas oportunidades de mercado para rubros de producción típicos de las economías regionales y provinciales e interés de las empresas agroindustriales y comerciales de desarrollar nuevos proveedores</p> <p>Construcción de una Plataforma regional (REAFMERCOSUR / PROCISUR/ FIDAMERCOSUR) para las tecnologías apropiadas para la PAF</p> <p>Fortalecer el PROFEDER y el CIPAF, para atender las demandas de generación y transferencia de tecnologías orientadas a la agregación de valor local</p>	<p>Articular su oferta de tecnología y capacidades para desarrollarlas con las necesidades de productividad, calidad y competitividad de los PAF</p> <p>Desarrollar una oferta de tecnologías apropiadas para la AF y de proceso para su participación en Cadenas de Valor</p> <p>Visión sistémica e interdisciplinaria del desarrollo de los territorios rurales, desde la visión de las tecnologías</p> <p>Un PROFEDER fortalecido para potenciar la transferencia de tecnologías apropiadas</p>	<p>Institución muy potente, con una amplia cobertura territorial e vínculos institucionales, que podría ser más útil al momento de aplicar recursos e instrumentos en los territorios con actores y productos diversificados</p> <p>El PROFEDER y el CIPAF aparecen como dos programas de importancia para articularse con operaciones del FIDA en los territorios</p>
4 Gobiernos Provinciales	<p>Cercanía y conocimiento de las necesidades de desarrollo de comunidades y territorios</p> <p>Institucionalidad permanente con Ministerios de la Producción / Inversiones, y Secretarías de Agricultura, con equipos técnicos de campo</p>	<p>Falta de una definición conceptual clara sobre el desarrollo rural en sentido amplio</p> <p>Intervenciones básicamente productivistas por rubro o sector desde las Secretarías de Agricultura</p>	<p>Una visión desde el Gobierno Nacional en general y el Ministerio de Agroindustria en particular de impulsar el desarrollo de las economías regionales y provinciales, a través de la diversificación productiva, de actores y de territorios</p>	<p>Baja capacidad de gestión de programas y proyectos, y baja eficacia en la aplicación de los recursos y en SyE en materia de desarrollo rural</p> <p>Faltan espacios de diálogo político con las</p>	<p>Necesidad de un mayor respaldo a los procesos de consolidación institucional de las áreas de desarrollo rural en los Gobiernos provinciales y locales</p> <p>Acompañar los</p>

	<p>distribuidos por toda la provincia</p> <p>Vínculo institucional, político, operacional y presupuestal con los Municipios locales</p>	<p>Desarrollo administrativo contable débil para la articulación de recursos e instrumentos</p> <p>Lejanía de los centros de decisión política</p> <p>Discontinuidad de las políticas públicas y los procesos de desarrollo con los cambios de gobierno</p>	<p>La demanda expandida de alimentos a nivel global, que genera oportunidades para productos y cadenas de valor de las economías regionales y provinciales</p> <p>Un conjunto de Gobernadores que enfocan el desarrollo en sentido amplio y sistémico</p>	<p>organizaciones de los PAF, que permitan mejorar el diseño y la aplicación de las políticas</p> <p>Simplificar los mecanismos administrativos para la aplicación de recursos</p>	<p>proceso de diálogo de políticas entre el Gobierno Provincial, el Nacional y los destinatarios de las acciones de desarrollo rural</p>
5 Frente Nacional Campesino (FNC)	<p>Fuerte representatividad política dado que convoca y articula las principales organizaciones sociales reivindicativas de la AF Campesina del NOA y NEA</p> <p>Visión consensuada sobre la necesidad de articular la oferta más diversificada de productos de la AF con Cadenas de Valor, en alianzas con el sector empresarial privado, con respaldo y "aval" del Estado</p> <p>Coincidencia con una visión oficial desde el Ministerio de Agroindustria y la UCAR sobre la diversificación productiva, de actores y de territorios, para aprovechar nuevas oportunidades de mercado y de la política pública</p>	<p>Falta de consolidación jurídico - institucional</p> <p>Participación relativamente baja en las instancias de diálogo político nacional y regional</p> <p>Recursos limitados para fortalecer su red de organizaciones de base y fortalecer su representatividad nacional y propuestas</p> <p>Vínculos "laxos" con las organizaciones de base y con las autoridades locales y provinciales por parte de la organización nacional en términos de interpretar e incidir sobre las diversas realidades locales</p>	<p>Fuerte respaldo de las políticas públicas al desarrollo de las economías regionales, a través de programas de desarrollo rural, de agregado de valor local a la producción y de inserción en los mercados de la PAF</p> <p>Programas y proyectos que disponen de recursos e instrumentos para ser canalizados a través de OSC que pueden ser asociadas al FNC</p> <p>Consolidar una visión y una estrategia de alianzas productivas, comerciales y de mercado con el sector privado, fortaleciendo sus capacidades para la negociación</p>	<p>Participar más activamente y con mayor visibilidad de los procesos de Diálogo político en lo Nacional, local (provincial) y regional en la REAF MERCOSUR</p> <p>Usar la red de OSC adheridas al FNC como sistema o plataforma de información estratégica sobre tecnologías, mercados y servicios</p>	<p>Es una organización de segundo grado dispuesta a participar activamente en el diálogo político con el Gobierno para la definición de políticas públicas y en la implementación de programas de desarrollo de la AF</p>
6 Asamblea	Representativa de más de	Fue creada en 2006 y aún	La Asamblea pone	Fortalecer su red de	Es una organización

<p>Campesina Indígena del Norte Argentino (ACINA)</p>	<p>60 organizaciones zonales y provinciales, que representan a familias de campesinos e indígenas del Norte Grande y del norte de la provincia de Santa Fe. Es una organización de carácter reivindicativo de las demandas de los campesinos e indígenas que se centra principalmente en los problemas de acceso y tenencia de la tierra, problemas de titulación, acceso a tierras fiscales y modelos de explotación de la tierra en forma asociativa.</p> <p>Trabaja en propuestas para diversificar la agricultura y rescatar productos tradicionales y ancestrales de la AFC e indígena, la producción artesanal y poner freno a la contaminación del agua, suelos y personas reduciendo el uso de agroquímicos y promoviendo una producción natural</p> <p>Postula un ordenamiento territorial en las provincias que beneficie y asegure el acceso al agua y la tierra a los campesinos y comunidades indígenas</p>	<p>necesita fortalecer sus vínculos institucionales a nivel nacional</p> <p>Todavía sin una forma jurídica clara</p> <p>Su discurso y su accionar político va más hacia lo reivindicativo</p> <p>Falta de una definición política clara respecto de las alianzas productivas para aprovechar las oportunidades generadas por los mercados (demanda expandida de alimentos y productos regionales) y las generadas por las políticas públicas y sus instrumentos para generar agregado de valor local</p>	<p>énfasis en la formación de cuadros dirigentes, en la construcción de capacidades humanas y sociales a nivel de las organizaciones de base y menos en el desarrollo de propuestas productivas y de servicios</p>	<p>afiliadas y participar activamente de los espacios de diálogo político entre organizaciones sociales y las instituciones de gobierno nacional y provincial</p> <p>Generar alianzas estratégicas con otros actores sociales y económicos que permitan mejorar las condiciones y calidad de vida de los afiliados de sus organizaciones de base</p> <p>Resolver la cuestión jurídico / institucional para canalizar recursos públicos dirigidos a la diversificación e intensificación de la producción de las pequeñas economías rurales, PAF e comunidades indígenas</p>	<p>de segundo grado dispuesta a participar activamente en el diálogo político con el Gobierno para la definición de políticas públicas y en la implementación de programas de inversión para desarrollo rural de la AF e poblaciones indígenas</p>
-------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>7 Federación de Cooperativas Federadas Ltda. (FECOFE)</p>	<p>Federación que nuclea a cooperativas agropecuarias y agroalimentarias, en todo el país, aunque principalmente de la región Centro.</p> <p>Trabaja por el desarrollo integral de la familia rural y de los PAF, usando la cooperativa como herramienta para acceder a servicios y mercados</p> <p>Gestión participativa en las decisiones gremiales y empresariales, en todas las instancias de gestión y toma de decisiones políticas y comerciales</p> <p>Desarrolla proyectos conjuntos entre cooperativas de comercialización y agregado de valor y presta servicios de asistencia técnica a filiales de primer grado y sus asociados</p>	<p>Organización en etapa de crecimiento y expansión territorial con relativamente baja presencia en economías regionales más pobres</p> <p>Estructura aún no totalmente consolidada en varias provincias</p> <p>Gestión comercial aún incipiente</p>	<p>Articular sus capacidades como entidad de segundo grado para acceder a información estratégica y hacer un proceso de gestión de la misma asistiendo a las unidades de base.</p> <p>Llegar a los mercados nacionales e internacionales en forma directa o a través de empresas agroindustriales y comerciales, con los productos de la AFC, pero agregando valor, reduciendo los costos de transacción y capturando parte de la renta generada en la cadena para sus asociados</p>	<p>Consolidarse como organización y promover y construir plataformas de negocios para nuevos productos de las economías regionales que deben consolidar una oferta dispersa para llegar en forma competitiva a los mercados y con economías de escala</p> <p>Dar cuenta de instrumentos de la política pública nacional y provincial y proyectos que apoyan el agregado de valor a los productos en lo local</p>	<p>Es potencialmente una organización asociada a la estrategia de FIDA en la región Centro, especialmente en el papel de crear “plataformas” de acceso a los mercados para productos de los destinatarios de los programas, con agregado de valor local en cooperativas primarias locales</p>
<p>8 Federación Agraria Argentina (FAA)</p>	<p>Organización histórica creada en 1912, consolidada y de amplio reconocimiento social y político en la Argentina, con afiliadas en todo el territorio nacional</p> <p>Organización de carácter reivindicativo, y de servicios a sus asociados. Estimula y afilia organizaciones de</p>	<p>Durante el conflicto entre el Gobierno Nacional y el Campo en el año 2008 y desde allí en adelante rompió el diálogo con el Gobierno y aún no lo ha vuelto a recuperar totalmente. Pasó de ser una de los más activos interlocutores en el dialogo político a nivel Nacional, Provincial y</p>	<p>Un nuevo escenario político en Argentina, especialmente en el Ministerio de Agroindustria, puede llevar a recuperar el nivel de diálogo y propuestas que la FAA tenía antes de 2008</p>	<p>Recuperar el liderazgo en materia de diálogo político, en representación de los pequeños agricultores familiares, con propuestas y como promotora de organizaciones y empresas de servicios sociales, productivos y comerciales a sus</p>	<p>Desde el Programa Regional FIDAMERCOSUR, y desde la COPROFAM, se mantiene una relación de diálogo y cooperación en aspectos concretos que involucra: (i) el apoyo al análisis de nuevos temas de la agenda: (ii) el</p>

	<p>servicios a nivel local / provincial y empresas asociativas de economía social.</p> <p>Ejerce acciones reivindicativas y genera propuestas de política pública en temas tan sensibles como: (i) el acceso y la tenencia de la tierra, postula soluciones a la titulación y la precariedad en los derechos de tenencia; (ii) derechos de la mujer rural e instrumentos de reconocimiento a su papel como agricultora, jefa de familia; (iii) acciones afirmativas hacia la juventud rural, el afincamiento y el recambio generacional.</p>	<p>Regional en la REAF, a enfrentarse activamente a través de movilizaciones y declaraciones contra el Gobierno. El conflicto también le llevó a alinearse con otras entidades agropecuarias representativas de productores grandes (ganaderos y agricultores), lo cual le afectó en su nivel de reconocimiento por parte de organizaciones locales de PAF, campesinos y asalariados rurales, especialmente en las provincias</p> <p>Este nuevo escenario hace que muchas de sus afiliadas de base local que asocian beneficiarios de programas financiados por el FIDA, se alejen de su relación histórica con la FAA</p>		<p>afiliados a nivel de las provincias.</p>	<p>estímulo a la creación de empresas asociativas de servicios para apoyar a los PAF a ser parte de nuevas cadenas de valor y prepararse como proveedores fiables para nuevas modalidades de Compras Públicas</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	---------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes

Organismo/ Agencia	Sectores prioritarios y áreas de acción	Estrategia en el país (periodo)	Programas/proyectos	Complementariedad/sinergias /potencialidades
1 Banco Mundial	<p>(1) Crecimiento sustentable con equidad</p> <p>(a) Mejorar el estado de la infraestructura para superar “cuellos de botella” en la competitividad y alcanzar un mejor desempeño económico en términos de crecimiento y reducción de la pobreza en el mediano plazo.</p> <p>(b) Aumentar la competitividad y la calidad de las exportaciones agrícolas y ganaderas</p> <p>(c) Atender crecientes problemas de deterioro en los recursos naturales.</p> <p>(2) Inclusión Social</p> <p>(a) Continuar el proceso de reducción de la pobreza y ampliar esfuerzos para revertir las tendencias de la pobreza en el largo plazo, aumentando el ingreso familiar e integrando grupos marginales de la población a los mercados productivos.</p> <p>(b) Consolidar la mejora de los indicadores de salud y mejorar la calidad de la educación.</p> <p>(3) Mejora en los sistemas de gobernanza</p> <p>(a) Fortalecimiento de la eficacia y eficiencia del sector público a partir de nuevos instrumentos de gestión, transparencia, responsabilidad en la gestión pública.</p> <p>(b) Mejorar la calidad de la gestión pública para la producción y distribución de bienes y servicios</p>	2010 - 2012	<p>PROSAP (Programa de Servicios Agrícolas Provinciales). El objetivo del PROSAP es desarrollar las economías regionales con foco en el sector agro-industrial y especial atención a los medianos y pequeños productores, emprendedores y empresarios rurales, mediante el aumento de la productividad, de los volúmenes de venta y de la competencia en el comercio nacional e internacional.</p> <p>Se implementa, a nivel provincial y nacional, mediante proyectos de inversión pública social y ambientalmente sustentables, incrementando la cobertura y la calidad de la infraestructura rural y de los servicios agroalimentarios. En el ámbito de la inversión privada, también financia iniciativas que impulsan la competitividad de los pequeños y medianos productores agropecuarios y de las MIPyMEs (Micro, Pequeñas y Medianas Empresas) agroindustriales y de servicios de todo el país.</p> <p>PISEAR (Proyecto de Inclusión Socio-Económica en Áreas Rurales). Proyecto nacional (priorizando NEA) para inversiones en organizaciones de pequeños productores, previsto para arrancar en 2016.</p>	<p>Los proyectos de inversión pública en materia de infraestructura que ejecuta el PROSAP se articulan en los territorios y a través de la UCAR con los programas financiados por el FIDA. Los proyectos FIDA contribuyen a crear capacidades en los beneficiarios, fortalecer sus organizaciones de servicios y mejorar su capacidad de gestión, para hacer un uso más eficaz y eficiente de la infraestructura construida y administrar los servicios que con ella se prestan.</p> <p>Fortalecimiento de la gestión pública de recursos para la inversión y el desarrollo a través del fortalecimiento institucional a nivel nacional (UCAR) y provincial.</p> <p>Potencial de armonización de los instrumentos del PROSAP y los programas financiados por el FIDA, de apoyo a sistemas nacionales (especialmente de la UCAR) de planificación y seguimiento y evaluación</p>

	públicos. Mejorar los resultados a nivel de la ciudadanía y la credibilidad en las instituciones			
2 Banco Interamericano de Desarrollo (BID)	<p>La estrategia tiene una orientación geográfica donde se priorizan las intervenciones y recursos en dos zonas críticas: (A) la Región de Norte Grande, que muestra el menor desarrollo económico relativo del país, junto con los mayores índices de pobreza y exclusión social y el (B) Conurbano Bonaerense, que presenta elevados niveles de exclusión social junto con grandes desafíos de sostenibilidad urbana.</p> <p>La Estrategia del BID tiene como objetivos: (i) Alivio a restricciones al crecimiento, con especial foco en el Norte Grande; (ii) Inclusión social y económica de la población, enfocada en ambas regiones; y (iii) Sostenibilidad urbana y mejoramiento del hábitat, con especial foco en el Conurbano.</p>	2012 - 2015	<p>PROSAP (ver Banco Mundial)</p> <p>Programa para el Desarrollo de la AF (PRODAF), ejecutado por la UCAR. El PRODAF trabaja con cadenas de valor seleccionadas en las provincias de Chaco y Entre Ríos. Tiene similitudes con los programas financiados por el FIDA, a pesar de trabajar con productores de la AF que cuentan con un mayor nivel de capitalización.</p> <p>Programa de Sustentabilidad y Competitividad Forestal, ejecutado por la UCAR. Promueve el manejo sustentable y la competitividad de las plantaciones forestales, a través del aumento de la calidad de los productos primarios y en primera transformación, diversificación de la base productiva y acceso de las MIPyMEs a las cadenas productivas y los mercados.</p> <p>Proyecto de integración de pequeños productores a la cadena vitivinícola (PROVIAR), ejecuta por la UCAR. Mejora de la rentabilidad de pequeños productores vitivinícolas, bodegas, productores de pasas y empacadores con viñateros integrados bajo contrato, y a través de servicios de asistencia técnica y financiera para mejorar sus fincas.</p> <p>Programa de Competitividad del Norte Grande, ejecutado por el Ministerio de Economía de la Nación. Desarrollo de conglomerados productivos en acuerdo con los Gobiernos Provinciales. Red</p>	<p>Como con el Banco Mundial (PROSAP).</p> <p>Adicionalmente, el PRODAF ofrece posibilidades de colaboración directa en establecer sistemas de gestión provinciales, y posiblemente en efectuar intercambios de experiencias en el ámbito de la supervisión.</p>

			territorializada de empresas (productores, industriales, comerciantes e instituciones de apoyo y académicas). El programa financia proyectos dentro de un Plan de Competitividad por Conglomerado.	
3 Banco de Desarrollo de América Latina (CAF)	<p>(a) Mejora de la Infraestructura Energética, de Transporte y Logística. - infraestructura vial, ferroviaria, de puertos e hidrovías, vinculada a la inserción internacional de la Argentina como uno de los principales exportadores agrícolas y de alimentos. Además, el déficit energético repercute sobre las cuentas fiscales y comerciales debido a los subsidios y a la creciente necesidad de importar energía afectando la competitividad global del país.</p> <p>(b) Transformación Productiva - Aumentar la integración entre sectores productivos, mediante el desarrollo de riego, cadenas de valor sostenibles y competitivas, complementando sectores de producción, aumentando así la competitividad comercial y el agregado de valor a las exportaciones. Generar puestos de trabajo de calidad y generar y difundir conocimiento e innovación. Contribuir a mejorar el clima de negocios para favorecer el crecimiento del país</p> <p>(c) Desarrollo Social - Consolidar simultáneamente esfuerzos de inversión en infraestructura básica y social, junto con reformas institucionales que le permitan disminuir las restricciones al crecimiento.</p>	2013 - 2016	<p>Programa para Incrementar la Productividad del Sector Azucarero del NOA (PROICSA) ejecutado por la UCAR. Financia proyectos de inversión presentados por ingenios azucareros de Jujuy, Salta y Tucumán, cooperativas y asociaciones de productores de caña de azúcar, productores y muy pequeños productores de caña de azúcar.</p> <p>Tiene por objetivo promover la competitividad de la industria azucarera del NOA, a través de una estrategia de transformación y diversificación productiva, fundamentada en la creación de incentivos a la producción de etanol en un marco de sostenibilidad ambiental y social, y el apoyo a los pequeños productores de caña de azúcar.</p> <p>Programa para el Desarrollo de Nuevas Áreas de Riego en Argentina – Etapa 1 ejecutado por la UCAR, financia obras de infraestructura pública de riego y manejo de recursos hídricos y otras conexas de caminos y electrificación rural, asistencia técnica, fortalecimiento institucional y adquisición de equipos relacionados con operación y mantenimiento de sistemas de riego.</p> <p>El objetivo es el desarrollo de nuevas áreas de riego incrementando la</p>	<p>Sinergia y complementariedad en el NOA. En un sector en reconversión con especial sensibilidad política, social y económica, donde los muy pequeños productores familiares de caña de azúcar deben desarrollar nuevas formas de inserción en la Cadena de Valor del Azúcar y del Etanol, a través de asistencia técnica, inversiones y desarrollo de organizaciones intermedias.</p>

			disponibilidad y calidad del agua de riego de manera sostenible, a fin de que productos agropecuarios de mejor calidad generen mayor rentabilidad e ingresos para pequeños y medianos productores.	
4 Fondo Financiero para el Desarrollo de la Cuenca del Plata (FONPLATA)	El FONPLATA y el Gobierno Argentino acordaron un programa de préstamos para la ejecución en el país, para el trienio 2013-2015. El programa incluye proyectos para fomentar el desarrollo social en áreas fronterizas del NOA y NEA, el desarrollo de áreas agro-productivas en provincias fronterizas, un programa para interrumpir el carácter endémico del Mal de Chagas, el desarrollo de una plataforma regional de contenidos audiovisuales, y proyectos medioambientales de la Comisión Regional del Río Bermejo, entre otros.	2013 - 2015	Programa de desarrollo de áreas agro productivas en provincias fronterizas de la Cuenca del Plata. Programa aprobado en octubre de 2014 con el objetivo de contribuir a la creación de una infraestructura sustentable en algunas localidades de las provincias de Misiones, Salta y Chaco, su integración regional y el acceso al comercio, desarrollando polos sociales productivos que favorezcan la radicación y el crecimiento de la población local, principalmente de las comunidades más carentes.	Integración de inversiones, empresas asociativas y de servicios trasfronterizas, alta complementariedad en cuanto a metodología de integración en cadenas de valor y redes comerciales, de pequeños productores familiares. Experiencia de intercambio y cooperación para la identificación de inversiones transfronterizas aprovechando las capacidades técnicas de la UCAR y el Programa Regional FIDAMERCOSUR.

Expediente principal 4: Identificación del grupo-objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación

Tipología	Causas de la pobreza	Medidas recomendadas	Necesidades prioritarias	Apoyo de otras iniciativas	Respuesta del COSOP
1 Pequeños agricultores/ as familiares en territorios con altos índices de pobreza y bajo desarrollo institucional	<p>Bajos ingresos y elevado riesgo de volatilidad en los precios de sus productos.</p> <p>Alta vulnerabilidad a riesgos climáticos y baja capacidad de adaptación al cambio climático</p> <p>Dificultades de acceso al mercado de factores, insumos y productos</p> <p>Aumento de la concentración de las actividades de empresas agrícolas y pérdida de la diversificación productiva industrial y económica</p> <p>Bajos niveles de productividad y competitividad</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Estrategia de diversificación productiva de actores y territorios • Políticas Públicas diferenciadas e instrumentos que favorezcan la inserción de estos productores en los diferentes mercados (Cadenas de Valor, Compras Públicas), mediante una mejora sostenida en su competitividad • Estímulo a las alianzas con otros actores empresas agroindustriales y/o de comercialización • Gestión para la reducción del riesgo climático a nivel de las fincas (manejo y tecnología de adaptación, mitigación, alerta) 	<ul style="list-style-type: none"> • Marco de incentivos para la diversificación e inserción en cadenas • Fortalecimiento de sus organizaciones sociales y económicas para maximizar la apropiación de renta en la Cadena • Infraestructura de comunicaciones, transporte, riego y acondicionamiento de la producción • Acceso a tecnologías adaptadas y apropiadas a los proceso de agregado de valor • Acceso a servicios de asistencia técnica y extensión rural • Accesos a servicios financieros • Vinculación con otros actores, a partir de información estratégica, oportuna y pertinente y apoyo para la negociación comercial • Fortalecimiento de sus capacidades (capital humano) en identificación de oportunidades de negocios 	<p>Marco de políticas diferenciadas para el sector de los AF</p> <p>Registro Nacional de la AF</p> <p>Plataforma de tecnologías apropiadas para la AF (CIPAF / INTA)</p> <p>Programas y proyectos de desarrollo rural, diversificación y mejoras en la competitividad, con financiamiento externo y recursos presupuestales</p> <p>Programas de inversión pública en infraestructura agrícola, con financiamiento externo y recursos presupuestales</p> <p>Estrategias e instrumentos complementarios de otras agencias (BM, BID, CAF)</p>	<p>Estrategia de priorización territorial, focalización de actores y diversificación de productos</p> <p>Operaciones con enfoque acotados a territorios, inserción en cadenas competitivas y relevantes</p> <p>Transferencias para capitalización, servicios de asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Apoyo a la generación de alianzas con el sector privado</p> <p>Mecanismos de financiamiento crediticio bancario y no bancario</p>

<p>2 Asalariados rurales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Temporarios (zafrales) • Permanentes 	<p>Bajos ingresos derivados de bajos salarios</p> <p>Inestabilidad laboral</p> <p>Baja calificación en términos de conocimientos</p> <p>Debilidad en sus capacidades para la negociación laboral (condiciones y calidad del trabajo, salario y estabilidad laboral), que les permita hacer efectivos sus derechos</p> <p>Debilidad y aislamiento de sus de organizaciones sindicales representativas a nivel local, respecto de aquellas a nivel nacional</p>	<p>Capacitación y formación laboral, desarrollo de nuevas habilidades y destrezas para alcanzar nuevas oportunidades laborales en cadenas de valor</p> <p>Formación para el fortalecimiento de sus capacidades negociadoras</p> <p>Articulación entre las organizaciones sindicales y de agricultores familiares a nivel local, para facilitar la inserción en cadenas productivas y de valor, de los "asalariados / pequeños productores"</p> <p>Crear condiciones para el acceso de servicios de asistencia técnica y servicios financieros que mejoren la productividad de sus emprendimientos agropecuarios</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Reconocimiento formal por parte de los programas y proyectos de desarrollo rural de la doble categoría de asalariado rural / pequeño productor familiar. • Capacitación y actualización laboral para su desempeño como pequeños productores familiares, como asalariados rurales más tecnificados en servicios a la producción y la comercialización • Acceso a más y mejores servicios y bienes públicos • Acceso a información estratégica relevante para la organización de sus actividades en un contexto local / territorial con más oportunidades 	<p>Iniciativas del Ministerio de Trabajo</p> <p>RENATRE</p>	<p>Estrategia de diversificación de actores sociales y económicos y de productos, para aprovechar nuevas oportunidades</p> <p>Nuevos servicios de capacitación, asistencia técnica, financieros, diferenciados para los asalariados rurales, tanto en su condición de (a) asalariados permanentes; (b) asalariados temporarios; (c) asalariados que a su vez son pequeños productores familiares</p> <p>Gestión de la información para lograr una mayor capacidad de negociación, identificar y aprovechar nuevas oportunidades</p>
<p>3 Mujeres jóvenes rurales y</p>	<p>Bajo nivel de ingresos</p> <p>Limitaciones para el acceso a recursos productivos</p> <p>Escasas oportunidades para mujeres jefas de hogar u hogares jóvenes, de trabajo remunerado fijo o temporario</p> <p>Limitaciones para el acceso a la educación y</p>	<p>Capacitación y formación (desarrollo de habilidades y destrezas) esto es especialmente válido para jóvenes (hombres y mujeres)</p> <p>Generación de nuevas oportunidades de trabajo a partir de la diversificación productiva y nuevas cadenas de valor</p>	<p>Educación, capacitación e inserción laboral y productiva</p> <p>Programas de seguridad social y de salud que reconozcan las condiciones especiales de la mujer rural</p> <p>Marco jurídico favorable a los emprendimientos productivos y comerciales, también de nuevos servicios</p>	<p>Programas Nacionales con transferencias públicas</p> <p>Programas Nacionales para la emergencia laboral y el desarrollo de capacidades en el trabajo</p>	<p>Estrategia de focalización e incentivos para diferentes actores, territorios y cadenas, Estímulo a la inserción laboral y productiva de jóvenes y mujeres rurales</p> <p>Énfasis en Cadenas de Valor que generen mayores oportunidades para estos grupos de beneficiarios</p>

	<p>capacitación en sus lugares de residencia</p> <p>Bajos niveles de integración a los procesos económicos y de desarrollo</p> <p>Bajo nivel de participación a nivel ciudadano, comunitario y en organizaciones</p> <p>Limitaciones para el reconocimiento de la propiedad sobre bienes, especialmente la tierra</p>	<p>Acceso a recursos de asistencia técnica y financieros apropiados y adaptados a sus condiciones</p> <p>Desarrollo de capacidades e impulso para la incorporación de jóvenes y mujeres en la dirección de las organizaciones sociales representativas</p>	<p>Marco normativo para el reconocimiento de los derechos a la propiedad y el acceso a bienes productivos</p> <p>Acciones afirmativas que permitan potenciar la participación social</p>		<p>Apoyo para el acceso a los factores de producción</p> <p>Programas y proyectos con acciones orientadas al desarrollo de nuevos conocimientos, habilidades y destrezas</p>
5 Comunidades indígenas	<p>Muy bajos ingresos, bajos niveles de instrucción y capacitación</p> <p>Altos índices de pobreza e inseguridad alimentaria y problemas de salud</p> <p>Alta vulnerabilidad a eventos climáticos adversos</p> <p>Baja integración con el ambiente socio /económico y aislamiento territorial</p> <p>Problema de acceso e inseguridad en la tenencia de la tierra</p> <p>Limitadas oportunidades para la generación de ingresos, por limitaciones en el acceso a los mercados y al beneficio de las inversiones y servicios y bienes públicos</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Políticas de Tierras para la regularización de la propiedad y tenencia y programas para el reconocimiento de derechos y la titulación • Seguridad alimentaria • Subsidios y Acciones No Reembolsables para inversiones prediales y comunitarias • Nuevos servicios y bienes públicos, especialmente infraestructura • Asistencia Técnica y Extensión Rural con un enfoque sistémico e interdisciplinario • Fortalecimiento de capital humano y social • Inserción en el tejido económico y social local con proyección de mercado 	<ul style="list-style-type: none"> • Acceso a servicios y bienes públicos • Inversiones en infraestructura social y comunitaria, e infraestructura física (agua potable, caminos, comunicaciones) • Resolución de problemas de tenencia de la tierra • Fortalecimiento de formas de producción acordes a su estructura y organización social 	<p>Inversiones en proyectos productivos comunitarios a través de las acciones de la UCAR y las provincias</p>	<p>Focalizándose en territorios determinados, identificación e implementación de proyectos productivos y comunitarios para la seguridad alimentaria</p> <p>Identificación de productos con oportunidades de mercado con posibilidad de vincularse a cadenas de valor</p> <p>Asistencia legal y social para resolver problemas de acceso y tenencia de la tierra</p> <p>Apoyo al fortalecimiento de sus organizaciones sociales y económicas</p>